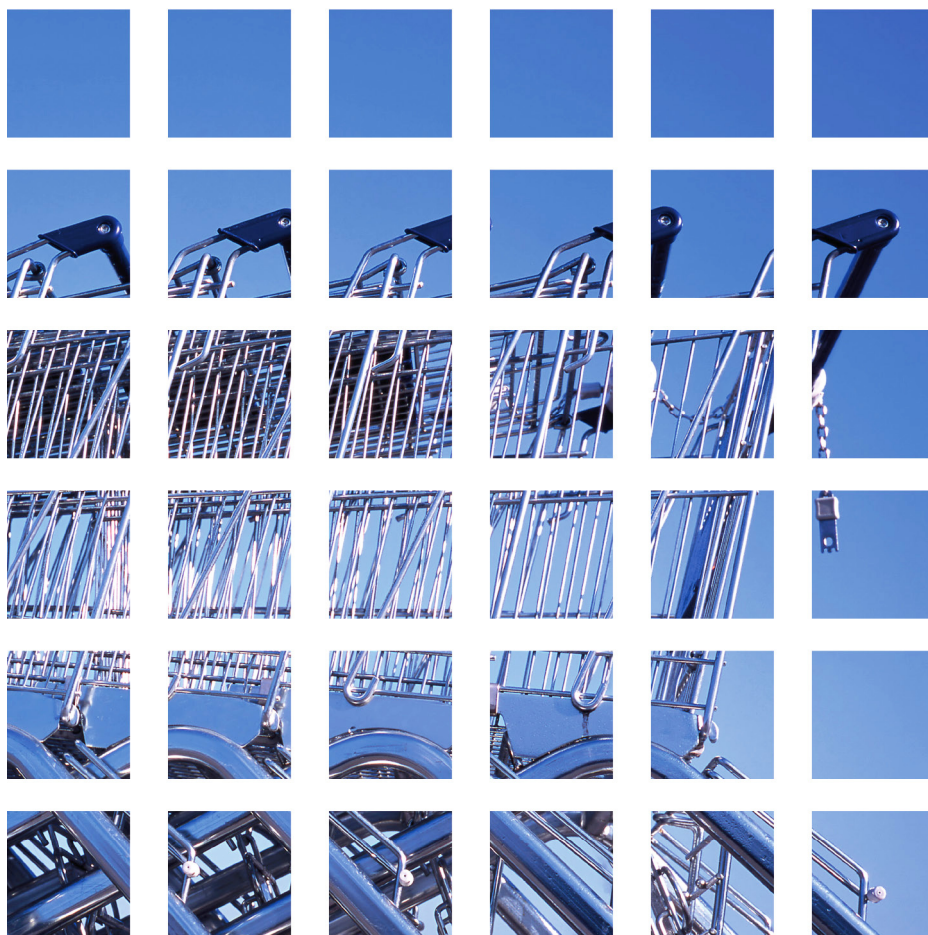


Coûts, prix et performance

Le commerce de détail suisse en comparaison internationale

Octobre 2010



Editeur

BAKBASEL

Chef de projet

Michael Grass

Rédaction

Michael Grass

Thomas Stocker

Philipp Waldmeier

Adresse

BAKBASEL AG

Güterstrasse 82

CH-4053 Basel

T +41 61 279 97 00

F +41 61 279 97 28

info@bakbasel.com

<http://www.bakbasel.com>

Une étude sur mandat de



MIGROS



valora



Préface

La CI CDS a été fondée en 2006 en vue de faire entendre, par un effort commun, les aspirations du commerce de détail suisse auprès de l'opinion publique et de la politique.

Dès l'année de sa création, la CI CDS a chargé BAKBASEL d'étudier les prix, les coûts et la performance du commerce de détail suisse en comparaison internationale. Les études réalisées ont suscité un grand intérêt et ont contribué de manière décisive à faire comprendre l'importance économique et le dynamisme du commerce de détail à un large secteur de la population.

La présente étude actualise les données précédemment réunies et comprend les chiffres concernant les années 2006 à 2009. Les résultats sont réjouissants: ils attestent que le commerce de détail suisse a à nouveau réussi une évolution productive et novatrice exceptionnelle ces dernières années.

L'étude indique que les gains de productivité et les avantages issus de la baisse des coûts d'approvisionnement ont été transmis, d'une part aux consommatrices et consommateurs, d'autre part à notre personnel. Sur le plan du nombre des collaboratrices et collaborateurs, le commerce de détail est le deuxième employeur du secteur privé. Nous effectuons des investissements d'ampleur dans la formation et le perfectionnement, et il n'y a guère de secteur qui forme davantage d'apprenties et d'apprentis. Autre aspect à souligner, les investissements dans le domaine du personnel se traduisent par une croissance réelle des salaires de la branche du commerce de détail. La présente étude établit que le niveau salarial de notre secteur est élevé en comparaison internationale, même corrigé de l'effet du pouvoir d'achat.

Le commerce de détail suisse s'est investi pour faire évoluer les choses ces dernières années. C'est ce qui a fait du commerce de détail un moteur de l'économie au cours des années de crise récemment vécues. Le maintien du pouvoir d'achat – tant chez les consommateurs que chez le personnel – constitue un objectif central pour nos entreprises et la CI CDS. Pour continuer d'améliorer la situation, nous devons cependant bénéficier de bonnes conditions cadres quant à la réglementation. C'est pourquoi nous poursuivrons, ces prochaines années, notre engagement pour le démantèlement des barrières à l'importation, pour l'ouverture des marchés et contre les réglementations déraisonnables et productrices de hausses de prix.

Herbert Bolliger, Migros

Peter Bamert, Denner

Bertrand Jungo, Manor

Hansueli Loosli, Coop

André Maeder, Charles Vögele

Thomas Vollmoeller, Valora

Executive Summary

Pour certains biens de consommations, la Suisse passe toujours pour un «îlot de cherté». Les publications régulières de comparaisons internationales des prix, portant souvent sur un ou plusieurs produits précis, mettent en évidence leur cherté en Suisse. Mais ces comparaisons sont rarement effectuées de manière systématique pour un panier-type représentatif. Dans la **première partie** de la présente étude, après les analyses publiées en 2001 et 2006, BAKBASEL effectue pour la troisième fois une comparaison internationale systématique des prix des biens du commerce de détail.

Outre l'analyse des prix, le «processus de production» du commerce de détail est étudié en fonction des coûts expliquant les différences de niveaux de prix à l'échelle internationale. La recherche porte ici sur l'identification des facteurs de coûts constituant un désavantage comparatif pour le commerce de détail suisse face à l'étranger. Les coûts d'approvisionnement sur le marché intérieur et extérieur, les coûts des consommations intermédiaires et le coût de la main-d'œuvre font l'objet d'une analyse approfondie. Les différences de prix et de coûts sont ensuite synthétisées. Cette opération permet de faire apparaître la contribution des différentes composantes de coûts au différentiel de prix par rapport à l'étranger. Cette «décomposition de l'îlot de cherté» met en lumière les mesures de politique économique susceptibles de favoriser l'érosion de l'îlot de cherté.

La comparaison des prix et des coûts est effectuée pour 2005 et 2009. L'analyse des impacts de la forte revalorisation du franc suisse en 2010 sur les prix du commerce de détail n'est donc pas retenue dans le cadre de cette étude.

La **deuxième** partie de l'étude comprend une comparaison internationale de la performance économique du commerce de détail. Quel est le positionnement de la branche quant à l'évolution de la valeur ajoutée et de la productivité en comparaison internationale? Le commerce de détail suisse est-il parvenu à maintenir ou à développer son avantage en termes de productivité par rapport aux pays d'Europe occidentale ces dernières années? La synthèse permet de mettre en regard les prix/coûts et la productivité. Les gains d'efficience et de productivité, supérieurs à la moyenne, ont-ils été répercutés sur les consommateurs ces dernières années, et ont-ils contribué à réduire les différences de prix face aux pays voisins?

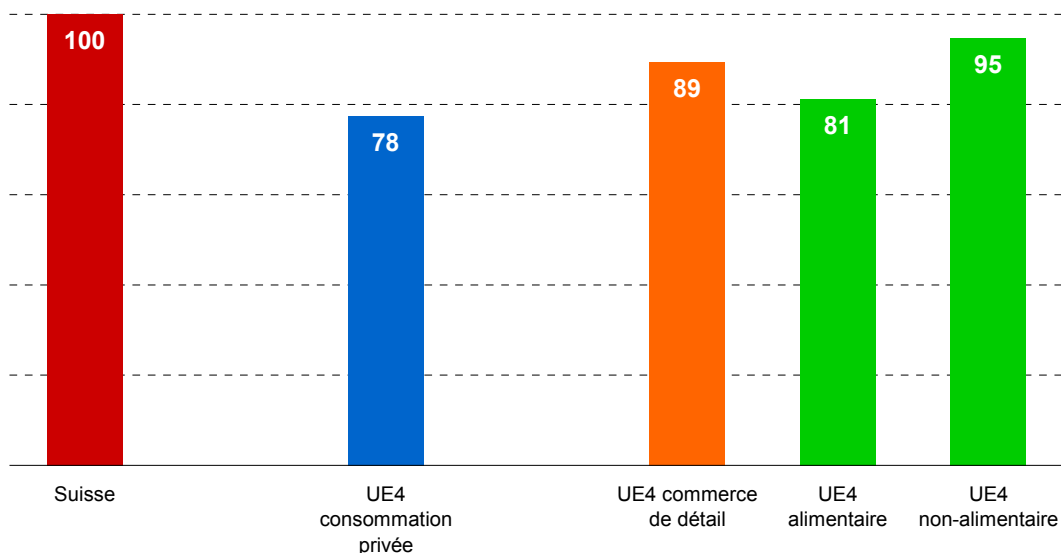
La **troisième** partie est consacrée aux conditions cadres en termes de politique économique, qui jouent un rôle de premier plan pour les coûts et les prix, mais aussi pour la capacité productive du commerce de détail. Il s'agira d'identifier les améliorations intervenues ces dernières années et les options politiques qui restent ouvertes à cet égard. Outre les conditions politiques, l'étude s'attache aussi aux conditions économiques contribuant au succès du commerce de détail.

Diminution des différences de prix à large échelle

Les résultats de l'analyse des prix établissent que le niveau suisse des prix reste nettement supérieur à celui des pays voisins. En 2009, le niveau des prix du commerce de détail allemand, français, autrichien et italien était en moyenne inférieur de 11% au niveau suisse. Le panier-type de l'ensemble des biens et des services de consommation privée coûte 22% de moins à l'étranger.

Au sein du commerce de détail, de nettes différences apparaissent entre les segments. Le secteur alimentaire dénote une différence de prix de près de 19%, qui n'est que de 5% dans le secteur non alimentaire. Pour certaines catégories de produits comme l'électronique et les ordinateurs, les prix suisses se retrouvent même à un niveau plus bas qu'à l'étranger.

Comparaison internationale des prix 2009



Indice du niveau des prix en moyenne pondérée de consommation pour l'Allemagne, la France, l'Autriche, l'Italie en comparaison avec la Suisse (CH=100)
Source: BAKBASEL, OFS, Eurostat

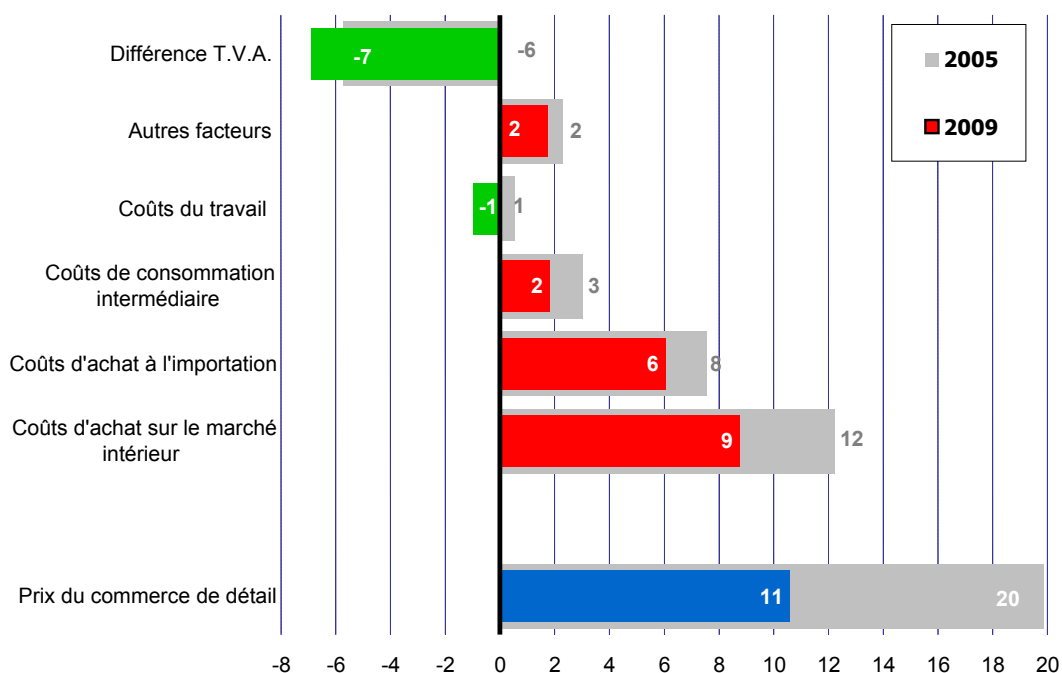
Par rapport à 2005, le commerce de détail suisse est parvenu à réduire le différentiel de prix par rapport à l'étranger pour presque toutes les catégories de produits. Dans l'ensemble la différence de prix par rapport aux pays voisins a diminué de 9 points de pourcentages, se réduisant donc pratiquement de moitié. Corrigée de l'effet des taux de change, cette évolution apparaît encore plus clairement. Dans l'hypothèse d'un taux de change fixe, la réduction de la différence de prix entre 2005 et 2009 serait même de 12 points de pourcentage.

Décomposition de «l'îlot de cherté»

Le principal constat établi par la synthèse des comparaisons de coûts et des prix est que l'essentiel de la différence de prix s'explique aujourd'hui encore par les désavantages de coûts imposés au commerce de détail suisse dans le domaine de l'approvisionnement. Ceci concerne en particulier le secteur des denrées alimentaires, marqué par un haut niveau de protection de la production agricole en comparaison internationale, qui donne lieu à des prix plus élevés. S'agissant des coûts salariaux unitaires, le commerce de détail suisse possède même un léger avantage, constat qui vaut aussi pour le taux suisse moins élevé de taxe sur la valeur ajoutée.

Le graphique ci-dessous illustre la contribution moyenne des différentes composantes et facteurs de coûts à la différence des prix à la consommation du commerce de détail suisse par rapport aux pays voisins que sont l'Allemagne, la France, l'Autriche et l'Italie (UE4) en 2005 et 2009.

Décomposition de l'îlot de cherté 2005 et 2009



Contribution moyenne des différentes composantes et facteurs de coûts à la différence des prix à la consommation du commerce de détail suisse par rapport aux pays voisins que sont l'Allemagne, la France, l'Autriche et l'Italie.

Source: BAKBASEL

La décomposition de l'îlot de cherté suisse indique que par rapport à la Suisse, les prix à la consommation du commerce de détail des pays voisins que sont l'Allemagne, la France, l'Autriche et l'Italie sont en moyenne

- inférieurs de 9% en raison de moindres coûts d'approvisionnement sur le marché intérieur;
- inférieurs de 6% en raison de moindres coûts d'approvisionnement à l'importation;
- inférieurs de 2% en raison de moindres coûts de consommation intermédiaire;
- supérieurs de 1% en raison de coûts salariaux unitaires plus élevés;
- supérieurs de 7% en raison de taux plus élevés de taxe sur la valeur ajoutée.

La comparaison avec les valeurs actualisées de 2005 montre que le différentiel des prix à la consommation du commerce de détail entre les pays de l'UE4 et la Suisse a baissé d'environ 9 points de pourcentage. La contribution la plus importante à ce recul (3.4 points de pourcentage) est due à une réduction des coûts d'approvisionnement sur le marché intérieur, dont le poids joue un rôle majeur. Les effets liés aux avantages relatifs quant à la consommation intermédiaire et au coût de la main-d'œuvre équivalent chacun environ à la moitié du poids de la composante principale mentionnée ci-dessus. Par ailleurs le relèvement des taux de taxe sur la valeur ajoutée dans certains pays voisins a produit une réduction supplémentaire de la différence de prix à hauteur de 1.2 points de pourcentage.

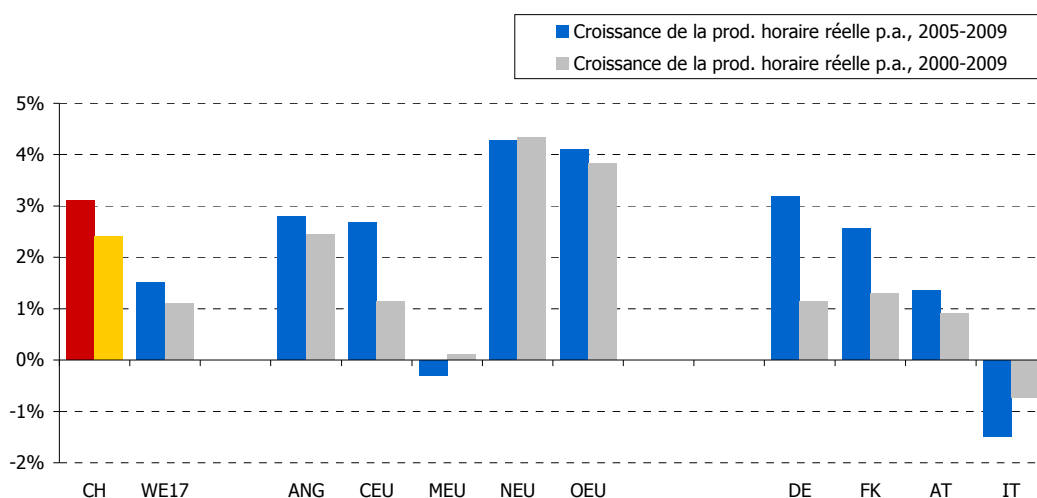
Le commerce de détail suisse maintient son avantage de productivité par rapport à l'Europe occidentale

Une première grande comparaison internationale de la performance économique du commerce de détail suisse a été conduite en 2007. Le principal constat issu de cette étude est que le commerce de détail suisse avait réussi à combler son retard de croissance, par rapport à la moyenne d'Europe occidentale, grâce à un développement exceptionnel de la productivité entre 2000 et 2005.

Les données actuelles montrent que la Suisse a réussi à agrandir son avantage en termes de productivité ces dernières années. La productivité horaire nominale du commerce de détail suisse s'élevait à 49 francs suisses par heure travaillée en 2009. Le commerce de détail suisse se place ainsi nettement au-dessus de la moyenne d'Europe occidentale (32 CHF/h.). Les quatre pays voisins de la Suisse présentent un niveau de productivité moyen de 39 CHF/h. Le commerce de détail suisse a donc encore développé son avantage de productivité depuis 2005.

Concernant la croissance de la productivité, les pays d'Europe de l'Est et du Nord se classent à la pointe – mais leur croissance part d'un niveau initial nettement plus bas que celui de la Suisse. Par rapport à la plupart des pays européens, le commerce de détail suisse fait preuve d'un développement supérieur à la moyenne (2.4% entre 2000 et 2009). Pour les quatre pays voisins, le taux de croissance était en moyenne inférieur de 1.8 points de pourcentage dans la période considérée.

Croissance de la productivité horaire réelle du commerce de détail



Source: BAKBASEL

L'évolution de la productivité restant supérieure à la moyenne, le commerce de détail suisse surpasse aujourd'hui nettement l'Europe occidentale en termes de croissance de la valeur ajoutée. Ces dernières années, la Suisse a même rejoint le niveau des pays anglo-saxons, certes beaucoup plus durement touchés par les conséquences de la crise financière et économique. La normalisation de l'évolution conjoncturelle permettra au commerce de détail anglo-saxon de tirer meilleur profit de ses avantages structurels.

Les gains de productivité permettent des réductions de prix

Les données indiquent que l'évolution de la productivité de ces dernières années a partiellement profité aux salariés, mais aussi de manière significative aux consommateurs. Les gains d'efficacité et de productivité des dernières années ont ainsi permis l'érosion de l'îlot de cherté. Si la productivité du commerce de détail suisse avait simplement suivi l'évolution des coûts de la main-d'œuvre, les prix du commerce de détail seraient – en supposant par ailleurs des conditions cadres inchangées – majorés de 3.6%.

Conditions cadres politiques et économiques

Concernant les conditions politiques générales, une amélioration s'amorce dans certains domaines depuis quelques années. Aujourd'hui il s'agit de réellement mettre en œuvre les modifications décidées, comme l'introduction autonome du principe «Cassis de Dijon». Les réformes entamées notamment dans le secteur de l'agriculture ou les mesures de libéralisation prévues pour d'autres secteurs du marché intérieur doivent se concrétiser.

Les réformes de politique économique peuvent certes favoriser la réduction des prix en Suisse. Mais il ne faut pas s'attendre à une adaptation intégrale des prix au niveau des pays voisins, même en cas de réformes d'ampleur, en raison des facteurs fondamentaux que sont la topographie ou les préférences de la société suisse. Les petites dimensions de la Suisse impliquent en particulier que le sol est rare, ce qui entraîne des prix à la construction et des loyers élevés pour le commerce de détail. Cette situation ne va pas changer à l'avenir.

Outre les mesures de politique économique visant à réduire les prix relatifs, les réformes de politique économique (par ex. heures d'ouverture des magasins) peuvent également développer un impact positif sur la dynamique économique du secteur.

En ce qui concerne les conditions économiques générales, le commerce de détail suisse profite du bon positionnement de l'économie dans son ensemble. L'économie d'exportation suisse se classe également à un très bon rang au sein de la concurrence internationale, donnant lieu à des perspectives positives pour la croissance économique générale, mais aussi pour l'évolution de l'emploi et des salaires. On peut donc s'attendre au maintien d'une croissance stable des dépenses de consommation privée. En comparaison avec les conditions économiques des pays voisins, le commerce de détail suisse devrait donc également conserver ses avantages ces prochaines années.

Du côté de l'offre, l'intensité concurrentielle devrait rester vive. De plus, la branche se trouve encore dans une phase de mutation technologique, poursuivie avec détermination par les entreprises. Ces deux éléments donnent à penser que les efforts déployés pour tirer profit des potentiels d'efficience et pour augmenter la productivité ne faibliront pas.

Sommaire

1	Introduction	1
2	Evolution des prix du commerce de détail suisse	3
3	Comparaison internationale des prix à la consommation dans le commerce de détail	7
3.1	Données et méthodes	7
3.2	Niveaux de prix 2009 en comparaison internationale.....	12
3.3	Analyse de l'évolution relative des prix 2000-2009	16
4	Motifs de l'écart des prix à la consommation à l'échelle internationale	20
4.1	Le processus de production du commerce de détail	20
4.2	Données et méthodes	22
4.3	Coûts d'approvisionnement	26
4.4	Coûts de consommation intermédiaire.....	33
4.5	Coût de la main-d'œuvre.....	37
4.6	Taxe sur la valeur ajoutée	41
4.7	Autres facteurs de coût	41
4.8	Résumé des principaux facteurs de coût	42
4.9	Synthèse des comparaisons de coûts et de prix	43
4.10	Conclusion: décomposition de l'îlot de cherté.....	44
5	Comparaison internationale de performance.....	47
5.1	Données et méthodes	47
5.2	Importance économique du commerce de détail.....	51
5.3	Chiffre d'affaires	52
5.4	Valeur ajoutée brute	53
5.5	Emploi	55
5.6	Heures travaillées par personne active occupée	56
5.7	Productivité du travail	59
5.8	Synthèse de l'analyse de productivité et de prix.....	64
5.9	Conclusion	66
6	Conditions politiques et économiques en comparaison internationale	68
6.1	Impact des conditions fixées par l'Etat sur le commerce de détail	68
6.2	Facteurs de succès économique du commerce de détail	77
6.3	Conclusion	85
7	Résumé	86
8	Bibliographie	90

Liste des graphiques

Fig. 2-1	Evolution des prix du commerce de détail suisse, 1985-2009.....	3
Fig. 3-1	«Comparative price levels» dans la consommation et le commerce de détail, 2009.....	12
Fig. 3-2	«Comparative price levels» du secteur alimentaire, 2009	13
Fig. 3-3	«Comparative price levels» du secteur non alimentaire, 2009.....	15
Fig. 3-4	Evolution du «comparative price level» du commerce de détail, 2000, 2005 et 2009.....	16
Fig. 3-5	Variation des «comparative price levels» du domaine alimentaire 2000-2009 et 2005-2009.....	17
Fig. 3-6	Variation des «comparative price levels» du secteur non alimentaire 2000-2009 et 2005-2009	18
Fig. 3-7	Evolution des «comparative price levels» corrigés des effets des taux de change 2000-2009	19
Fig. 4-1	Facteurs déterminant les prix du commerce de détail.....	21
Fig. 4-2	«Comparative import price levels» du domaine alimentaire, 2009.....	23
Fig. 4-3	Niveaux relatifs des prix à la production de l'industrie des denrées alimentaires, boissons et tabacs 2009.....	26
Fig. 4-4	Niveaux relatifs des prix à la production de l'agriculture 2009.....	27
Fig. 4-5	Niveaux relatifs des prix à la production du commerce de gros 2009	27
Fig. 4-6	Coûts relatifs d'approvisionnement à l'importation de denrées alimentaires, 2009.....	28
Fig. 4-7	Variation des coûts relatifs d'approvisionnement à l'importation de denrées alimentaires, 2005-09	28
Fig. 4-8	Coûts relatifs d'approvisionnement en denrées alimentaires 2009.....	29
Fig. 4-9	Coûts relatifs d'approvisionnement non alimentaire sur le marché intérieur 2009.....	29
Fig. 4-10	Coûts relatifs d'approvisionnement non alimentaire à l'importation, 2009	30
Fig. 4-11	Variation des coûts relatifs d'approvisionnement à l'importation non alimentaire, 2005-09	30
Fig. 4-12	Coûts relatifs d'approvisionnement non alimentaire 2009	31
Fig. 4-13	Coûts relatifs d'approvisionnement 2009	31
Fig. 4-14	Structure de consommation intermédiaire du commerce de détail	33
Fig. 4-15	Niveaux relatifs des prix à la production du secteur immobilier 2009.....	34
Fig. 4-16	Niveaux relatifs des prix à la production dans l'industrie graphique et l'édition 2009	35
Fig. 4-17	Niveaux relatifs des prix à la production dans les services aux entreprises 2009	35
Fig. 4-18	Niveaux relatifs des prix à la production dans la communication 2009.....	35
Fig. 4-19	Niveaux relatifs des prix à la production dans l'énergie 2009	35
Fig. 4-20	Niveaux relatifs des prix à la production dans les transports 2009	36
Fig. 4-21	Niveaux relatifs de prix à la production dans le secteur bancaire 2009	36
Fig. 4-22	Coûts de consommation intermédiaire du commerce de détail en comparaison internationale 2009.....	36
Fig. 4-23	Coûts salariaux bruts du commerce de détail 2009	37
Fig. 4-24	Coût de la main-d'œuvre du commerce de détail 2009.....	38
Fig. 4-25	Coûts salariaux unitaires du commerce de détail 2009	38
Fig. 4-26	Salaires nets en parité de pouvoir d'achat des employés du commerce de détail 2009	39
Fig. 4-27	Analyse du coût de la main-d'œuvre du commerce de détail UE4 en comparaison avec la Suisse 2009	40
Fig. 4-28	Les principaux facteurs de coût du commerce de détail en comparaison internationale	42
Fig. 4-29	Synthèse des comparaisons de coûts et de prix.....	43
Fig. 4-30	Décomposition de l'îlot de cherté.....	45
Fig. 4-31	Contribution à l'îlot de cherté 2005 et 2009.....	46
Fig. 5-1	Décomposition de la valeur ajoutée en composantes	50
Fig. 5-2	Part du commerce de détail à l'ensemble de l'économie 2009.....	51
Fig. 5-3	Croissance réelle des chiffres d'affaire du commerce de détail	52

Fig. 5-4	Croissance annuelle de la valeur ajoutée réelle 2000-2009.....	53
Fig. 5-5	Croissance annuelle de la valeur ajoutée brute réelle 2000-2009 et 2005-2009	54
Fig. 5-6	Croissance annuelle de l'emploi 2000-2009	55
Fig. 5-7	Durée moyenne du travail hebdomadaire 2009	56
Fig. 5-8	Variation moyenne de la durée du travail hebdomadaire 2000-2009	56
Fig. 5-9	Croissance annuelle des heures travaillées 2000-2009	57
Fig. 5-10	Heures travaillées dans le commerce de détail par habitant 2009	58
Fig. 5-11	Productivité nominale par actif occupé 2009.....	59
Fig. 5-12	Productivité horaire nominale 2009.....	60
Fig. 5-13	Croissance annuelle de la productivité horaire réelle 2000-2009	61
Fig. 5-14	Productivité horaire nominale 2009 et croissance réelle de la productivité horaire 2000-2009	62
Fig. 5-15	Productivité horaire nominale 2000, 2005 et 2009	63
Fig. 5-16	Productivité horaire, salaires horaires et coûts salariaux unitaires du commerce de détail, indice, 2000=100	64
Fig. 5-17	Conclusion de l'analyse de performance.....	66
Fig. 6-1	Niveau général de réglementation du marché du travail et des marchés de produits.....	73
Fig. 6-2	Régimes d'ouverture des magasins du commerce de détail	75
Fig. 6-3	Niveau des prix alimentaires à l'étranger du point de vue du consommateur transfrontalier 2009	76
Fig. 6-4	Croissance réelle du PIB par rapport à la valeur ajoutée du commerce de détail.....	77
Fig. 6-5	Revenu par habitant 2009 et croissance 2000-2009	78
Fig. 6-6	Consommation par habitant et croissance démographique 2000-2009	79
Fig. 7-1	Comparaison internationale des prix 2009.....	86
Fig. 7-2	Décomposition de l'îlot de cherté 2005 et 2009	87
Fig. 7-3	Croissance annuelle de la productivité horaire réelle du commerce de détail 2000- 2009.....	89

Liste des tableaux

Tab. 2-1	Evolution des prix du commerce de détail suisse, 1985-2009.....	4
Tab. 3-1	«Comparative price levels» du secteur alimentaire, 2009	14
Tab. 3-2	«Comparative price levels» du secteur non alimentaire, 2009.....	15
Tab. 4-1	Taux de TVA en comparaison internationale.....	41
Fig. 6-1	Taille du marché en comparaison internationale	80

Sigles des pays

ANG	Pays anglo-saxons (US, UK, IR)
AT	Autriche
BE	Belgique
BUL	Bulgarie
CEU	Europe continentale (DE, FK, NL, BE, AT)
CH	Suisse
CZ	République tchèque
DE	Allemagne
DK	Danemark
ES	Espagne
EST	Estonie
FI	Finlande
FK	France
GR	Grèce
HU	Hongrie
IR	Irlande
IT	Italie
LIT	Lituanie
MEU	Pays méditerranéens (IT, ES, PT, GR)
NEU	Pays du Nord de l'Europe (DK, FI, NO, SE), également nommée Scandinavie
NL	Pays-Bas
NO	Norvège
OE	Europe de l'Est (CZ, HU, PL)
PL	Pologne
PT	Portugal
ROM	Roumanie
SE	Suède
UK	Royaume-Uni
US	USA
WE	Europe occidentale

1 Introduction

Les comparaisons internationales des prix à la consommation aboutissent régulièrement au constat que la Suisse serait un «îlot de cherté». Mais ces comparaisons sont rarement effectuées de manière systématique pour un panier-type représentatif. Et les études qui traitent des causes des différences de prix à l'échelle internationale sont tout aussi rares.

En 2001, BAKBASEL publiait pour la première fois une analyse du différentiel de prix entre la Suisse et les pays européens, axée sur les disparités de prix et de coûts dans le commerce de détail. Cette première étude a été actualisée en 2006 sur mandat de la CI CDS. Le rapport de 2006 constate que le niveau de prix du commerce de détail suisse est certes nettement supérieur à celui des pays voisins, mais que les causes de cet écart ne relèvent pratiquement jamais de la compétence ou du domaine d'influence de la branche. L'îlot de cherté suisse s'explique pour l'essentiel par des désavantages de coûts à l'approvisionnement et à la consommation intermédiaire. Un facteur tendant à l'inverse à réduire l'écart de prix réside dans un taux de taxe sur la valeur ajoutée très bas en comparaison internationale.

Cette analyse des coûts et des prix indiquait que le commerce de détail suisse avait réussi à diminuer la différence de prix depuis 2000, notamment grâce à des gains de productivité supérieurs à la moyenne. Une nouvelle étude de BAKBASEL en 2007 montre qu'en termes de croissance de la productivité, le commerce de détail suisse est parvenu à surpasser nettement les pays d'Europe occidentale ces dix dernières années, malgré des désavantages liés à la place économique. Les principaux facteurs de succès identifiés sont le développement technologique avancé du secteur et une mutation organisationnelle réussie.

La présente étude reprend ces deux thématiques – les coûts et les prix ainsi que la productivité du commerce de détail en comparaison internationale – pour actualiser les analyses en poussant plus loin la synthèse des différentes composantes. Les recherches portent sur les questions suivantes:

- Quel est le différentiel de prix en comparaison internationale en 2009?
- Quelles sont les différences de coûts en comparaison internationale en 2009?
- Quels sont les principaux motifs des différences de prix?
- Quel est le positionnement du commerce de détail suisse dans le cadre d'une comparaison internationale de la productivité?
- Dans quelle mesure la croissance de la productivité a-t-elle contribué à l'érosion de l'îlot suisse de cherté?

La comparaison des prix et des coûts est effectuée pour 2005 et 2009. L'analyse des impacts de la forte revalorisation du franc suisse en 2010 sur les prix du commerce de détail n'est donc pas retenue dans le cadre de cette étude.

L'étude se subdivise en plusieurs sections: une première partie, au chapitre 2, effectue un état des lieux de l'évolution des prix du commerce de détail suisse ces 20 dernières années. Le chapitre 3 présente le second volet de l'état des lieux qui concerne la comparaison internationale. Une analyse portant sur le versant des consommateurs étudie les prix relatifs à payer pour un panier-type identique en Suisse et à l'étranger. Une différenciation est opérée entre le panier-type de l'ensemble de la consommation et le panier-type concernant spécifiquement le commerce de détail.

Le chapitre 4 est consacré à l'identification des causes du différentiel de prix à l'échelle internationale, à travers l'étude du «processus de production» du commerce de détail. La question principale à éclaircir est ici: quels sont les facteurs de coût qui constituent un désavantage comparatif pour le commerce de détail suisse face à l'étranger? La première composante étudiée est l'approvisionnement, examiné en fonction de ses secteurs «alimentaire» et «non alimentaire».

L'étude se poursuit par un examen de la valeur ajoutée du commerce de détail, donc de toutes les activités qui suivent l'étape de l'approvisionnement. Cette partie de l'analyse différencie entre le coût des consommations intermédiaires fournies au commerce de détail par d'autres secteurs, et le coût lié au personnel, c'est-à-dire le coût de la main-d'œuvre. Une synthèse des comparaisons de prix et de coûts permet d'identifier la part des différentes composantes de coûts à l'îlot de cherté suisse.

Le chapitre 5 porte sur la comparaison internationale de performance: quelle est la position du commerce de détail suisse quant à la croissance de la valeur ajoutée et de l'emploi, quant au niveau de productivité et à la croissance de la productivité en comparaison internationale? Les deux analyses de coûts/prix et de productivité font l'objet d'une synthèse qui permet une interrogation: dans quelle mesure les gains d'efficacité et de productivité, supérieurs à la moyenne ces dernières années, ont-ils été transmis aux consommateurs et ont-ils contribué à l'érosion du différentiel de prix entre la Suisse et les pays voisins?

Le chapitre 6 aborde les conditions générales en termes de politique économique exerçant une influence majeure sur les coûts et les prix, mais aussi sur la capacité de rendement du commerce de détail. Il s'agira d'indiquer les améliorations intervenues dans certains domaines ces dernières années, mais aussi les options politiques qui restent ouvertes dans d'autres domaines. Outre les aspects de politique économique, ce chapitre présente également les conditions économiques contribuant au succès du commerce de détail.

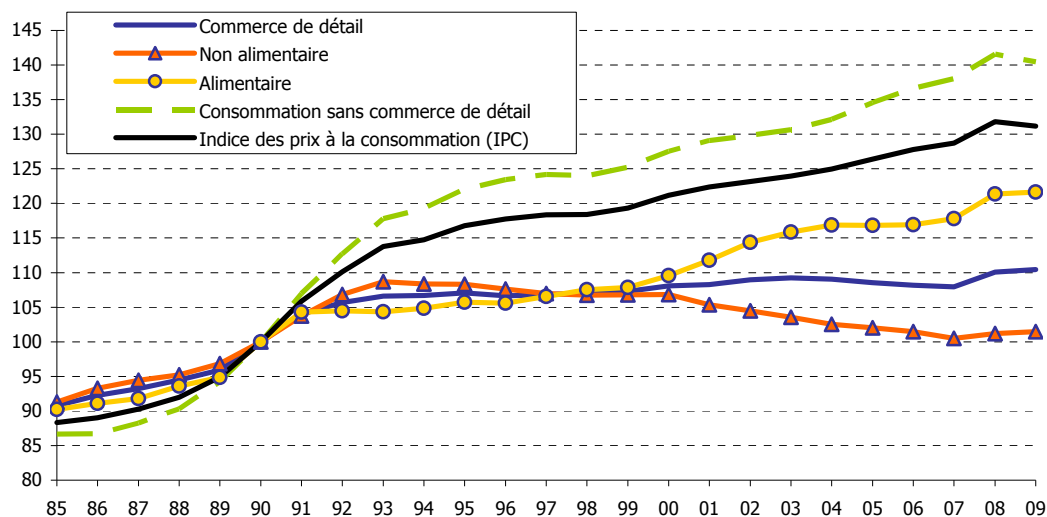
Le chapitre 7 constitue un résumé des principaux constats de l'étude.

2 Evolution des prix du commerce de détail suisse

Le renchérissement a été nettement moins marqué dans le commerce de détail suisse que pour l'ensemble de la consommation suisse ces dernières années. Entre 1995 et 2009, les prix du commerce de détail n'ont augmenté en moyenne que de 0.2% par année. Ceci est principalement dû à la tendance déflationniste du secteur non alimentaire. Le secteur alimentaire a connu une augmentation des prix. Le taux de renchérissement annuel des denrées alimentaires, boissons et tabacs reste cependant nettement inférieur à l'évolution de l'indice des prix à la consommation (IPC) dans son ensemble.

Entre 1985 et 2009, les prix du commerce de détail suisse ont augmenté en moyenne de 0.8% par année¹. Au cours de cette période, le segment alimentaire a connu un renchérissement annuel moyen de 1.3%; pour les biens du segment non alimentaire, le renchérissement annuel moyen était de 0.4%. En revanche le taux de croissance moyen de l'ensemble de l'indice suisse des prix à la consommation (IPC) pour la période sous revue était de 1.7%, donc nettement plus marqué. L'IPC – établi par l'Office fédéral de la statistique (OFS) – consiste en un panier-type comprenant l'ensemble des biens et services du domaine de la consommation privée. Tandis que la fin des années 1980 et le début des années 1990 ont connu de forts taux d'inflation sur l'ensemble des segments, le renchérissement annuel s'est sensiblement atténué ces dernières années. L'année 2008 présente cependant une montée des prix de 2.8%, supérieure à la moyenne. Cette augmentation exceptionnelle est le fruit de la hausse des prix des matières premières, tant pour le pétrole que pour les matières premières alimentaires. En 2009 les prix ont à nouveau nettement baissé du fait de la crise économique mondiale.

Fig. 2-1 Evolution des prix du commerce de détail suisse, 1985-2009



Indices des prix, 1990=100

Sources: Office fédéral de la statistique (OFS), calcul BAKBASEL.

¹ Voir l'encadré, en page 5 s., sur la méthodologie de mesure des prix et la surestimation possible dans le cadre des estimations du renchérissement pour le commerce de détail

Entre 2005 et 2009, le segment alimentaire a connu un renchérissement de 1.0% par année, une valeur légèrement supérieure à la moyenne de l'ensemble de l'indice IPC (+0.9%). Comme pour la période 2000-2005, l'augmentation des prix est largement due à la croissance des prix administrés pour le sous-groupe des «boissons alcoolisées et tabacs», les seuls tabacs manufacturés ayant connu une augmentation de prix moyenne de 3.9% ces quatre dernières années (2000-2005: +5.1%).

Tab. 2-1 Evolution des prix du commerce de détail suisse, 1985-2009

	85-95	95-00	00-05	05-09
Alimentaire (denrées alimentaires, boissons et tabacs)	1.6	0.7	1.3	1.0
Alimentation et boissons non alcoolisées	1.0	0.5	1.1	0.8
Alimentation	1.1	0.5	1.1	0.9
Pain et produits céréaliers	1.3	-0.3	0.8	1.0
Viande et charcuterie	1.0	1.9	1.8	1.0
Lait, fromage, oeufs	1.7	-1.6	0.3	0.4
Fruits, légumes	0.8	1.0	1.6	1.2
Boissons non alcoolisées	-0.2	0.1	0.4	0.5
Boissons alcoolisées et tabacs	1.1	2.2	2.5	2.1
Boissons alcoolisées	1.0	0.8	0.7	0.9
Tabacs	1.2	4.7	5.1	3.9
Non alimentaire	1.7	-0.3	-0.9	-0.1
Habillement et chaussures	1.3	0.4	-2.1	2.1
Habillement	1.3	0.4	-2.0	2.5
Chaussures	1.5	0.5	-2.8	0.5
Equipement ménager et entretien courant	1.1	0.4	0.3	0.5
Appareils ménagers	0.8	-1.6	-0.7	0.4
Santé	1.4	0.8	0.7	0.0
Médicaments	1.0	-0.7	-1.2	-3.1
Loisirs et culture	1.2	0.2	-0.2	-0.2
Equip. audiovisuels, fotogr. et informatiques	-0.2	-4.5	-7.2	-9.6
Ordinateurs personnels et accessoires	-1.5	-14.7	-11.3	-14.1
Autres articles de loisirs, jardin et animaux d'agrément	1.1	0.6	0.1	0.8
Edition, presse et papeterie	1.3	1.1	1.3	1.0
Autres biens et services	1.2	0.7	1.6	0.6
Articles de soins corporels	0.6	0.6	1.2	0.0
Prix du commerce de détail au total	1.7	0.2	0.1	0.4
Indice des prix à la consommation (IPC)	1.2	0.7	0.8	0.9

Taux de croissance annuel moyen par période
Source: OFS

Entre 2005 et 2009, la catégorie «fruits et légumes» présente une augmentation annuelle des prix de 1.2%, légèrement supérieure à la moyenne de l'ensemble du segment alimentaire. Mais il faut rappeler que ce segment est fortement touché par les effets saisonniers. Quand les récoltes sont mauvaises du fait de conditions climatiques défavorables, les prix de marché augmentent nettement. Cet effet s'est traduit en particulier en 2006 par une augmentation de 4.5%.

Pour la catégorie «viandes et produits carnés», la période 2000-2005 avait encore connu un renchérissement annuel de 1.8%, supérieur à la moyenne. Entre 2005 et 2009, le prix de ces denrées n'a augmenté que de 1.0% par année. Ce bas niveau de renchérissement pour la viande s'explique par la baisse des prix de la volaille, la stagnation des prix des produits de charcuterie et la faible montée des prix pour la viande de porc. Dans la période 2005-2009, les taux de renchérissement de la viande de bœuf et de veau étaient un peu plus élevés que pour la période 2000-2005.

La catégorie «pain et produits céréaliers» a présenté ces dernières années un renchérissement annuel moyen de 1.0%, contre 0.8% entre 2000 et 2005. La seule sous-catégorie à avoir connu une baisse de prix entre 2005 et 2009 concerne les articles de biscuiterie et de biscotterie (-1.3%), tandis que les segments comme le riz (+3.5%), les produits de petite boulangerie (+2.7%) ou les farines (+2.1%) ont dénoté de nettes augmentations de prix. La majeure partie de cette hausse de prix s'est cependant produite en 2008, année exceptionnelle où la forte croissance de la demande mondiale a fait monter les prix. Le prix du riz a ainsi augmenté de 9.8% en 2008.

Pour l'ensemble des produits alimentaires, le renchérissement moyen des années 2005-2009 se situe à 0.9%, ne dépassant que très légèrement les valeurs de 2000-2005 (+0.8%) et de 1995-2000 (+0.7%). Sans la valeur extrême de 2008, le renchérissement moyen des quatre dernières années serait nettement plus bas que dans la période précédente.

Le segment non alimentaire enregistre pour la période 2005-2009 une nouvelle baisse de prix à hauteur de 0.1% par année (2000-2005: -0.9% p.a.). Les baisses de prix restent fortes pour les catégories «ordinateurs personnels et accessoires» (-14.1%) et «équipements audiovisuels, photographiques et informatiques» (-9.6%). La tendance à la baisse observée depuis 1995 pour les médicaments s'est poursuivie ces dernières années, occasionnant une réduction de prix de 3.1% pour ces articles dans la période 2005 à 2009. Les prix de la catégorie «habillement et chaussures», qui avaient encore baissé de 2.1% par année entre 2000 et 2005, ont en revanche progressé de 2.1% ces quatre dernières années, la sous-catégorie «habillement» dénotant à elle seule un renchérissement de 2.5% par année.

Aspects méthodologiques concernant l'indice des prix à la consommation (IPC)

Les informations sur les prix utilisées dans le cadre de cette analyse correspondent à l'indice suisse des prix à la consommation établi par l'OFS. L'interprétation des résultats s'accompagne de quelques considérations d'ordre méthodologique brièvement présentées ici. Des informations détaillées sur la méthodologie de l'IPC sont disponibles dans la publication de l'Office fédéral de la statistique OFS (2006).

Concept d'indice

Conformément aux standards internationaux, l'IPC se base sur le concept d'indice de Laspeyres. Ce concept se distingue par un panier-type précisément défini et étudié sur un certain laps de temps.

Panier-type

La pondération du panier-type utilisée pour l'agrégation des informations sur les prix se rapporte à l'enquête sur le budget des ménages (EBM) menée par l'Office fédéral de la statistique, qui est réactualisée chaque année depuis 2000.

Le panier-type de l'IPC comprend, au niveau inférieur, 1046 variétés qui désignent les biens et services dont les prix sont relevés. En plusieurs étapes, les positions de relevé sont agrégées en 218 postes de dépenses, 83 groupes de produits, 12 groupes principaux et finalement en un indice global.

Champ d'application

La pondération du panier-type en fonction de l'enquête sur le budget des ménages (EBM) représente la structure des dépenses des ménages privés résidant de manière permanente en Suisse, et correspond donc au concept dit national.

Fréquence des relevés

La fréquence des relevés n'est mensuelle que pour un petit nombre de produits, par ex. pour les produits pétroliers. Pour la plupart des biens du commerce de détail, la fréquence des relevés est trimestrielle. L'évolution des prix entre les relevés n'est pas prise compte.

La problématique de la distorsion

L'interprétation des résultats présentés au chapitre 2 doit tenir compte du fait que les indices IPC peuvent impliquer certaines distorsions quant à leur usage dans le cadre d'une analyse des prix du commerce de détail. Les aspects suivants entrent en ligne de compte:

- Le champ d'application du commerce de détail ne correspond pas au concept national mais au concept intérieur, puisque les dépenses des touristes étrangers en Suisse jouent également un rôle pour le commerce de détail. A l'inverse, les dépenses effectuées par les résidents permanents à l'étranger ne sont pas pertinentes pour le panier-type du commerce de détail.
- Les produits nouvellement introduits sont intégrés au catalogue des variétés avec un certain retard. Autre problème, le comportement des consommateurs, et donc la structure de l'assortiment du commerce de détail peuvent se modifier rapidement, de telle sorte que l'adaptation annuelle du panier-type n'est pas en mesure de tenir compte de ces changements au niveau statistique. En cas de passage général de l'assortiment vers un niveau de prix plus élevé ou plus bas, ce mécanisme peut mener à des distorsions systématiques de la mesure des prix.
- Le relevé trimestriel des prix de la plupart des marchandises du commerce de détail ne parvient pas à identifier les variations de prix entre deux relevés. Les réductions de prix (promotions, rabais, soldes), significatives pour le commerce de détail, ne sont donc pas prises en compte lorsqu'elles interviennent dans cet intervalle de 3 mois. Il en découle une exagération du renchérissement dans le commerce de détail.

Pour la comparaison internationale, traitée dans les chapitres suivants, ces distorsions n'entrent en ligne de compte que lorsqu'elles sont nettement et systématiquement plus fortes dans un pays que dans le pays de comparaison.

3 Comparaison internationale des prix à la consommation dans le commerce de détail

La comparaison des prix à la consommation entre la Suisse et les pays voisins indique la persistance de différences notables de prix. Celles-ci varient cependant en fonction du groupe de produits. D'une manière générale, le différentiel de niveau de prix est nettement plus élevé pour le secteur alimentaire que pour le secteur non alimentaire. Une approche dynamique de l'évolution relative des prix montre que l'écart de prix s'est réduit pour pratiquement tous les groupes de produits du commerce de détail ces dernières années.

3.1 Données et méthodes

3.1.1 Sources de données

Le calcul des prix à la consommation relatifs se base sur les prix relatifs relevés par les offices nationaux de la statistique. Les prix relatifs sont également désignés par les termes «parités de pouvoir d'achat» ou «purchasing power parities» (PPP). La démarche de relevé des prix est définie pour tous les pays membres par Eurostat, l'Office statistique de l'Union européenne (en coopération avec l'Organisation de coopération et de développement économiques OCDE)².

L'Office fédéral de la statistique participe au programme statistique d'Eurostat et de l'OCDE, garantissant ainsi la comparabilité internationale des données relevées dans le cadre de l'indice suisse des prix à la consommation. La base de données Eurostat comprend des comparaisons pour un choix très détaillé de marchandises, les comparaisons de prix interviennent donc effectivement au niveau des produits.

Pour la comparaison des données et des résultats sur la durée (et la comparaison avec les constats de notre étude de 2006), il faut noter qu'Eurostat a procédé à des révisions concernant les données sur les prix, occasionnant ainsi des écarts non négligeables, en particulier pour l'année 2005.

3.1.2 Calcul du niveau relatif des prix

Le couplage des PPP et des cours de change réels permet de calculer les niveaux relatifs des prix (CPL) (voir l'encadré ci-dessous pour la définition des PPP et des CPL). UE4 désigne la moyenne pondérée des quatre pays européens que sont l'Allemagne, la France, l'Autriche et l'Italie. Le facteur de pondération concerne les dépenses nominales de consommation privée dans les pays considérés³. Les explications et analyses développées par la présente étude ne se réfèrent généralement pas aux PPP, mais aux CPL. La mesure du différentiel de niveau de prix s'appuie donc sur les relations entre les niveaux des prix. La Suisse est ici le pays de référence (Suisse=100), avec lequel le niveau des prix des autres pays sera donc chaque fois mis en rapport.

² Ces deux institutions, Eurostat et l'OCDE, organisent conjointement le programme statistique PPP. Les statistiques Eurostat et OCDE sont donc soumises aux mêmes exigences méthodologiques. La seule différence réside dans la fréquence plus élevée de relevé chez Eurostat.

³ Ces facteurs de pondération interviennent dans les analyses suivantes chaque fois qu'il est question de l'agrégat UE4.

«Purchasing power parity» (PPP) et «comparative price level» (CPL)

L'expression des rapports de prix à l'échelle internationale fait souvent référence aux parités de pouvoir d'achat, ou «purchasing power parities» (PPP). Les PPP constituent une sorte de cours de change qu'il est possible de déterminer pour un produit, un ensemble de biens ou encore une économie nationale ou son produit intérieur brut. Dans le cadre de la présente étude, les PPP ont été calculées pour un panier-type représentatif des segments alimentaire et non alimentaire du commerce de détail.

Une valeur PPP de 1.9 CHF/€ en comparaison avec l'Allemagne indiquera par exemple qu'un panier-type représentatif coûtant 100 € en Allemagne sera vendu à 190 francs suisses en Suisse. Les PPP sont de nature réciproque, c'est-à-dire que la même relation peut être exprimée du point de vue du pays de comparaison. Du point de vue de l'Allemagne, la valeur PPP correspondante sera donc de 0.53 €/CHF.

Afin de permettre la comparaison du niveau des prix des deux pays, il s'agit en outre de faire intervenir les cours de change réels. En divisant le prix du panier-type allemand exprimé en euros par le cours de change €/CHF, on obtient le niveau relatif des prix du panier-type en Allemagne.

Le niveau relatif des prix est généralement exprimé sous forme d'indice, c'est-à-dire que le pays de référence (ici la Suisse) représente la valeur 100. Dans la littérature spécialisée, le niveau relatif des prix est généralement appelé «comparative price level» (CPL). Pour l'exemple ci-dessus, un cours de change de 0.65 €/CHF aboutirait pour l'Allemagne à un CPL de $100 \times (0.53/0.65) = 80$. En Allemagne, un panier-type comparable ne coûterait donc que 80% du prix demandé en Suisse.

3.1.3 Application au commerce de détail

Le calcul du niveau relatif des prix du commerce de détail se base sur les CPL, respectivement les PPP d'Eurostat. L'analyse postule un panier-type se rapportant au commerce de détail suisse. L'agrégation des PPP ou CPL se réfère donc à la pondération du panier-type en fonction de la structure des dépenses en Suisse (EBM, IPC). On suppose donc que la structure des dépenses de consommation soit la même en Suisse que dans l'ensemble des pays étudiés. Le niveau relatif des prix indique ainsi combien coûterait le «panier-type suisse» à l'étranger.

Le segment alimentaire est constitué des deux principaux groupes «alimentation et boissons non alcoolisées» et «boissons alcoolisées et produits du tabac». Tous les produits de ces deux catégories sont importants pour le commerce de détail et donc pleinement intégrés au calcul des prix. Le panier-type du segment non alimentaire comprend les principaux articles de consommation des groupes de marchandises suivants: «habillement et chaussures», «équipement ménager», «santé», «articles de loisirs et de sport» et «biens divers». La composition du panier-type suit largement la classification des fonctions de consommation des ménages (COICOP), standardisée à l'échelle internationale. Cette classification a toutefois été adaptée, pour les besoins de cette étude, à l'analyse du différentiel de prix dans le commerce de détail à l'échelle internationale. Tous les produits et services qui n'appartiennent pas à l'assortiment du commerce de détail ont été éliminés du choix de données. L'encadré ci-dessous présente la classification des groupes de produits utilisés dans le cadre de cette étude.

Classification des marchandises du secteur alimentaire

Alimentation et boissons non alcoolisées

Alimentation

- Pain et produits céréaliers
- Viandes
- Poissons
- Lait, fromage, oeufs
- Graisses et huiles comestibles
- Fruits, légumes et pommes de terre
- Autres denrées alimentaires

Boissons non alcoolisées

Boissons alcoolisées et tabacs

Boissons alcoolisées

Tabacs

Classification des marchandises du secteur non alimentaire

Habillement et chaussures

Équipement ménager

Ameublement et équipement

- Cuisine
- Chambre à coucher
- Séjour
- Autre ameublement et équipement

Articles de ménage en textile

Appareils ménagers

- Réfrigérateur
- Lave-linge, sèche-linge, machine à laver la vaisselle
- Cuisinière, four
- Climatisation, humidificateur, radiateur
- Autres appareils ménagers de grandes dimensions
- Appareils électroménagers de dimensions réduites

Verrerie, vaisselle et autres ustensiles de ménage

- Verrerie, articles ménagers en céramique
- Couverts et vaisselles
- Autres articles de ménage non électriques

Outils et autres ustensiles

- Outils motorisés pour bricolage et jardinage
- Petit outillage électrique
- Outils pour bricolage et jardinage

Articles ménagers non durables

Santé

Produits et appareils thérapeutiques

- Produits pharmaceutiques
- Autres produits thérapeutiques

Articles de loisirs et de sport

Appareils et accessoires

- Téléviseurs et appareils vidéos
- Radio, lecteur CD et autres appareils audio
- Équipement photographique, cinématographique, instruments d'optique
- Ordinateurs personnels et accessoires
- Supports d'enregistrement

Autres articles importants pour les loisirs et la culture

- Instruments de musique et autres articles durables pour activités à l'intérieur

Autres articles et équipement de loisirs

- Jeux, jouets et passe-temps
- Équipement de sport, de camping et d'activités en plein air
- Jardin, plantes et fleurs
- Animaux d'agrément et produits liés

Édition, presse et papeterie

- Livres
- Quotidiens et périodiques
- Autres imprimés
- Matériel d'écriture et de dessin

Autres biens

Appareils électriques et autres produits pour les soins corporels

- Appareils électriques pour les soins corporels
- Autres appareils, articles pour les soins corporels

Effets personnels

- Montres et bijoux
- Autres effets personnels

Bicyclettes

Produits d'entretien et de réparation du logement

3.1.4 Prise en compte des différences de qualité

«La qualité a un prix». Cet argument est souvent invoqué comme seule et unique explication des différences de prix à la consommation entre la Suisse et le reste de l'Europe. La comparaison des prix à la consommation doit certes tenir compte d'une certaine distorsion au détriment de la Suisse («quality bias»). Mais cette distorsion est probablement limitée. Les offices de la statistique sont pleinement conscients du problème de la qualité et tentent, dans la mesure du possible, d'exclure les éventuelles distorsions liées à la qualité. Les produits concernés par des différences de qualité ne sont donc pas retenus pour la comparaison des prix.

Il est évident que l'efficacité de ce «contrôle de qualité» passif dépend en premier lieu du niveau de précision des descriptions de produits dans les statistiques. La standardisation des statistiques à l'échelle européenne a nettement progressé dans ce domaine ces dernières années. Les PPP du niveau inférieur de produits présentent un très haut degré de spécification. Chaque fois que c'est possible, la comparaison retient des types de modèles ou des articles de marque précis. Dans le cas contraire, les statistiques mentionnent les caractéristiques générales du produit concerné. La liste de produits comprend un total de 2500 produits de consommation.

En outre, des enquêtes sont menées auprès des offices nationaux de la statistique en vue d'identifier les éventuelles différences de qualité. En cas de différence présumée de qualité, la démarche sera soit d'exclure du panier-type les produits concernés, soit de chercher de nouvelles données de comparaison présentant un niveau identique de qualité.

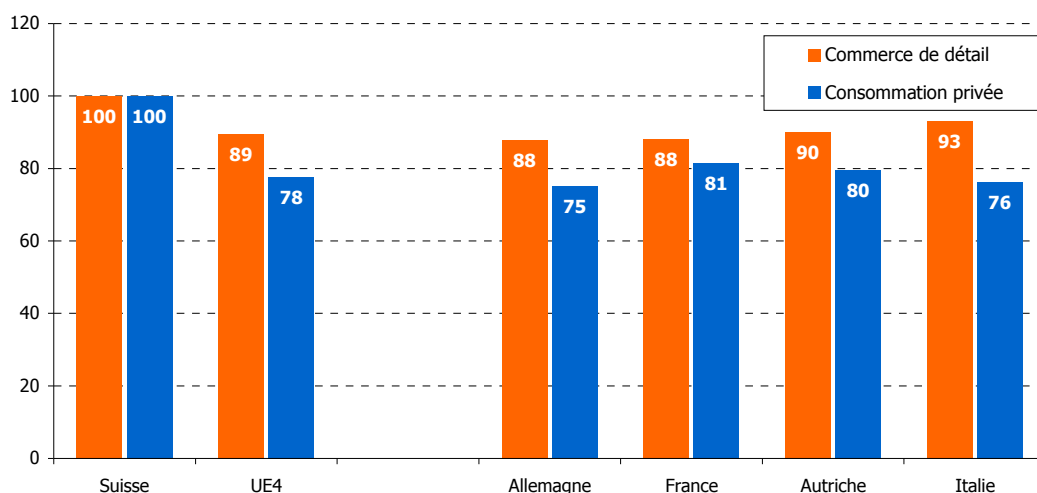
3.2 Niveaux de prix 2009 en comparaison internationale

3.2.1 Consommation et commerce de détail au total

La comparaison du niveau relatif des prix à la consommation pour l'ensemble de la consommation privée dénote une nette différence de prix entre la Suisse et les pays voisins. En comparaison avec la moyenne des quatre pays membres de l'UE que sont l'Allemagne, la France, l'Autriche et l'Italie, l'écart de prix s'élève à 22% pour l'année 2009. En moyenne, le panier-type suisse coûte donc 22% de moins dans ces pays de l'UE. La comparaison par pays indique en outre que la France est le pays avec lequel l'écart de prix est le plus petit (19%) pour 2009. C'est l'Allemagne qui présente le prix le plus bas pour le panier de biens et services défini en fonction des besoins suisses (25% meilleur marché qu'en Suisse).

Si l'on ne prend en compte pour le panier-type que les biens proposés par le commerce de détail, les différences de prix entre la Suisse et les pays européens retenus pour la comparaison diminuent nettement. Par rapport à la moyenne des quatre pays voisins, la différence de prix se monte à 11% en 2009. La plus grande différence de prix dans le commerce de détail apparaît par rapport à la France et à l'Allemagne (12% pour chacun de ces pays), la plus petite face à l'Italie (7%). D'une manière générale, on constate que le panier-type du commerce de détail suisse présente un différentiel de prix nettement moins marqué face à l'étranger que le panier-type de tous les biens et services.

Fig. 3-1 «Comparative price levels» dans la consommation et le commerce de détail, 2009



Indices des niveaux relatifs des prix, indice Suisse=100

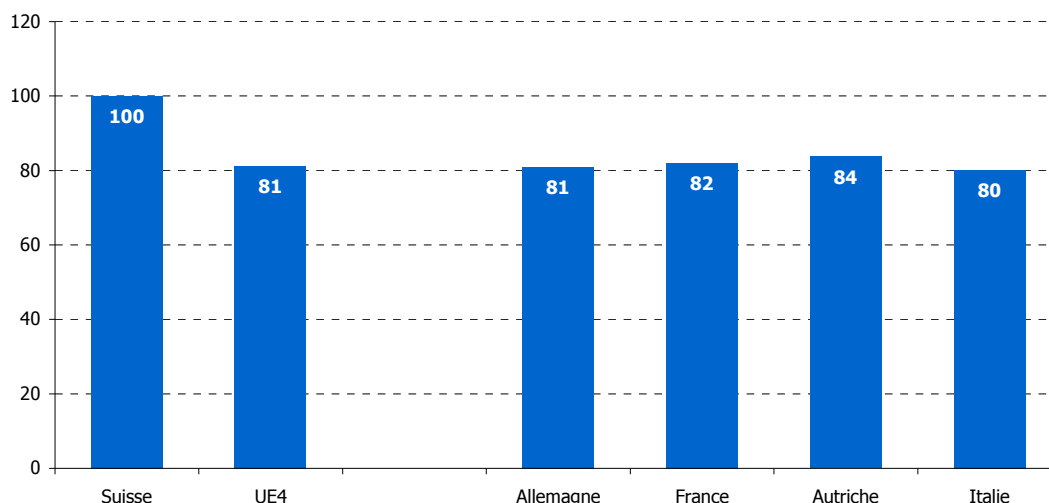
Sources: Eurostat, offices nationaux de la statistique, calcul BAKBASEL

3.2.2 Commerce de détail alimentaire

Le secteur alimentaire est constitué des deux groupes COICOP intitulés «alimentation et boissons non alcoolisées» et «boissons alcoolisées et tabacs». A l'étranger, le consommateur payait environ 19% de moins qu'en Suisse pour un panier-type identique en 2009⁴. La comparaison entre le niveau suisse et allemand des prix fait apparaître une différence de 21%. Le plus petit différentiel de prix par rapport à la Suisse concerne l'Autriche (16%). La France connaît un niveau inférieur de 18%, l'Allemagne de 19% et l'Italie⁵ de 20% pour les prix du secteur alimentaire face à la Suisse.

Les plus importants «moteurs» de ce haut niveau relatif de prix du secteur alimentaire suisse sont les sous-groupes «graisses et huiles comestibles» (+ 37% par rapport au niveau de prix UE4 en 2009) et «viandes et produits carnés» (+38%). Le différentiel de prix le moins marqué concerne les catégories «boissons non alcoolisées» (+10.3%), «fruits et légumes» et «autre denrées alimentaires» (+ 11.6% pour chacune de ces catégories). Les tabacs sont en moyenne moins chers en Suisse que dans les pays voisins (-13.7%).

Fig. 3-2 «Comparative price levels» du secteur alimentaire, 2009



Indices des niveaux relatifs des prix, indice Suisse=100

Sources: Eurostat, offices nationaux de la statistique, calcul BAKBASEL

⁴ Pour davantage d'informations, voir Eurostat (2010).

⁵ L'Italie a connu une nette baisse du niveau relatif des prix du secteur alimentaire par rapport à la Suisse et aux autres pays, en particulier en 2008 et 2009. En 2007 l'indice de l'Italie était encore de 90.6.

Tab. 3-1 «Comparative price levels» du secteur alimentaire, 2009

Groupes de produits	EU4	DE	FK	IT	AT
Alimentaire	81.2	81.0	82.0	80.2	83.8
Alimentation et boissons non alcoolisées	78.2	78.5	78.4	76.8	82.7
Alimentation	77.3	77.4	77.8	76.1	81.7
Pain	79.5	79.8	81.5	75.0	91.2
Viande et charcuterie	61.5	64.0	61.7	56.8	64.9
Poisson	73.7	72.2	72.9	76.8	75.5
Lait, fromage, œufs	85.7	75.6	85.3	102.6	82.6
Graisses et huiles comestibles	62.9	58.3	63.1	68.9	70.1
Fruits, légumes	88.4	96.9	90.1	72.3	93.3
Autres produits d'alimentation	88.4	83.6	81.4	103.6	91.2
Boissons non alcoolisées	89.7	95.0	86.3	84.1	96.7
Boissons alcoolisées et tabacs	100.4	97.2	104.9	101.9	90.8
Boissons alcoolisées	86.9	80.6	84.6	99.9	84.7
Tabacs	113.7	114.3	127.9	99.7	92.9

Indices des niveaux relatifs des prix, indices CH=100

Sources: Eurostat, offices nationaux de la statistique, calcul BAKBASEL

Remarque:

Les résultats concernant le segment alimentaire sont en partie surprenants. Les experts du commerce de détail suisse que nous avons consultés disent percevoir une autre situation, en particulier quant au niveau de prix du commerce de détail italien et français. Quelle explication à ces jugements contradictoires?

Les centres commerciaux allemands du pays des Trois frontières, dans la région bâloise, rapportent en effet que leur clientèle française a fortement augmenté. Le «Rheincenter» à Weil am Rhein indique qu'environ la moitié de ses clients proviennent de Suisse, et près d'un client sur quatre de France⁶. Le commerce de détail allemand est manifestement devenu une affaire intéressante y compris pour la clientèle française. Et ceci ne concerne pas uniquement le segment alimentaire. Le responsable d'une grande surface allemande de bricolage à Binzen, près de la frontière, souligne: «Nos clients français sont si nombreux que nos collaborateurs de nationalité française constituent un avantage d'importance.»⁷

Les prix Eurostat représentent des moyennes nationales. Pour certains groupes de produits, les prix peuvent toutefois fortement varier au sein d'un seul et même pays. Le rapport de prix entre l'Allemagne et la France en zone frontalière peut donc s'écarter de la moyenne nationale. Cette hypothèse est néanmoins contredite par une étude transfrontalière de comparaison des prix entre l'Alsace et le Bade-Wurtemberg, qui confirme dans l'ensemble les résultats nationaux d'Eurostat⁸.

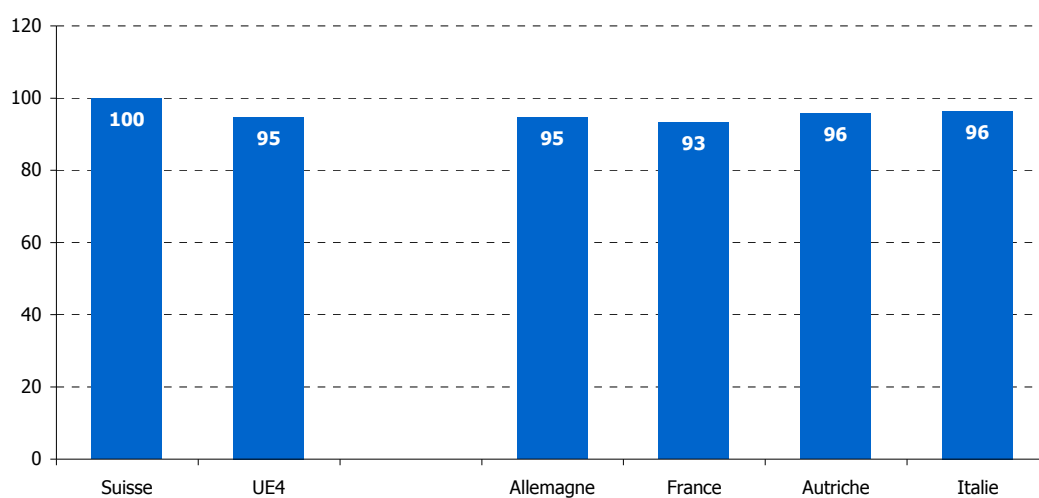
Un autre motif pour la clientèle française de faire ses achats en Allemagne pourrait être l'avantage de prix des magasins allemands de vente au rabais (discounters), qui de surcroît proposent un assortiment nettement plus grand.

⁶ Voir *Lebensmittel Praxis* (2006)⁷ Voir *Badische Zeitung* (2009)⁸ Voir *Euro-Info-Verbraucher* (2008)

3.2.3 Commerce de détail non alimentaire

Par contraste avec le secteur alimentaire, le domaine non alimentaire présente des différences relatives de prix nettement plus petites entre la Suisse et les pays européens retenus. En moyenne UE4, le panier-type de produits non alimentaires du commerce de détail coûtait environ 5% de moins à l'étranger en 2009. La plus grande différence de prix concerne la France (-7%), le plus petit écart avec la Suisse concerne l'Italie et l'Autriche (-4% pour chacun de ces pays). L'Allemagne présente un différentiel de prix de 5% par rapport à la Suisse.

Fig. 3-3 «Comparative price levels» du secteur non alimentaire, 2009



Indices des niveaux relatifs des prix, indice Suisse=100

Sources: Eurostat, offices nationaux de la statistique, calcul BAKBASEL

Les différents groupes de produits présentent un paysage hétérogène: le segment «santé» connaît des prix nettement plus bas dans les pays voisins (-12%). C'est là l'effet des régulations émises par les autorités sous la forme des prix administrés. Outre ce segment, les catégories «habillement et chaussures» (-9%) et «autres biens» (-8%) dénotent encore des différences de prix supérieures à la moyenne. Pour les segments «loisirs et culture» (+4.3%) et «équipement ménager et entretien courant» (+2.5%), le niveau moyen des prix UE4 est cependant supérieur à celui de la Suisse. Les articles moins chers en Suisse que dans les pays voisins sont actuellement surtout les produits électroniques et les ordinateurs.

Tab. 3-2 «Comparative price levels» du secteur non alimentaire, 2009

Groupe de produits	EU4	DE	FK	IT	AT
Non alimentaire (commerce de détail uniquement)	94.7	94.5	93.3	96.4	95.7
Habillement et chaussures (CD uniqu.)	91.3	90.6	92.3	91.3	90.0
Equip. mén. et entretien cour. (CD uniqu.)	102.5	99.0	103.8	105.5	107.0
Santé (CD uniqu.)	87.8	98.5	78.2	82.8	88.3
Loisirs et culture (CD uniqu.)	104.3	99.2	104.1	113.8	96.9
Autres biens (CD uniqu.)	92.3	92.4	91.2	92.0	102.0

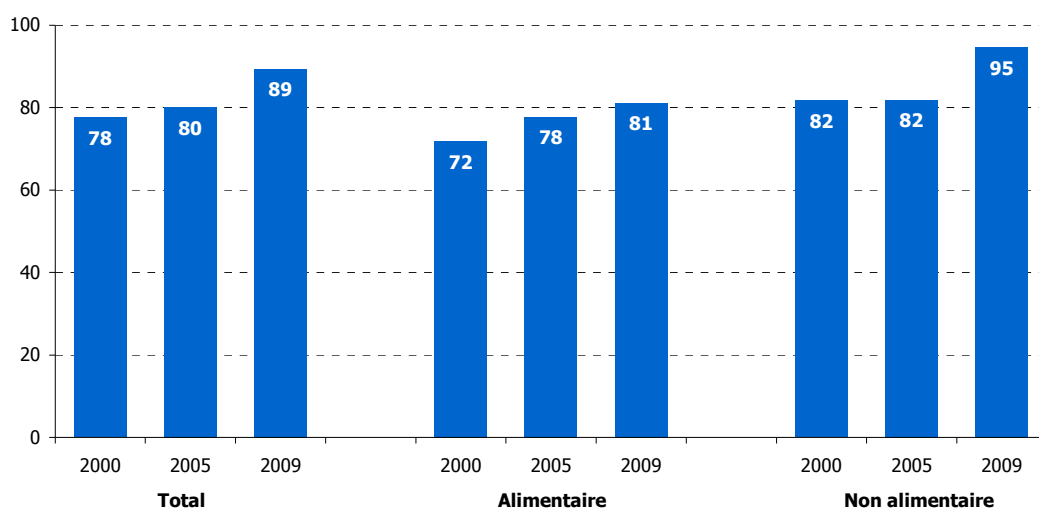
Indices des niveaux relatifs des prix, indice CH=100

Sources: Eurostat, offices nationaux de la statistique, calcul BAKBASEL

3.3 Analyse de l'évolution relative des prix 2000-2009

Pour l'ensemble du panier-type du commerce de détail, les prix relatifs suisses ont reculé de 9 points de pourcentage par rapport aux pays voisins ces neuf dernières années. L'indice de la moyenne pondérée UE4 est passé de 78 en 2000 à 89 en 2009. Ces chiffres montrent clairement que par rapport aux pays voisins, le commerce de détail suisse a fortement amélioré sa position quant aux prix ces derniers temps. L'amélioration en termes de prix concerne tant le segment alimentaire que non alimentaire. Pour les denrées alimentaires, l'écart relatif de prix par rapport à la valeur UE4 s'est réduit de 9 points de pourcentage. L'adaptation du niveau suisse de prix aux pays voisins est encore un peu plus marquée dans le domaine non alimentaire: l'indice du point de vue de la Suisse s'est amélioré de 13 points de pourcentage. Cette harmonisation des prix du segment non alimentaire s'observe surtout depuis 2005, tandis que le segment alimentaire a plutôt connu un rapprochement des prix avec l'étranger au cours de la première moitié de la décennie.

Fig. 3-4 Evolution du «comparative price level» du commerce de détail, 2000, 2005 et 2009

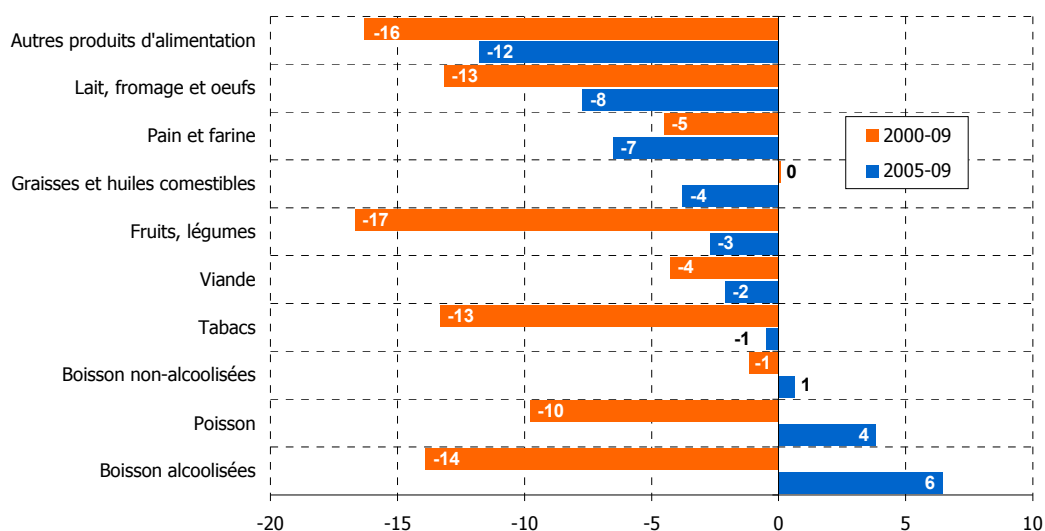


Indices des niveaux relatifs des prix en moyenne pondérée UE4, indice Suisse=100
Sources: Eurostat, offices nationaux de la statistique, calcul BAKBASEL

3.3.1 Evolution du niveau relatif des prix du secteur alimentaire

Dans le segment alimentaire, les différences de prix entre la Suisse et la moyenne pondérée des pays voisins que sont l'Allemagne, la France, l'Autriche et l'Italie ont baissé pour pratiquement tous les sous-groupes depuis 2000. La baisse relative de prix se répartit cependant de manière très inégale entre les groupes de produits: ces neuf dernières années, le recul a été supérieur à la moyenne pour les segments de produits «fruits, légumes et pommes de terre» (-17 points de pourcentage), «autres denrées alimentaires» (-16 points de pourcentage), «boissons alcoolisées» (-14 points de pourcentage), «produits du tabac» et «lait, fromage, oeufs» (-13 points de pourcentage pour chacune de ces catégories). D'autres produits n'ont vu qu'une adaptation marginale des prix: «graisses et huiles comestibles» (+0 point de pourcentage), «boissons non alcoolisées» (-1 point de pourcentage), «viandes» (-4 points de pourcentage) et «pain et céréales» (-5 points de pourcentage). Pour les années 2005-2009, on constate que l'évolution de 2000-2005 a connu un retournement dans certains segments: les «boissons alcoolisées et non alcoolisées» et les «poissons» présentent par rapport aux pays voisins une augmentation relative des prix allant de 1 à 6 points de pourcentage ces quatre dernières années.

Fig. 3-5 Variation des «comparative price levels» du domaine alimentaire 2000-2009 et 2005-2009



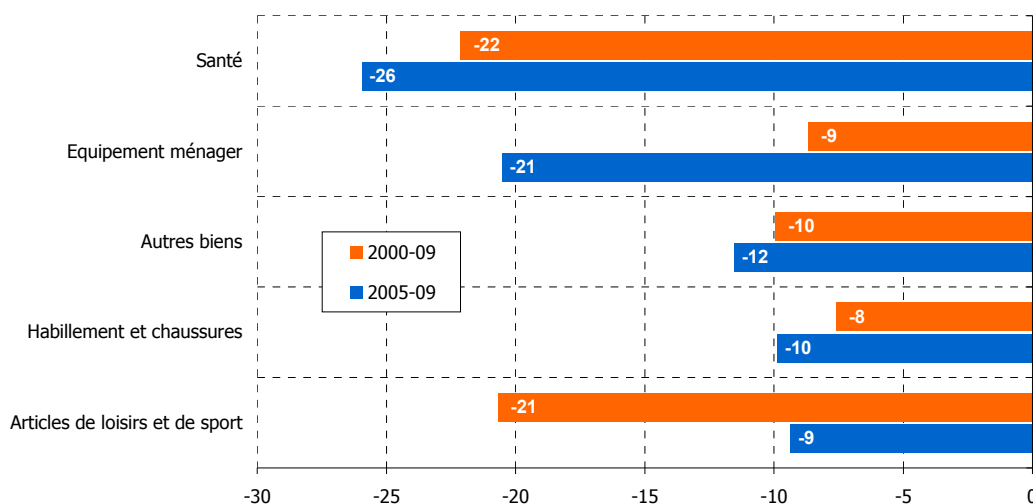
Variation relative des prix suisses en comparaison avec la moyenne pondérée UE4 en points de pourcentage. Un signe algébrique négatif signifie que le prix relatif des marchandises a diminué en Suisse par rapport à l'étranger. Sources: Eurostat, offices nationaux de la statistique, calcul BAKBASEL

3.3.2 Evolution de niveau relatif des prix du secteur non alimentaire

La baisse du niveau relatif des prix suisses par rapport à l'étranger est encore nettement plus marquée dans le secteur non alimentaire que pour l'alimentation. Les deux sous-groupes «santé» et «articles de loisirs et de sport» ont connu un recul des prix d'un peu plus d'un cinquième par rapport aux pays voisins entre 2000 et 2009. Et les autres sous-catégories du secteur non alimentaire ont enregistré une réduction relative des prix de près de 10 points de pourcentage.

Pour les prix du domaine non alimentaire, il est intéressant de noter que la situation s'est comparative-ment améliorée ces quatre dernières années en particulier. Entre 2000 et 2005, seuls les produits du segment «articles de loisirs et de sport» présentaient déjà une nette adaptation des prix entre la Suisse et les pays voisins. Pour la plupart des produits, les baisses significatives de prix sont intervenues ces dernières années seulement, avec un recul fort surtout dans le segment «santé» et «équipement ménager».

Fig. 3-6 Variation des «comparative price levels» du secteur non alimentaire 2000-2009 et 2005-2009



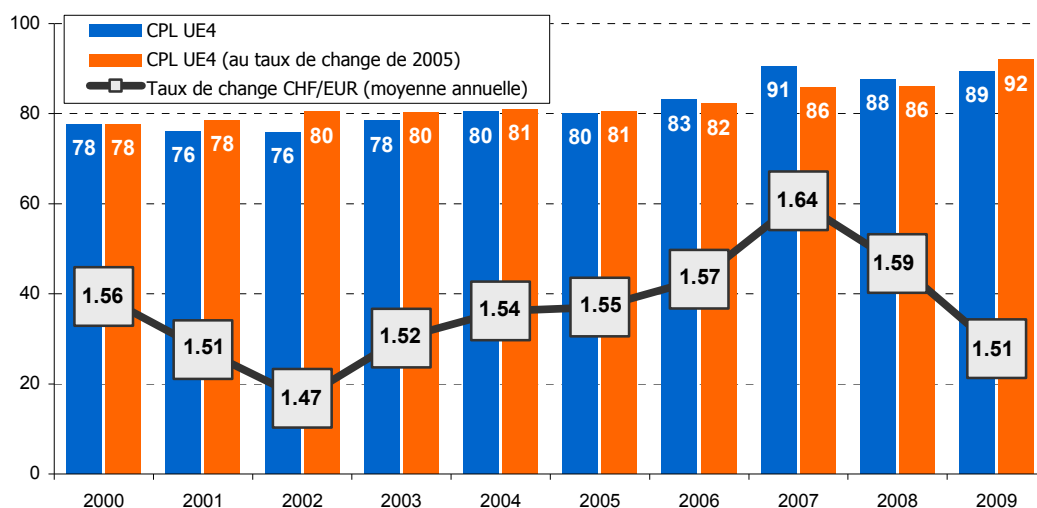
Variation relative des prix suisses en comparaison avec la moyenne pondérée UE4 en points de pourcentage. Un signe algébrique négatif signifie que le prix relatif des marchandises a diminué en Suisse par rapport à l'étranger. Sources: Eurostat, offices nationaux de la statistique, calcul BAKBASEL

3.3.3 Influence des cours de change sur les niveaux relatifs des prix

L'interprétation des CPL sur la durée doit cependant tenir compte de la fluctuation des cours de change. Entre 2000 et 2005, le franc suisse n'a connu qu'une modeste revalorisation de 0.6% par rapport à l'euro. Mais entre 2005 et 2009, la valeur du franc par rapport à l'euro a connu une nette progression à hauteur 2.4%. Cette appréciation du franc suisse implique une dégradation de la compétitivité quant aux prix pour le commerce de détail suisse. Si l'on tient compte des effets des cours de change, le recul relatif des prix du commerce de détail suisse face à l'étranger est donc même encore un peu plus fort.

La figure ci-dessous fait clairement apparaître l'influence des taux de change: le graphique présente l'évolution des CPL par rapport à la moyenne UE4 pour les années 2000-2009, mais aussi les CPL qui auraient résulté d'un taux de change CHF/EUR hypothétiquement fixé au niveau de 2005. Cette présentation fait abstraction du fait que la revalorisation du franc produit aussi, outre l'effet négatif sur les prix relatifs à la consommation, un effet positif sur le plan des coûts (à l'importation). La correction des effets de taux de change est donc probablement légèrement surestimée, tout en indiquant une tendance réelle.

Fig. 3-7 Evolution des «comparative price levels» corrigés des effets des taux de change 2000-2009



Indices des niveaux relatifs des prix, indice Suisse=100

Sources: Eurostat, offices nationaux de la statistique, calcul BAKBASEL

Si l'on analyse les prix des pays voisins en fonction d'un cours de change fixé au niveau de l'année 2005, on constate pour 2005-2009 que la réduction du différentiel de prix s'élève à 12 points de pourcentage au lieu de 9. Par rapport à l'an 2000, l'amélioration de la compétitivité en termes de prix se monte, corrigée des fluctuations des taux de change, à 15 points de pourcentage au lieu de 11. La série chronologique des CPL corrigés des effets des cours de change met aussi en évidence que le commerce de détail suisse a réussi une amélioration constante de sa situation, et que l'évolution des prix relatifs a même gagné en dynamisme ces dernières années.

4 Motifs de l'écart des prix à la consommation à l'échelle internationale

Pour déterminer les motifs des disparités de niveaux de prix du commerce de détail entre la Suisse et les pays de l'UE, il s'agit d'étudier le rapport de coût du commerce de détail suisse par rapport aux pays voisins pour les principaux coûts: approvisionnement, consommations intermédiaires et main-d'œuvre. Il apparaît que l'essentiel du désavantage de coût s'explique par les écarts de prix concernant l'approvisionnement à l'étranger et les autres secteurs de l'économie intérieure qui interviennent comme fournisseurs dans le processus de production du commerce de détail. Les coûts salariaux unitaires jouent un rôle secondaire. Le commerce de détail suisse possède même un léger avantage dans ce domaine.

4.1 Le processus de production du commerce de détail

Les facteurs déterminants pour le processus de production du commerce de détail sont de deux ordres. Le commerce de détail n'est pas un «secteur de production» en tant que tel, mais fonctionne comme intermédiaire entre producteurs et consommateurs de marchandises. Les produits qu'il distribue sont donc achetés au préalable dans d'autres secteurs. L'approvisionnement constitue ainsi la phase initiale du processus de production du commerce de détail.

Le commerce de détail se procure une partie de ses produits auprès des producteurs du marché intérieur et est ainsi soumis aux particularités nationales. Cette situation concerne plus particulièrement le domaine des denrées alimentaires, pour lequel la part des importations est nettement plus faible que dans le secteur non alimentaire. Mais le commerce de détail se fournit également à l'étranger. Les facteurs d'influence comme le niveau des droits de douane, les entraves non tarifaires ou les avantages liés à la taille du pays jouent un rôle déterminant sur les marchés internationaux d'approvisionnement.

La création de valeur du commerce de détail consiste dans la distribution des biens achetés. Le commerce de détail dépend largement des secteurs de la place économique, secteurs qui lui fournissent ses consommations intermédiaires et dont les résultats de production influent de manière déterminante sur les prestations de la chaîne de valorisation du commerce de détail. Les prix relatifs de ces consommations intermédiaires se répercutent donc dans une certaine mesure sur les prix relatifs à la consommation.

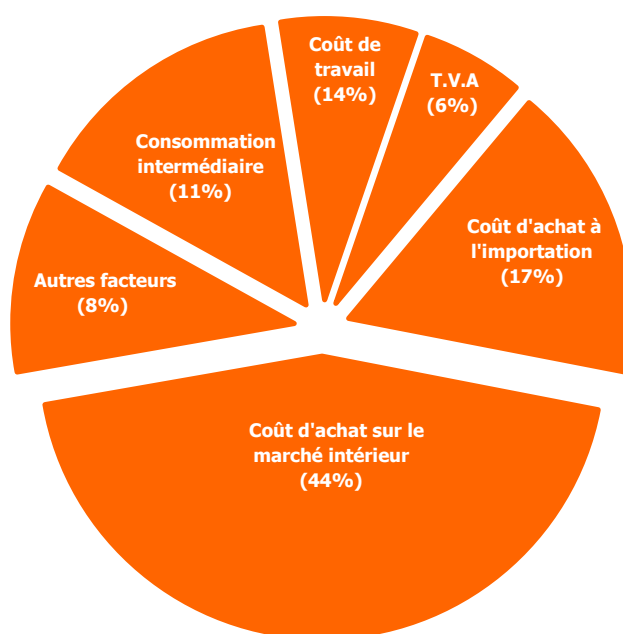
Mais la réalisation des prestations du commerce de détail ne repose pas uniquement sur les marchandises achetées et sur les consommations intermédiaires. L'apport de main-d'œuvre joue évidemment un rôle non négligeable. Ce facteur entraîne des coûts qui varient en fonction du coût par unité d'apport de main-d'œuvre (coûts par heure travaillée) et du volume de l'apport de main-d'œuvre (nombre d'heures travaillées). Pour une analyse détaillée, il faut en outre tenir compte des différents niveaux de productivité du travail, et donc des coûts salariaux unitaires.

Outre la rémunération du facteur du travail, la rémunération du facteur du capital entre également en ligne de compte pour l'analyse des éléments déterminant les prix. Il convient de prendre en considération l'investissement de capital d'emprunt et de fonds propres, mais aussi l'usure du capital physique (amortissements)⁹. Enfin, la comparaison internationale des prix et des coûts doit tenir compte des différents niveaux de taxe sur la valeur ajoutée (et d'autres charges fiscales).

⁹ Selon la définition utilisée ici, la marge bénéficiaire nette représente la rémunération des fonds propres.

Les différences des prix à la consommation à l'échelle internationale se rapportent donc aux différences de coût quant à l'approvisionnement, à la consommation intermédiaire et à la main-d'œuvre, ainsi qu'à d'autres facteurs de coût ou encore aux différents taux de taxe sur la valeur ajoutée. Le diagramme suivant illustre l'importance des divers facteurs déterminant les coûts et les prix, en indiquant la part moyenne de ces facteurs aux chiffres d'affaires. Le facteur de coût qui se classe largement en tête du point de vue de son importance est l'approvisionnement sur le marché intérieur et à l'importation, qui représente un peu plus de 60% des coûts. Après les coûts d'approvisionnement, le deuxième poste est le coût de la main-d'œuvre qui se monte à près de 14% des coûts d'ensemble. La part des coûts de consommation intermédiaire s'élève à environ 11%.

Fig. 4-1 Facteurs déterminant les prix du commerce de détail



Part moyenne aux chiffres d'affaires
Sources: OFS, CI CDS, calcul BAKBASEL

4.2 Données et méthodes

L'analyse des différents facteurs de coût porte sur les coûts d'approvisionnement, de consommation intermédiaire et de main-d'œuvre. Les données retenues proviennent principalement de trois sources. Il s'agit des données internationales par branche de l'«International Benchmarking Database» (IBD) de BAKBASEL¹⁰, des statistiques Eurostat sur les importations et des statistiques Eurostat sur les coûts de la main-d'œuvre. Le contenu de ces banques de données est brièvement présenté ci-dessous, ainsi que la démarche méthodologique d'utilisation des données.

4.2.1 Calcul des niveaux relatifs des prix à la production

Le point de départ de la comparaison des coûts de consommation intermédiaire ou des coûts d'approvisionnement sur le marché intérieur est la question des prix relatifs des branches qui fournissent des marchandises ou des services au commerce de détail. Contrairement au calcul des PPP à l'aide des prix à la consommation («expenditure approach»), on s'attache ici aux rapports de prix spécifiques aux diverses branches: les niveaux relatifs des prix à la production («industry of origin approach»). Le calcul des rapports des prix à la production à l'échelle internationale s'appuie sur une large documentation, établie en lien avec les Rapports sur les structures économiques publiés par le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) (Eichler et al. (2003)). Ces travaux ont identifié les niveaux de prix de 46 branches dans la plupart des pays européens, sous une forme appropriée à la comparaison internationale. Chaque année, BAKBASEL réactualise ces données dans le cadre de l'«International Benchmark Report» (voir note n°10).

Les «unit value ratios» et les PPP par branche

L'analyse internationale des niveaux de prix par branche se base sur les prix au plan du produit. Il s'agit d'abord d'identifier les prix (sortie d'usine) de tous les biens et services qui sont produits dans les deux pays de comparaison et qui ne présentent pas de différences de qualité. Ces rapports de prix au niveau du produit sont appelés «unit value ratio». Moyennant plusieurs étapes d'agrégation et de calcul, on obtient les «purchasing power parities» (PPP) pour la valeur ajoutée par branche. Pour une présentation détaillée des problèmes de mise en oeuvre de ce concept ainsi que des solutions retenues, voir l'étude publiée par le SECO dans le cadre des Rapports sur les structures économiques (Eichler et al. (2003)). Les questions traitées sont, parmi beaucoup d'autres, la disponibilité des données statistiques de base, l'exclusion de distorsions liées à la qualité, la prise en compte des consommations intermédiaires ainsi que l'agrégation et la comparabilité multilatérale.

Toutefois les niveaux relatifs de prix par branche établis par l'IBD de BAKBASEL se rapportent uniquement à la part de la valeur ajoutée à la production d'une branche. Or la présente étude ne s'intéresse pas au prix relatif de la valeur ajoutée d'un secteur fournisseur, mais au prix relatif de la valeur d'ensemble des marchandises, donc aux coûts totaux. L'étude des coûts du commerce de détail pour l'approvisionnement dans l'industrie alimentaire ne peut donc pas se contenter d'examiner les prix relatifs de la valeur ajoutée de cette industrie; elle doit prendre en compte les prix relatifs de la valeur totale des marchandises livrées au commerce de détail. Or la valeur totale des marchandises représente justement la somme des valeurs ajoutées intervenant dans le processus de production de la branche considérée. Pour l'exemple de l'industrie alimentaire, la valeur des marchandises produites peut s'exprimer par la somme de la valeur ajoutée de l'industrie alimentaire et de la valeur ajoutée – comprise dans la valeur de la marchandise – de toutes les branches en amont de l'industrie alimentaire, notamment de l'agriculture.

¹⁰ La banque de données «International Benchmarking Database» recense notamment les indicateurs concernant la capacité productive (par ex. valeur ajoutée brute, personnes actives occupées, volume de travail, coût de la main-d'œuvre) de 46 branches dans plus de 1800 régions et pays, européens pour la plupart. Les données sont actualisées chaque année.

Il s'agit donc de tenir compte non seulement des prix relatifs de la valeur ajoutée des secteurs fournisseurs directs du commerce de détail, mais de l'ensemble des secteurs en amont liés au processus de production par des relations de demande. L'intégration des effets de prix en amont est effectuée à l'aide d'un modèle «input-output». L'agrégation des valeurs ajoutées en PPP intervenant dans la chaîne de valorisation permet de déterminer les niveaux relatifs de prix à la production par branche. Ces résultats sont ensuite retenus pour l'analyse des coûts relatifs de consommation intermédiaire et d'approvisionnement du commerce de détail.

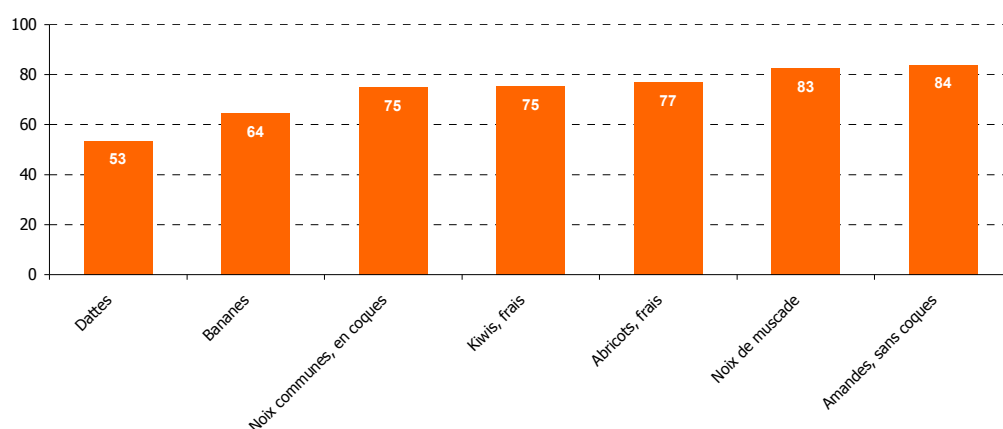
4.2.2 Calcul des niveaux relatifs des prix à l'importation

Les données utilisées pour l'analyse des différences internationales en matière de prix à l'importation entre la Suisse, l'Allemagne, la France, l'Autriche et l'Italie proviennent de la banque de données Eurostat «COMEXT» portant sur le commerce extérieur. Les données se rapportent à l'année 2009. Cette banque de données contient des informations détaillées sur les quantités et les prix des marchandises importées pour l'ensemble des pays retenus dans la comparaison, y compris la Suisse. Pour les quatre pays de comparaison, les données d'importation de marchandises couvrent tant les importations intracommunautaires que celles en provenance de pays extracommunautaires.

Pour la Suisse, la présente analyse inclut également des données provenant de la Direction générale des douanes (DGD). Comme pour la comparaison des prix à la consommation, cette statistique se construit sur des nomenclatures précises de produits, garantissant la comparabilité des données. La nomenclature définie par l'Organisation mondiale des douanes («Système harmonisé») (SH) comprend 21 sections, 97 chapitres et plus de 5000 sous-positions. Les valeurs des marchandises recensées par la banque de données COMEXT en euros comprennent les frais de transport et d'assurance des marchandises jusqu'à la frontière du pays considéré (CIF), mais excluent en revanche les droits de douane.

Par analogie au calcul des niveaux relatifs des prix à la consommation et à la production, l'analyse des prix à l'importation consiste en un calcul des niveaux relatifs des prix à l'importation. Les résultats présentés constituent l'agrégat d'un grand nombre de produits, pondéré en fonction de la structure des produits d'importation en Suisse. Les exemples présentés ci-dessous visent à illustrer le fait qu'il s'agit de valeurs moyennes. L'étude d'un produit concret peut mener à d'autres conclusions. Les dattes coûtent ainsi en moyenne moitié moins cher à l'importation dans un des quatre pays UE qu'en Suisse. Le cas des amandes présente en revanche un écart de prix beaucoup plus petit.

Fig. 4-2 «Comparative import price levels» du domaine alimentaire, 2009



Prix relatifs à l'importation UE4, indice Suisse = 100
Sources: Eurostat, DGD, calcul BAKBASEL

La problématique de la distorsion liée à la qualité («quality bias»)

Il est évident que la comparabilité et les différences de qualité entrent également en ligne de compte lors de la comparaison des prix à l'importation. Même si l'accent a été mis sur l'exclusion la plus fine possible des différences de qualité, les entretiens avec des experts et le dépouillement des données d'achat de grandes entreprises du commerce de détail suisse montrent que la distorsion liée à la qualité («quality bias») joue néanmoins un certain rôle sur le plan des données.

Dans ce contexte, il faut rappeler que les différences de qualité ne découlent pas uniquement des lois et dispositions suisses. Elles sont parfois l'expression d'exigences supérieures en matière de qualité formulées par les entreprises du commerce de détail elles-mêmes.

A titre d'exemple, on peut citer le fait de renoncer aux produits fabriqués à base d'œufs de batterie (mesure qui n'est pas due à des dispositions légales mais à des exigences propres au commerce de détail). Ceci peut induire une nette différence de prix entre des produits par ailleurs identiques. Cette différence de prix se rapporte évidemment à la qualité supérieure et donc au prix majoré des œufs utilisés. Mais ce genre de formulations spéciales pour la demande suisse peut aussi entraîner un coût de production généralement supérieur, du fait d'économies d'échelle plus réduites. Autre exemple d'exigences plus élevées en matière de qualité, concernant cette fois le domaine non alimentaire, le tissu des tee-shirts doit parfois être plus dense pour les produits destinés au marché suisse. Il en résulte des coûts d'approvisionnement supérieurs.

Une quantification systématique des distorsions liées aux différences de qualité n'as pas pu être effectuée dans le cadre de cette étude, du fait de l'insuffisance des données. Selon les entretiens réalisés avec des experts et l'évidence vérifiée sur quelques exemples de données d'achat des entreprises du commerce de détail, l'effet des différences de qualité sur les prix peut être évalué à 5-10% en moyenne. La distorsion liée à la qualité varie vraisemblablement en fonction du groupe de produits ou du segment (produit de marque, produit anonyme, formulation spéciale pour la Suisse).

4.2.3 Calcul du coût relatif de la main-d'oeuvre

Pour les pays européens de comparaison, cette étude s'est appuyée sur la banque de données BAK IBD, réactualisée chaque année, qui indique le coût de la main-d'œuvre par branche et par région (voir note n°10). Le calcul se fonde sur les données de la publication Eurostat intitulée «Les coûts de la main-d'œuvre en Europe». Les données utilisées obéissent aux définitions suivantes:

1. Employés:

Les employés désignent toutes les personnes occupées dans une société ou entreprise, liées à celle-ci par un rapport de travail direct et touchant une rémunération pour leur travail, indépendamment du type de travail, de la durée du travail (temps plein ou partiel) et de la durée du contrat (à durée déterminée ou indéterminée). Le personnel de direction n'appartient pas à la catégorie des employés dans la mesure où sa rémunération consiste principalement en une participation aux bénéfices.

2. Heures travaillées:

Les données recensent le nombre total des heures travaillées au cours de l'année considérée, y compris les heures travaillées en sus de la durée normale du travail.

3. Coût de la main-d'œuvre:

Les coûts de la main-d'œuvre se subdivisent en deux catégories: les coûts directs et les coûts indirects. Les coûts directs comprennent le salaire direct ou de base, les primes et les gratifications, la rémunération des jours de congé, les indemnités de rupture de contrat et les prestations en nature. Les coûts indirects représentent les cotisations de l'employeur aux assurances sociales prévues par la loi, les conventions collectives de travail et les contrats individuels, ainsi que les cotisations librement versées; les prestations sociales directes; les dépenses liées à la formation professionnelle; les charges complémentaires comme les coûts de recrutement de personnel, les coûts liés aux services de nature sociale, culturelle, médicale, etc.

Pour la Suisse, l'analyse intègre des données de l'OFS et des calculs effectués dans le cadre du modèle de branches BAKBASEL. Les relevés de l'OFS se basent sur la méthodologie établie par Eurostat. Pour de plus amples informations sur le recensement et le calcul des coûts de la main-d'œuvre, voir la publication BAKBASEL (2006).

4. Salaires nets des employés

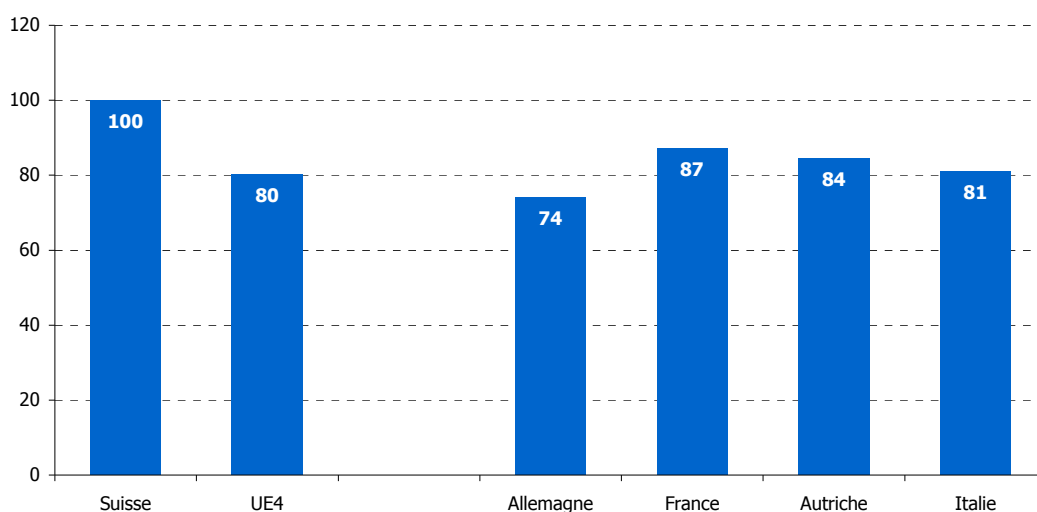
Outre les coûts de main-d'œuvre, la présente étude tient également compte des salaires nets des employés après déduction des impôts et des cotisations aux assurances sociales, calculés en parités de pouvoir d'achat dans les pays respectifs. Les informations concernant les dépenses fiscales et les cotisations aux assurances sociales proviennent de la banque de données OCDE. Pour la Suisse, la banque de données OCDE ne comprend que l'assurance de base en matière d'assurance maladie; c'est pourquoi l'analyse tient également des dépenses moyennes de quote-part (participation de l'assuré à chaque facture médicale) versées aux médecins, hôpitaux et dentistes pour tenir compte de cet équivalent en termes de prélèvements. Les informations y relatives proviennent de l'enquête sur le budget des ménages de l'OFS. Les parités de pouvoir d'achat sont celles d'Eurostat et s'appliquent expressément à la consommation privée.

4.3 Coûts d'approvisionnement

4.3.1 Coûts d'approvisionnement du secteur alimentaire

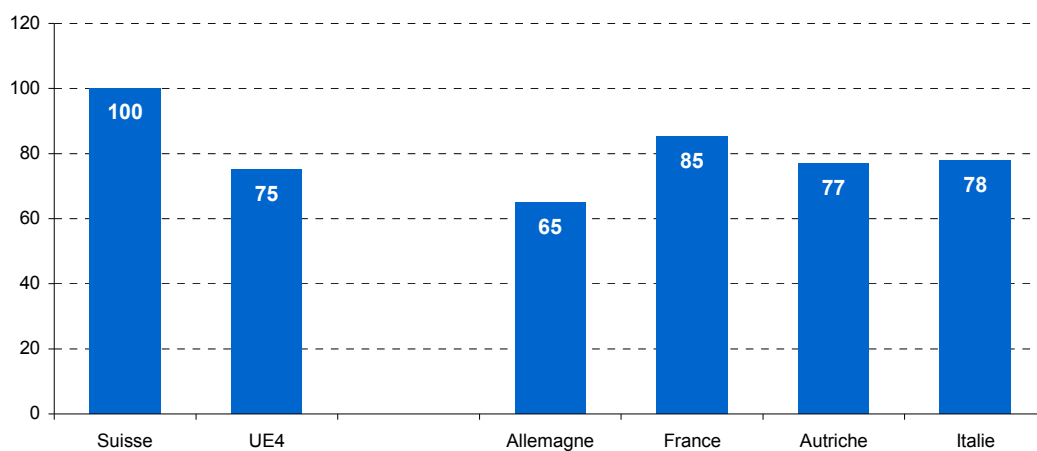
L'une des principales composantes de coût du commerce de détail suisse est l'approvisionnement sur le marché intérieur. Ceci vaut en particulier pour le secteur alimentaire. Pour le segment non alimentaire, la part des biens produits à l'étranger est nettement plus élevée. Le principal fournisseur du secteur alimentaire est l'industrie des denrées alimentaires, boissons et tabacs. Environ 80% des coûts d'approvisionnement du secteur alimentaire concernent cette industrie. Dans les pays de comparaison, les coûts du commerce de détail à l'approvisionnement sont en moyenne inférieurs de 20% au niveau suisse dans ce secteur.

Fig. 4-3 Niveaux relatifs des prix à la production de l'industrie des denrées alimentaires, boissons et tabacs 2009



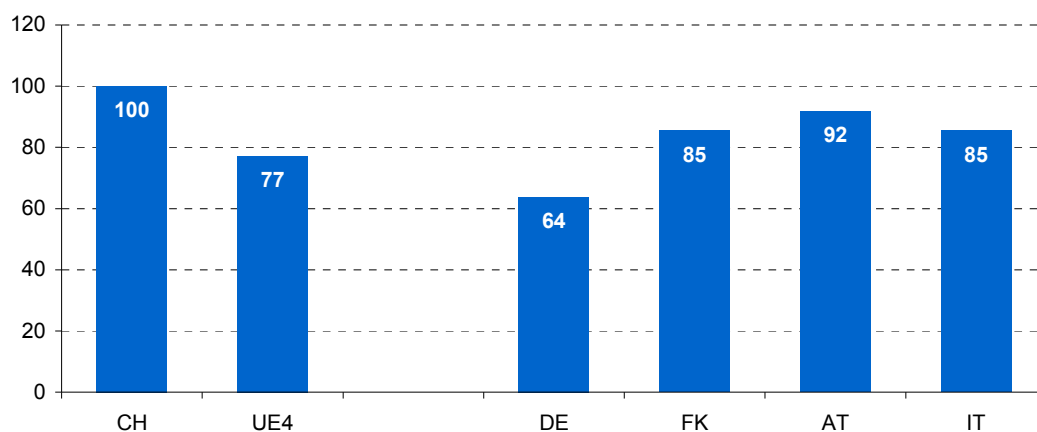
Niveaux relatifs des prix à la production, Suisse=100
Source: BAKBASEL

Le surcroît de coûts d'approvisionnement sur le marché intérieur est surtout dû à l'achat direct de marchandises dans le secteur agricole ou par l'intermédiaire du commerce de gros. Dans les deux cas, on constate un fort différentiel de coût en comparaison internationale. Malgré quelques avancées importantes en matière de politique agricole, la comparaison des niveaux de prix entre la Suisse et les pays européens retenus reste frappante: le commerce de détail des quatre pays UE paie 15 à 35% de moins à l'approvisionnement auprès de l'agriculture nationale que le commerce de détail suisse (UE: -25%)

Fig. 4-4 Niveaux relatifs des prix à la production de l'agriculture 2009

Source: BAKBASEL

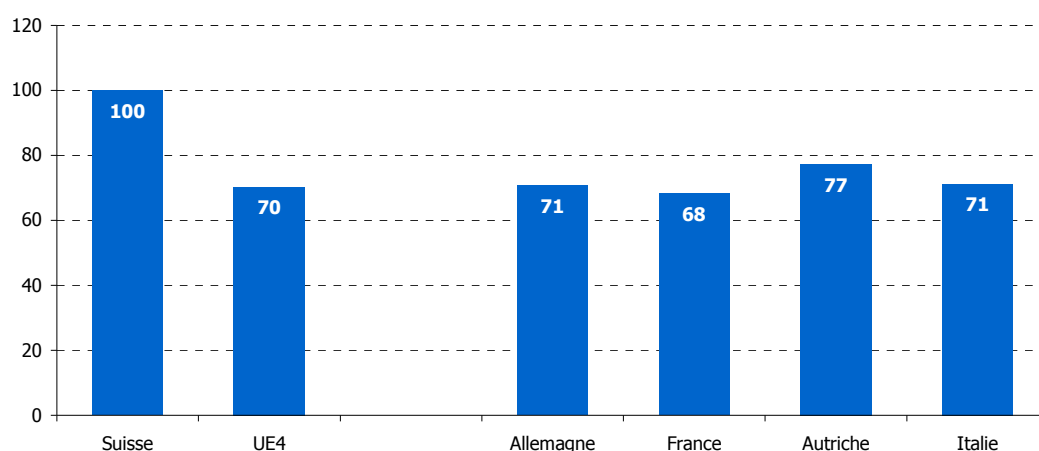
Les services du commerce de gros présentent également des prix nettement plus élevés en Suisse que dans les pays européens de comparaison. Dans les quatre pays retenus, le niveau de prix est en moyenne inférieur de 23% à la Suisse. C'est par rapport au commerce de gros allemand que la différence de prix est la plus forte: environ 36%. Pour les autres pays de comparaison, la différence est de 8 à 15%.

Fig. 4-5 Niveaux relatifs des prix à la production du commerce de gros 2009

Source: BAKBASEL

Le domaine de l'approvisionnement à l'étranger présente également des différences de prix. Compte tenu des différences liées aux niveaux des droits de douane, le commerce de détail étranger paie en moyenne 30% de moins pour les marchandises achetées à l'étranger que le commerce de détail suisse. Les grands pays que sont l'Allemagne (indice: 71) et la France (68) possèdent des avantages particuliers en la matière.

Fig. 4-6 Coûts relatifs d'approvisionnement à l'importation de denrées alimentaires, 2009

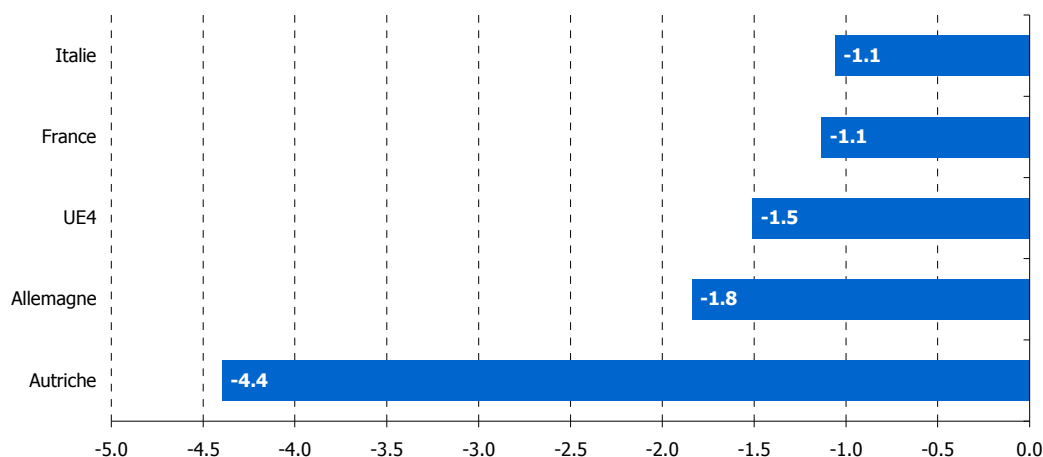


Indice Suisse=100

Sources: Eurostat, DGD, calcul BAKBASEL

Ces quatre dernières années, une légère réduction relative des prix est intervenue quant aux importations suisses de denrées alimentaires par rapport à l'étranger. Face à la moyenne des quatre pays voisins, le recul relatif des prix à l'importation s'élève à 1.5%. C'est surtout par rapport à l'Autriche que se vérifie une nette amélioration ces derniers temps (-4.4 points de pourcentage).

Fig. 4-7 Variation des coûts relatifs d'approvisionnement à l'importation de denrées alimentaires, 2005-09

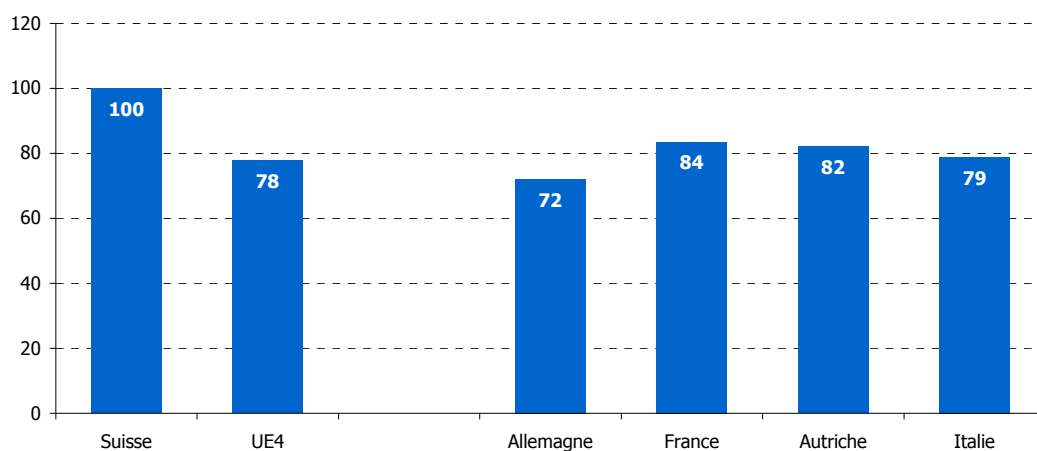


Taux de variation en points d'indice

Sources: Eurostat, DGD, calcul BAKBASEL

En résumé, l'approvisionnement en denrées alimentaires sur le marché intérieur et à l'importation occasionne un désavantage moyen de coût à hauteur de 22% au détriment du commerce de détail suisse.

Fig. 4-8 Coûts relatifs d'approvisionnement en denrées alimentaires 2009

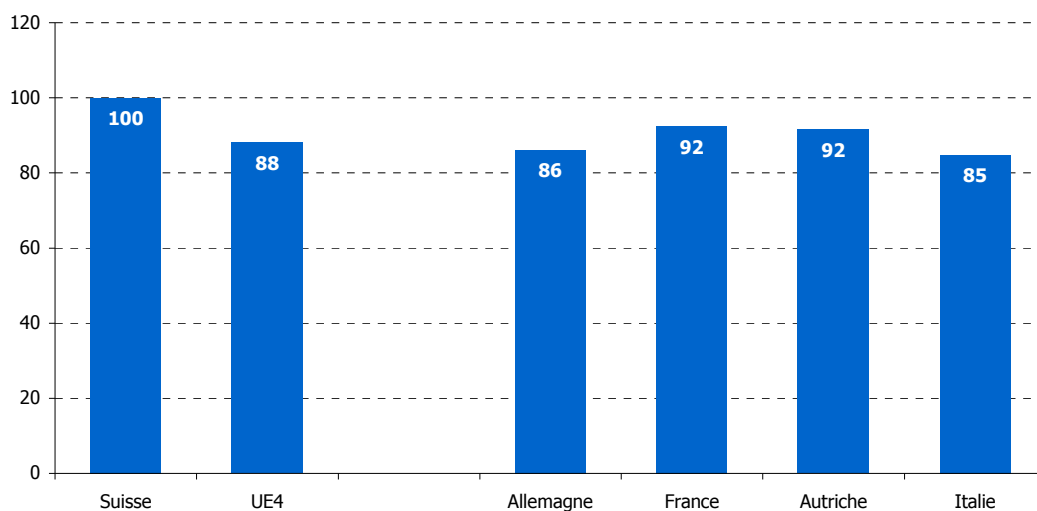


Coûts relatifs d'approvisionnement, indice Suisse=100, 2009
Source: BAKBASEL

4.3.2 Coûts d'approvisionnement du secteur non alimentaire

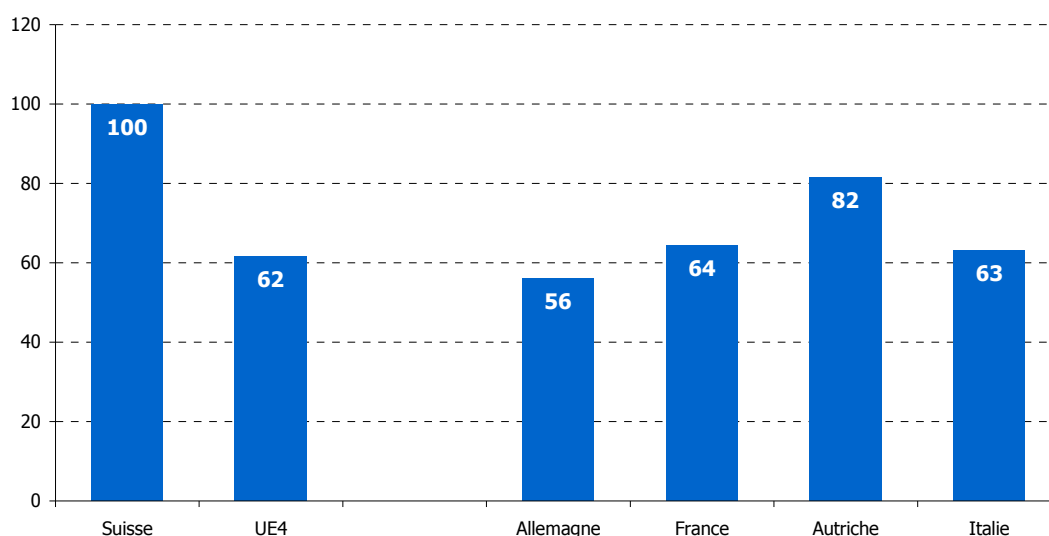
Pour le secteur non alimentaire, la part du coût d'approvisionnement sur le marché intérieur est nettement plus petite que dans le secteur alimentaire. Dans ce domaine, les facteurs de surcoût sont surtout le transport et les services du commerce de gros. D'une manière générale, le désavantage de coût s'élève en moyenne à 12%.

Fig. 4-9 Coûts relatifs d'approvisionnement non alimentaire sur le marché intérieur 2009



Coûts relatifs d'approvisionnement, indice Suisse=100, 2009
Source: BAKBASEL

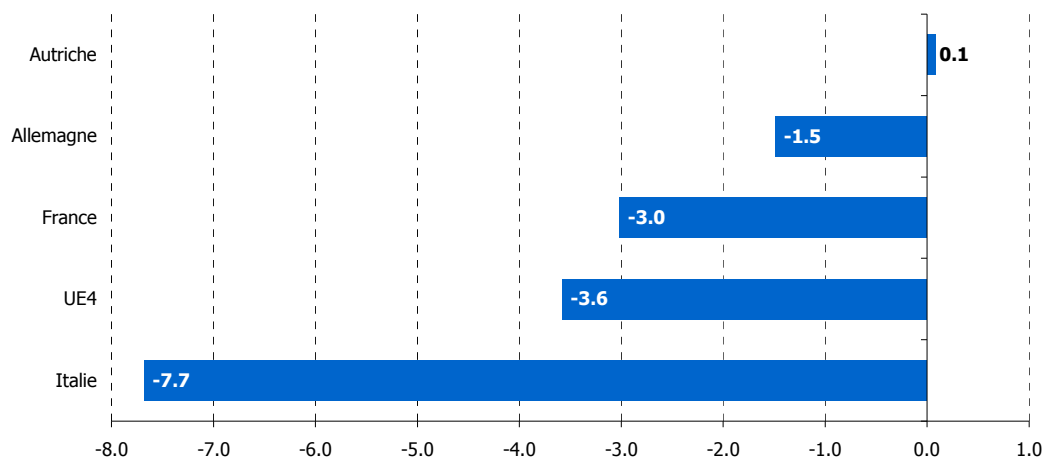
Fig. 4-10 Coûts relatifs d'approvisionnement non alimentaire à l'importation, 2009



Coûts relatifs d'approvisionnement, indice Suisse=100
Sources: Eurostat, GDG, calcul BAKBASEL

Dans le domaine non alimentaire, l'approvisionnement à l'étranger est beaucoup plus important que pour les produits alimentaires. Dans l'ensemble, le différentiel de coût d'approvisionnement à hauteur de 38% est plus élevé que pour le secteur alimentaire. Pour l'Autriche, l'avantage de coût n'est que de 18%, une valeur clairement inférieure à celle des trois autres pays européens; des effets d'échelle s'exercent donc probablement quant à l'approvisionnement à l'importation. Depuis 2005, les prix relatifs à l'importation ont reculé de 3.6% pour le commerce de détail suisse par rapport aux quatre pays voisins. Une amélioration se fait surtout sentir par rapport à l'Italie.

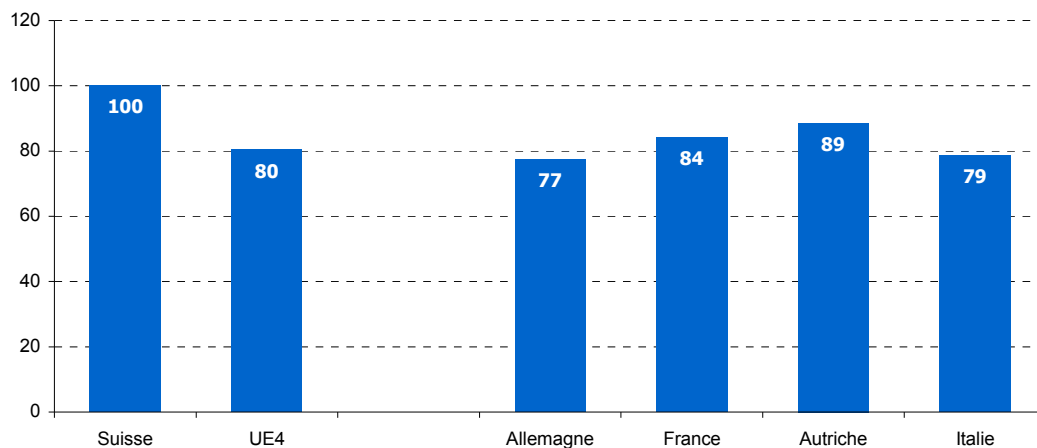
Fig. 4-11 Variation des coûts relatifs d'approvisionnement à l'importation non alimentaire, 2005-09



Coûts relatifs d'approvisionnement, indice Suisse=100
Sources: Eurostat, DGD, calcul BAKBASEL

En résumé, l'approvisionnement en produits non alimentaires sur le marché intérieur et à l'importation occasionne un désavantage moyen de coût à hauteur de 20% au détriment du commerce de détail suisse.

Fig. 4-12 Coûts relatifs d'approvisionnement non alimentaire 2009

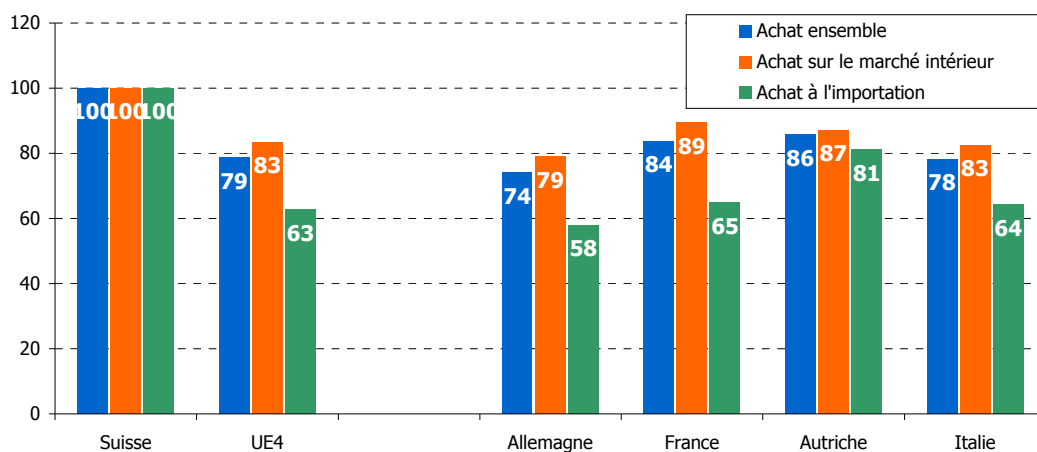


Coûts relatifs d'approvisionnement, indice Suisse=100, 2009
Source: BAKBASEL

4.3.3 Résumé: coûts d'approvisionnement

En synthétisant les résultats de l'analyse des coûts d'approvisionnement, on identifie un désavantage moyen de coût à hauteur de 21% au détriment du commerce de détail suisse. Particulièrement marqué, le désavantage de coût d'approvisionnement à l'étranger s'élève à 37% par rapport à la moyenne UE4.

Fig. 4-13 Coûts relatifs d'approvisionnement 2009



Coûts relatifs d'approvisionnement, indice Suisse =100, 2009
Source: BAKBASEL

Facteurs explicatifs des écarts en matière d'approvisionnement

Les facteurs explicatifs du niveau plus élevé des coûts d'approvisionnement à l'importation pour le commerce de détail suisse sont nombreux. Certains sont directement liés aux interventions des autorités dans le domaine de l'approvisionnement: droits de douane, dispositions légales en matière de déclaration en douane, entraves techniques au commerce, réglementations concernant les brevets et les ententes verticales. Le chapitre 8 traite ces questions de manière approfondie.

Le recul relatif des coûts d'approvisionnement observé dans le secteur alimentaire est en partie dû à l'évolution des conditions cadres politiques (notamment en termes de politique agricole). Du point de vue de la Suisse, l'amélioration intervenue en matière de coûts est surtout la conséquence de l'ouverture totale du marché du fromage par rapport à l'UE, la réduction des droits de douane sur les céréales et le renoncement réciproque à la compensation des prix du sucre.

Un motif économique majeur des différences des prix à l'importation, qui joue surtout dans le domaine non alimentaire, concerne les effets d'échelle. Les acheteurs allemands, français ou italiens disposent d'un avantage de par la taille de leur marché, et obtiennent donc de meilleures conditions que les acheteurs du marché suisse. Les quantités commandées par un importateur allemand représentent plusieurs fois les quantités que peut commander un importateur suisse, ce qui peut se répercuter très nettement sur les prix à l'unité.

Influence du taux de change sur les prix à l'importation

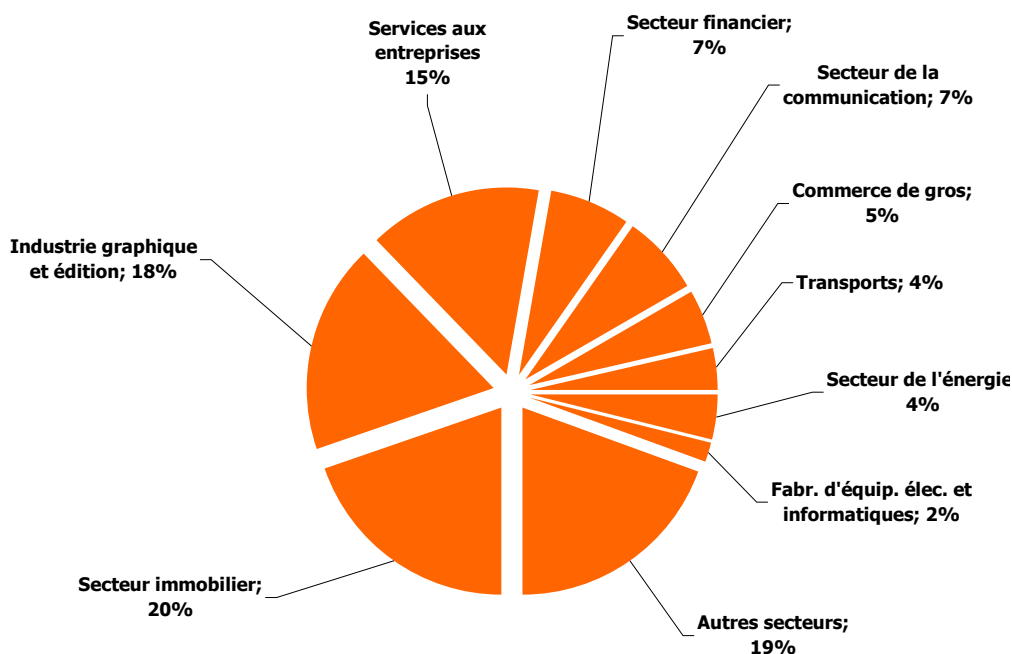
La forte appréciation du franc suisse dans l'année en cours a donné lieu à des discussions récurrentes sur la baisse des coûts à l'importation de marchandises pour le commerce de détail. Or l'importation de marchandises se fonde en règle générale sur des dispositions contractuelles ne se rapportant pas au taux actuel de change, mais à un taux fixé dans une phase préalable. Dans certains cas, les livraisons de marchandises sont libellées en francs suisses. L'effet de réduction des coûts en cas de revalorisation du franc n'intervient donc généralement pas avant un certain laps de temps, et uniquement si la valeur externe du franc se maintient à un niveau élevé sur la durée, lorsque les contrats arrivés à échéance sont (re)négociés. L'effet principal de la forte appréciation du franc en 2010 devrait donc se répercuter seulement l'année prochaine, à condition que se dessine la perspective d'un franc suisse durablement plus fort que ces dernières années.

4.4 Coûts de consommation intermédiaire

4.4.1 Structure des coûts de consommation intermédiaire

La prestation du commerce de détail réside dans la distribution des marchandises. Cette prestation inclut l'ensemble des activités liées à la distribution des marchandises au consommateur final: transport, stockage, tri, transformation, emballage, publicité et vente des marchandises. Pour produire la valeur ajoutée propre au commerce de détail, ce secteur dépend des prestations d'autres branches. Ces prestations entrent dans les comptes du commerce de détail sous forme de consommations intermédiaires et sont liées à des coûts. Les consommations intermédiaires sont clairement distinctes des coûts d'approvisionnement traités au point 4.3.

Fig. 4-14 Structure de consommation intermédiaire du commerce de détail



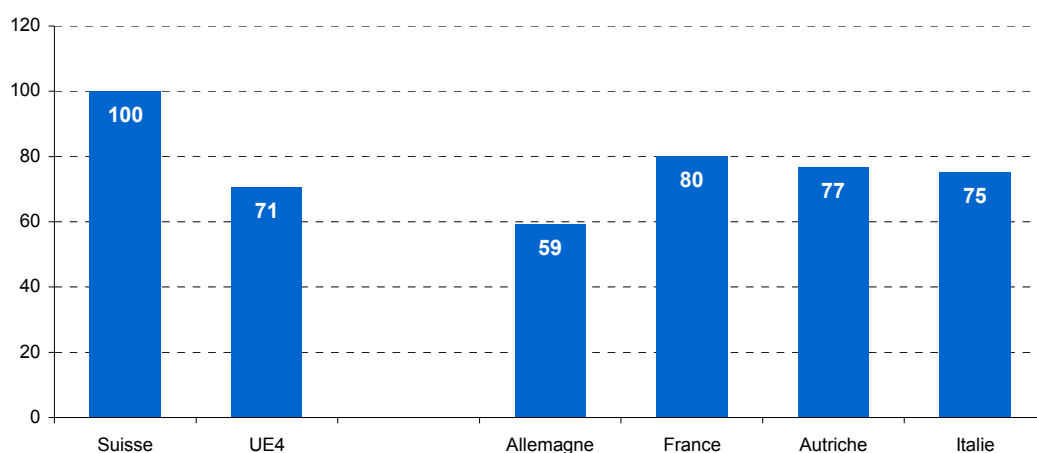
Part à l'ensemble de la consommation intermédiaire
Sources: Nathani et. al. (2008), BAKBASEL

Les principaux secteurs fournisseurs de consommations intermédiaires au commerce de détail sont l'industrie immobilière, l'industrie graphique et l'édition, les services aux entreprises (notamment le secteur de la publicité), le secteur de la communication et le commerce de gros. Ces 7 branches couvrent environ 80% des biens et services fournis par d'autres branches au cours du processus de production du commerce de détail. Le point suivant présente une comparaison internationale des prix à la production de ces secteurs fournisseurs.

4.4.2 Ecart de coûts des principaux secteurs fournisseurs de consommation intermédiaire

Le principal secteur fournisseur de consommations intermédiaires au commerce de détail est le secteur immobilier. Les coûts imposés au commerce de détail dans ce domaine sont en moyenne inférieurs de 29% à l'étranger. Le secteur immobilier dénote aussi de fortes différences entre les pays européens de comparaison, en particulier entre l'Allemagne et la France. Le surcoût touchant la Suisse s'explique en partie par les ressources limitées; le terrain à bâtir dans les zones intéressantes est plus cher que dans les pays voisins en termes d'investissements et de loyers pour les surfaces commerciales. Les règles de construction constituent un autre facteur de surcoût.

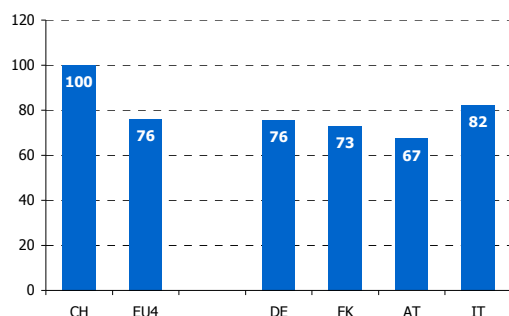
Fig. 4-15 Niveaux relatifs des prix à la production du secteur immobilier 2009



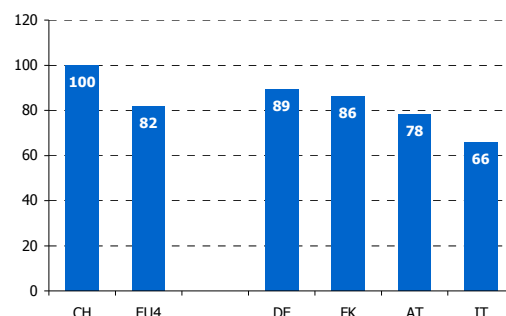
Source: BAKBASEL

Le deuxième secteur fournisseur est l'industrie graphique et l'édition. L'impression de matériel publicitaire et d'annonces représente ici la dépense la plus importante. Le commerce de détail étranger paie en moyenne 24% de moins qu'en Suisse pour ce type de consommations intermédiaires. Les effets d'échelle jouent probablement un rôle majeur en la matière. Le marché suisse est non seulement beaucoup plus petit que l'Allemagne, par exemple, mais de surcroît divisé en régions: les brochures publicitaires sont donc imprimées et distribuées en trois langues.

Les services aux entreprises constituent le troisième secteur en importance quant aux coûts de consommation intermédiaire du commerce de détail. Il s'agit d'un agrégat d'activités très hétérogènes, recouvrant notamment le secteur de la publicité, le conseil en gestion, le conseil juridique et fiscal et le nettoyage des bâtiments. A nouveau, la comparaison dénote des différences notables entre les pays européens retenus: tandis que les prix allemands s'élèvent à 89% du niveau des prix en Suisse, les prix des offres en Italie se situent environ 34% au-dessous de la valeur suisse. En moyenne, le désavantage de coût du commerce de détail suisse se monte à 18%.

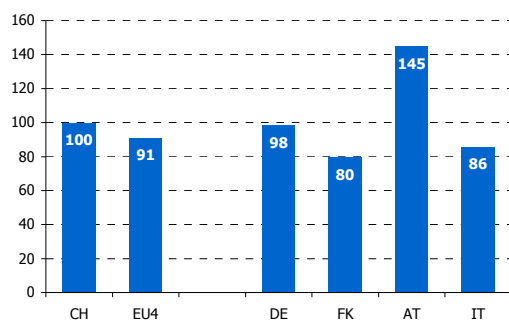
Fig. 4-16 Niveaux relatifs des prix à la production dans l'industrie graphique et l'édition 2009

Source: BAKBASEL

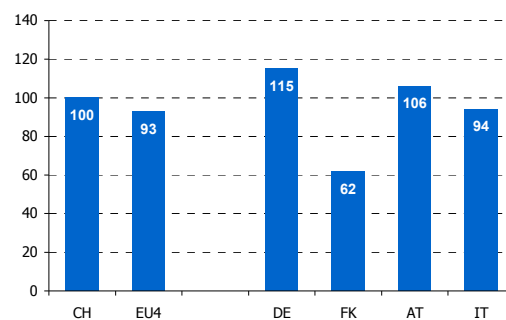
Fig. 4-17 Niveaux relatifs des prix à la production dans les services aux entreprises 2009

Source: BAKBASEL

La communication et l'énergie sont deux importants secteurs organisés en réseau qui ont connu des mesures de libéralisation, tant en Suisse qu'en UE, ces dernières années. Le secteur de la communication a subi de profondes transformations au cours des dernières années. La rapidité de ce processus de libéralisation est cependant inégale entre les pays, et les prix varient donc très fortement par pays. Le désavantage de la Suisse s'élève au total à 9%. Dans le domaine de l'énergie, les pays européens ont également entrepris de grands efforts de libéralisation, qui se répercutent sur les prix. Ces dernières années, la Suisse est à nouveau parvenue à améliorer sa position. Le désavantage suisse en termes de coûts d'énergie se monte dans l'ensemble à 7%. Ce désavantage s'explique en premier lieu par la part élevée de la consommation française d'énergie nucléaire, qui est produite à moindre coût.

Fig. 4-18 Niveaux relatifs des prix à la production dans la communication 2009

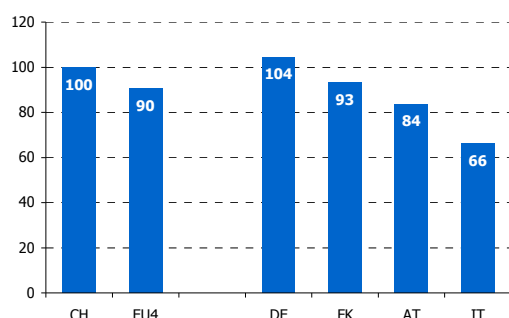
Source: BAKBASEL

Fig. 4-19 Niveaux relatifs des prix à la production dans l'énergie 2009

Source: BAKBASEL

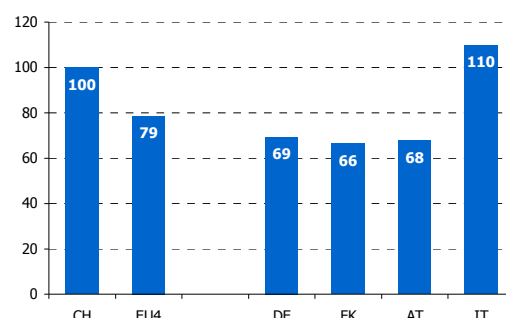
Les transports font aussi partie des secteurs encore soumis à une forte influence des autorités, par exemple sous la forme de taxes sur les carburants ou de droits de péage pour l'usage des autoroutes. En Suisse, le péage (RPLP) a été introduit en 2001, en Allemagne en 2005 et en Autriche en 2004. Si les taxes sur les carburants ou les redevances frappant les camions exercent un impact direct sur les coûts de production du secteur des transports, les réglementations comme l'interdiction de circuler la nuit pour les poids lourds constituent des facteurs indirects qui font également monter les coûts en allongeant la durée du transport. Les données disponibles indiquent pour le secteur des transports des pays voisins un avantage de coût de 10% en moyenne. Toutefois les statistiques disponibles pour ce secteur concernent tant le transport de personnes que de biens.

Fig. 4-20 Niveaux relatifs des prix à la production dans les transports 2009



Source: BAKBASEL

Fig. 4-21 Niveaux relatifs de prix à la production dans le secteur bancaire 2009



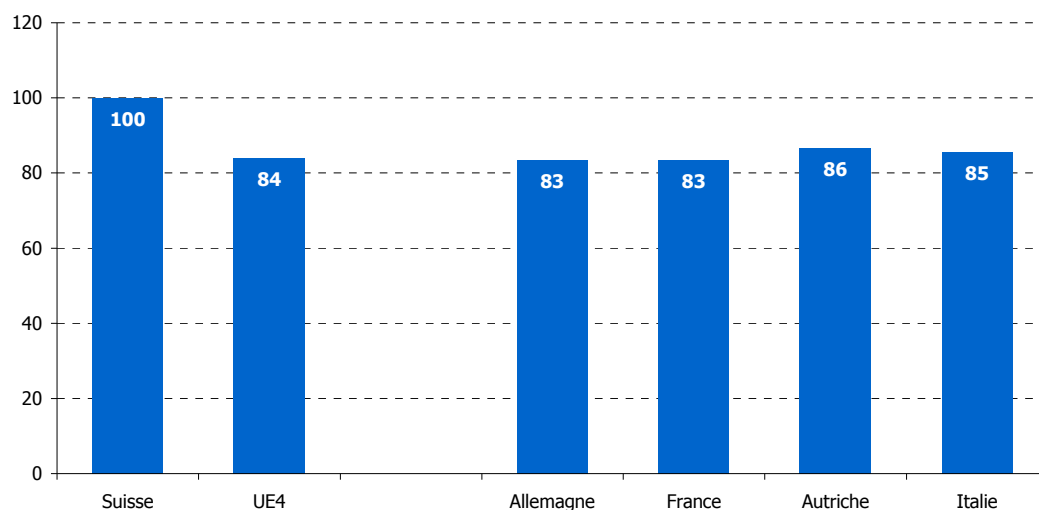
Source: BAKBASEL

La consommation intermédiaire de services fournis par le secteur bancaire concerne principalement les taxes, par ex. pour le traitement du trafic des paiements. A l'étranger, les coûts des services du secteur bancaire sont en moyenne inférieurs de 21% à ceux qui incombent au commerce de détail suisse.

4.4.3 Résumé: consommation intermédiaire

Le désavantage de coût imposé au commerce de détail suisse en matière de consommation intermédiaire par rapport aux pays européens retenus s'élève à 16%.

Fig. 4-22 Coûts de consommation intermédiaire du commerce de détail en comparaison internationale 2009



Source: BAKBASEL

4.5 Coût de la main-d'œuvre

Le facteur de la main-d'œuvre joue un rôle particulièrement important pour le commerce de détail. En effet, la dernière phase de la chaîne de valorisation consiste en une interaction entre le personnel et le client. La densité de personnel est comparativement très élevée dans ce secteur. Ce sont les collaborateurs qui créent la partie déterminante de la valeur ajoutée du commerce de détail. La qualité du service constitue le principe clé. Outre l'aspect de la prestation de service, le prix du facteur du travail est donc un élément significatif pour la comparaison internationale.

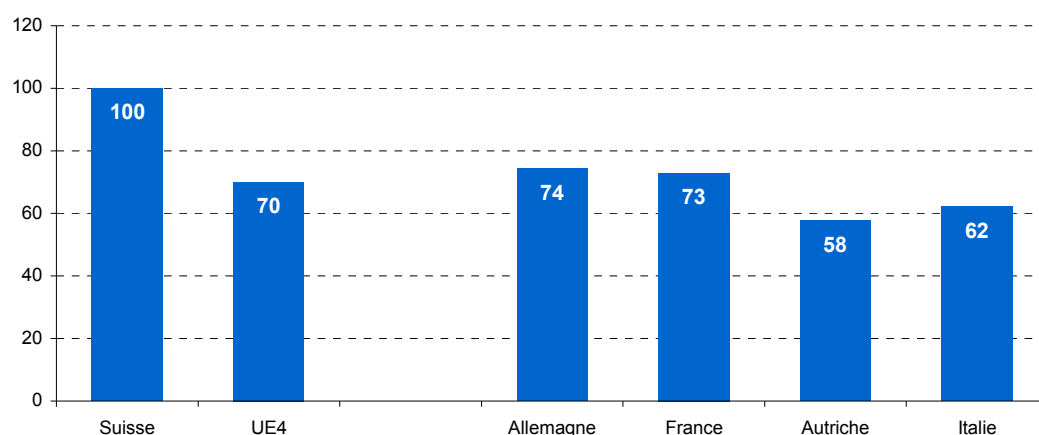
L'analyse du coût du travail doit prendre en compte tant les salaires et les traitements bruts que les charges salariales. Ce dernier élément donne en effet lieu à des différences significatives au plan international. Les charges salariales concernent notamment les cotisations de l'employeur aux assurances sociales prévues par la loi, les conventions collectives de travail ou les contrats individuels ainsi que les cotisations librement versées et les prestations sociales directes comme le maintien du salaire en cas de maladie.

La seule considération des coûts nominaux ne parvient cependant pas à appréhender le facteur de la main-d'œuvre de manière adéquate. Pour évaluer l'impact d'un niveau élevé de coût du travail sur la rentabilité de l'entreprise, l'analyse doit prendre en compte le coût, mais aussi la «performance» du facteur de la main-d'œuvre. Une telle approche exige la comparaison des «coûts salariaux unitaires». Ce concept désigne le coût du travail par unité produite. Il exprime le coût du travail nécessaire à la production d'une unité produite d'une valeur d'un franc. Des coûts salariaux unitaires supérieurs à la moyenne s'expliquent soit par un coût du travail majoré par heure, soit par une productivité horaire inférieure à la moyenne.

4.5.1 Coût salarial brut

Le graphique n° 4-23 illustre la comparaison internationale du coût salarial brut du commerce de détail. Le haut niveau des salaires suisses apparaît clairement: le commerce de détail suisse accuse un écart de 30% en moyenne. En Allemagne, les coûts salariaux bruts sont inférieurs de 26% au niveau suisse. Suit la France, dont le niveau salarial se situe environ 27% au-dessous de la valeur de la Suisse. Dans la seule perspective des coûts salariaux bruts, c'est en Autriche et en Italie que le facteur du travail coûte le moins «cher», l'écart est ici d'environ 40%.

Fig. 4-23 Coûts salariaux bruts du commerce de détail 2009

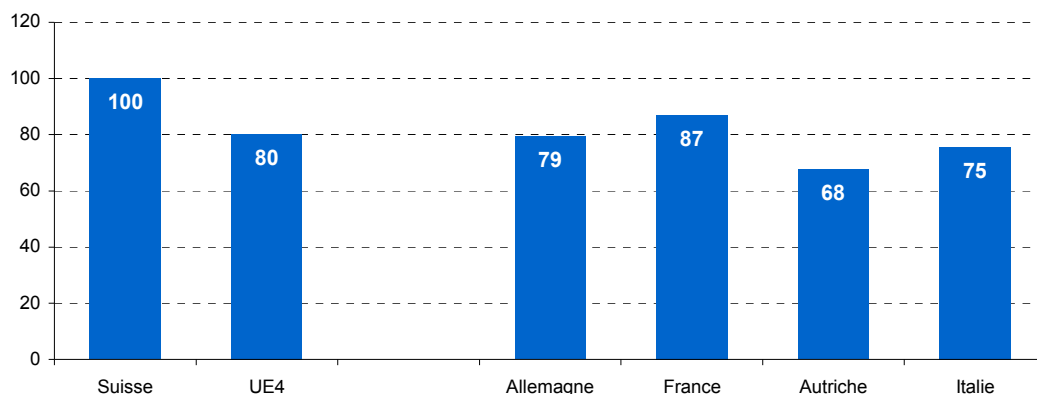


Source: BAKBASEL

4.5.2 Coût salarial total

Dans une optique qui recouvre non seulement les salaires bruts, mais aussi les charges salariales induites par l'emploi, la position du commerce de détail suisse s'améliore nettement. Il apparaît que tous les pays de comparaison présentent des charges salariales plus élevées que la Suisse. C'est pourquoi le désavantage de coût ne s'élève qu'à 20%, l'écart est donc plus petit que si l'on ne considère que les salaires et traitements bruts.

Fig. 4-24 Coût de la main-d'œuvre du commerce de détail 2009

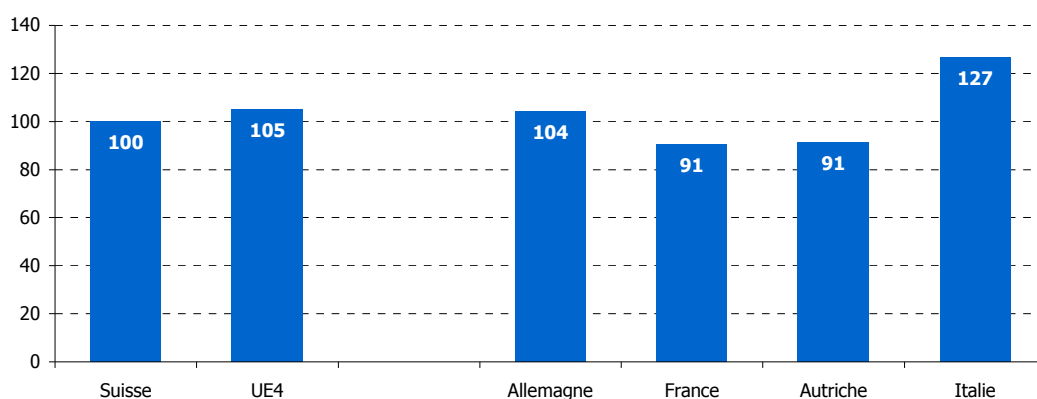


Source: BAKBASEL

4.5.3 Coûts salariaux unitaires

Grâce à une productivité supérieure à la moyenne, le commerce de détail suisse parvient à surcompenser son désavantage quant au coût plus élevé du travail par rapport aux pays voisins. En termes de coût du travail «corrigé des variations de la productivité», la Suisse possède ici un avantage de près de 5%.

Fig. 4-25 Coûts salariaux unitaires du commerce de détail 2009



Source: BAKBASEL

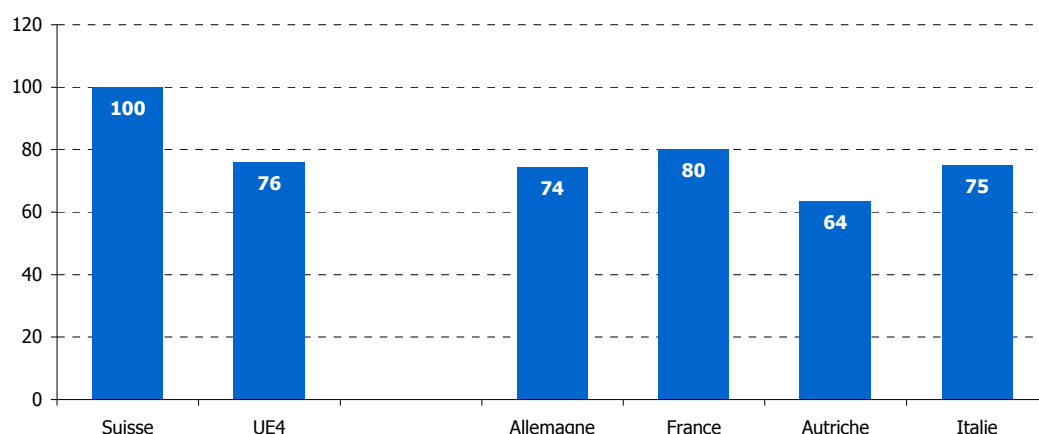
4.5.4 Salaires nets en parité de pouvoir d'achat

Du point de vue des employés, les salaires nets sont l'élément qui prime pour la comparaison internationale. Car le niveau des impôts et des cotisations aux assurances sociales peut différer fortement au plan international. Dans l'optique des employés et des consommateurs, la comparaison internationale des salaires doit en outre tenir compte du coût de la vie dans les différents pays. Il s'agit donc de convertir les salaires nominaux en valeurs «réelles» à l'aide des parités de pouvoir d'achat.

L'analyse des salaires nets en parité de pouvoir d'achat montre que le niveau de vie d'un employé du commerce de détail est clairement supérieur en Suisse à celui des pays européens de comparaison. Nous avons vu que les salaires bruts du commerce de détail suisse sont nettement plus élevés du fait d'une productivité nettement plus forte qu'à l'étranger. L'écart quant aux salaires bruts étant clairement supérieur à l'écart du coût de la vie, on constate que le commerce de détail verse des salaires nettement plus élevés que les pays UE4, même en parité de pouvoir d'achat.

S'y ajoute le fait que la quote-part des impôts et des contributions est plus basse en Suisse que dans les pays voisins. Il en résulte pour les employés suisses un effet de moindre prélèvement socio-fiscal (selon la formule allemande «mehr netto vom brutto») que dans les pays de comparaison. En moyenne, le pouvoir d'achat d'un employé du commerce de détail des quatre pays retenus est inférieur de 24% au niveau suisse.

Fig. 4-26 Salaires nets en parité de pouvoir d'achat des employés du commerce de détail 2009



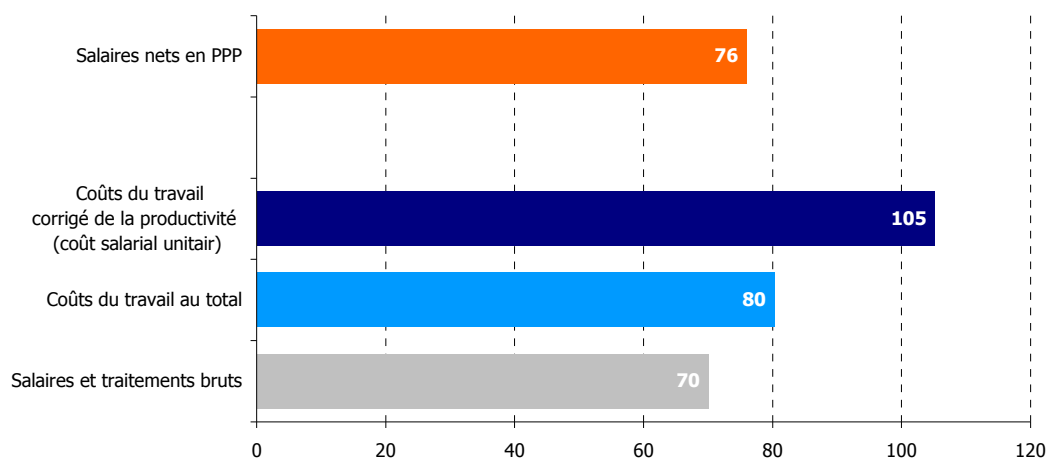
Source: BAKBASEL

4.5.5 Résumé: coût de la main-d'œuvre

Concernant la rémunération du facteur du travail, la synthèse montre que le commerce de détail suisse verse des salaires bruts nettement plus élevés. Dans les pays UE4, les salaires bruts sont en moyenne inférieurs de 30% au niveau suisse. Si l'on inclut les charges salariales, l'écart en matière de coût du travail se réduit quelque peu. Mais le coût total de la main-d'œuvre reste inférieur de 20% à la valeur suisse en moyenne UE4. Or le commerce de détail suisse parvient à surcompenser ce désavantage de coût grâce à une productivité supérieure à la moyenne en comparaison avec les pays européens. Une analyse du coût du travail qui inclut, outre les coûts nominaux, la dimension de la performance – c'est-à-dire une comparaison des coûts salariaux unitaires – fait apparaître un avantage à hauteur de 5% pour la Suisse.

Cette analyse établit que les employés du commerce de détail suisse sont nettement mieux rémunérés que dans les pays voisins. Même si l'on corrige les résultats obtenus en tenant compte du coût de la vie en Suisse, comparativement élevé en moyenne, l'avantage en matière de salaire net (en parité de pouvoir d'achat) se monte encore à 24% par rapport aux employés du commerce de détail des pays UE4.

Fig. 4-27 Analyse du coût de la main-d'œuvre du commerce de détail UE4 en comparaison avec la Suisse 2009



Niveaux relatifs de salaires et de coûts, indice, CH=100

Source: BAKBASEL

4.6 Taxe sur la valeur ajoutée

Une comparaison des facteurs de coûts et des prix de marché du commerce de détail doit en outre tenir compte de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA). Une partie du différentiel des prix à la consommation découle des taux de taxe sur la valeur ajoutée, divers selon les pays. Au sein du choix de pays retenus, c'est le commerce de détail suisse qui présente le plus faible taux de TVA. Le tableau suivant synthétise les différents niveaux de taxe sur la valeur ajoutée par pays.

Tab. 4-1 Taux de TVA en comparaison internationale

	Taux normal	Taux réduit	Taux moyen	"Avantage TVA" pour la Suisse
Suisse	7.6	2.4	4.8	
UE4	19.5	4.8	11.7	6.9
Allemagne	19.0	7.0	12.6	7.8
France	19.6	2.1	10.3	5.5
Autriche	20.0	10.0	14.7	9.9
Italie	20.0	4.0	11.5	6.7

Sources: OCDE, calcul BAKBASEL

Cette présentation montre que l'écart entre le taux de TVA suisse et la moyenne des autres pays est nettement moins marqué pour le taux réduit que pour le taux normal. Le taux réduit de TVA concerne surtout le domaine des produits alimentaires. La statistique TVA 2007 indique qu'environ la moitié du chiffre d'affaires du commerce de détail concerne des produits soumis au taux réduit de TVA. Il en résulte un taux de TVA moyen de 4.8%. D'une manière générale, le commerce de détail suisse possède un «avantage TVA» d'environ 7%. La différence en matière de TVA est particulièrement significative par rapport à l'Autriche: 10%.

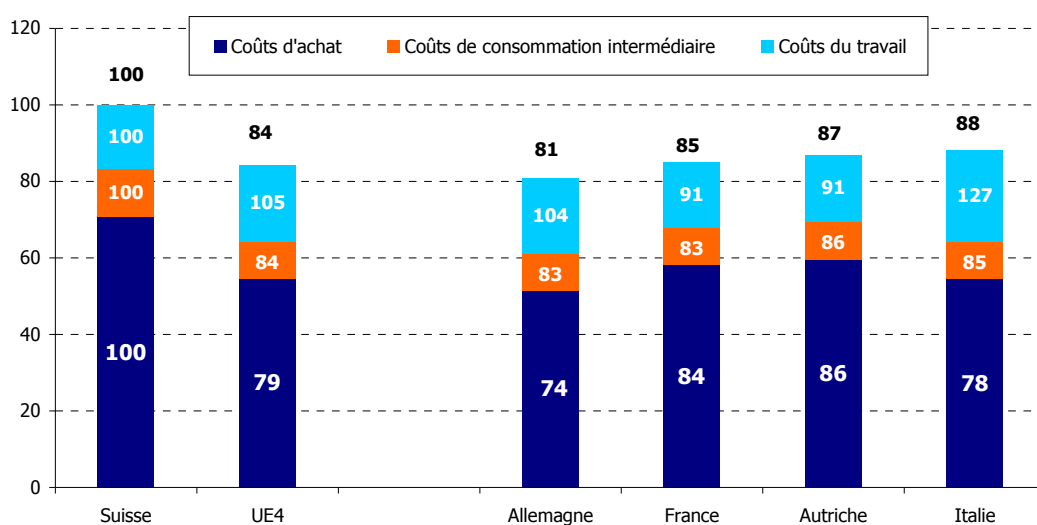
4.7 Autres facteurs de coût

La prise en compte des coûts d'approvisionnement, de consommation intermédiaire, de main-d'œuvre et de TVA fait apparaître un résidu de surcoût non élucidé, dont la portée est relativement réduite. Ceci concerne par exemple la marge bénéficiaire, une différence résiduelle de qualité ou d'autres restants liés à des erreurs de mesure. Pour des raisons de manque de données, ces «autres facteurs» ne sont pas analysés plus précisément.

4.8 Résumé des principaux facteurs de coût

Si l'on synthétise les trois postes de coût que sont l'approvisionnement, la consommation intermédiaire et la main-d'œuvre, on obtient pour le commerce de détail européen un avantage de coût de 16% en moyenne. Les deux premières composantes de coût sont les plus importantes: dans ces domaines, l'avantage des autres pays se monte à 21% et 16%. Pour le coût du travail, le commerce de détail suisse présente même un léger avantage en termes de coût de la main-d'œuvre en parité de pouvoir d'achat. Le coût salarial brut – charges salariales comprises – en moyenne UE4 est certes inférieur de 20% à la valeur suisse. Mais le commerce de détail suisse parvient à surcompenser ce désavantage de coût grâce à une productivité du travail supérieure à la moyenne.

Fig. 4-28 Les principaux facteurs de coût du commerce de détail en comparaison internationale



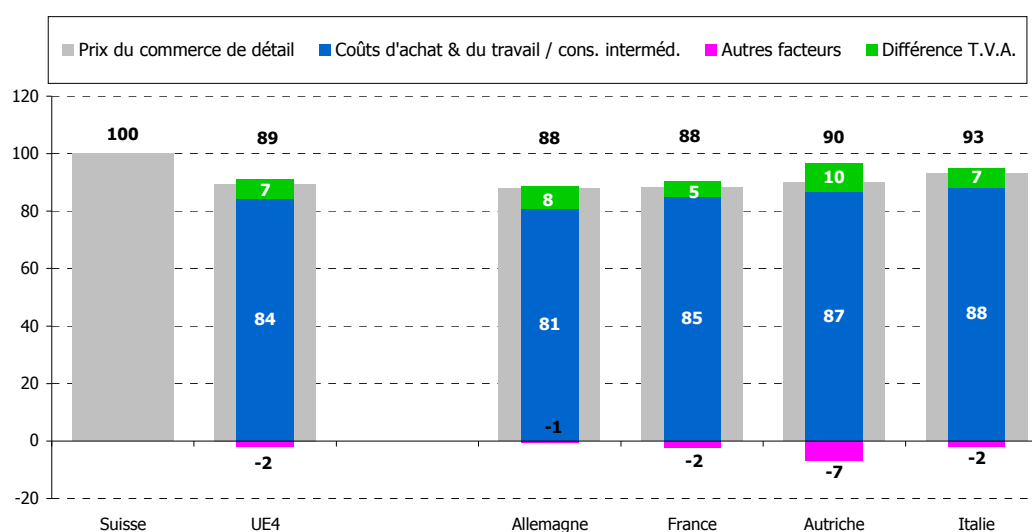
Lecture: La valeur indiquée au-dessus des colonnes désigne les coûts relatifs; en moyenne UE4, la somme des coûts d'approvisionnement, de consommation intermédiaire et de travail se monte donc à 84% du niveau suisse. Les tronçons des colonnes indiquent, par leur hauteur, la contribution du facteur de coût concerné à l'ensemble des coûts dans le pays considéré; d'autre part, l'indice par rapport à la Suisse est inscrit sur chaque tronçon. Le graphique indique par exemple que les coûts relatifs d'approvisionnement, de consommation intermédiaire et de travail du commerce de détail allemand s'élèvent à 81% de la valeur correspondante du commerce de détail suisse.

Source: BAKBASEL

4.9 Synthèse des comparaisons de coûts et de prix

La synthèse des coûts et des prix doit en outre tenir compte des différents niveaux de taxe sur la valeur ajoutée selon les pays. Outre les trois principaux postes de coût, le graphique ci-dessous présente donc aussi l'écart en matière de TVA pour expliquer le différentiel des prix à la consommation. Enfin, ce graphique n° 4-29 inclut une grandeur résiduelle intitulée «autres facteurs». Celle-ci exprime l'écart entre, d'une part, les niveaux relatifs réels des prix à la consommation et, d'autre part, la partie du niveau des prix à la consommation explicable par les coûts d'approvisionnement, de consommation intermédiaire et de travail ainsi que par la différence de TVA.

Fig. 4-29 Synthèse des comparaisons de coûts et de prix



Lecture: La valeur indiquée au-dessus des colonnes désigne les prix relatifs à la consommation; en moyenne UE4, les prix à la consommation se montent donc à 89% du niveau suisse. Les tronçons des colonnes indiquent, par leur hauteur, la contribution du facteur de coût concerné aux prix à la consommation dans le pays considéré; d'autre part, l'indice par rapport à la Suisse est inscrit sur chaque tronçon. Le graphique indique par exemple que les coûts relatifs d'approvisionnement, de consommation intermédiaire et de travail du commerce de détail allemand s'élèvent à 81% de la valeur correspondante du commerce de détail suisse.

Source: BAKBASEL

Pour l'exemple de la France, l'impact des postes de coût et de la différence de TVA donne lieu à un indice de 90. Mais le niveau relatif des prix à la consommation se monte à 88% de la valeur suisse. Il existe donc pour la France une grandeur résiduelle négative de 2 points de pourcentage. La somme des facteurs de coût analysés est supérieure de 2 points de pourcentage aux prix relatifs à la consommation.

Il n'est pas possible de déterminer, dans le cadre de cette étude, les raisons de cette grandeur résiduelle par pays. Une telle recherche exigerait des études de cas détaillées. Au nombre des éléments d'explication possibles, on peut citer les autres facteurs de coût évoqués au point 4.7 ou encore d'autres effets non identifiés dans les différents pays. Il peut en outre exister des différences liées aux statistiques, car les données agrégées proviennent de diverses sources. Concernant la validité analytique de la présente étude, centrée sur les postes de coûts que sont l'approvisionnement, la consommation intermédiaire et la main-d'œuvre, il est important que la grandeur résiduelle soit comparativement faible, ou ne soit en tous cas pas supérieure à la partie explicable de l'écart de prix pour la moyenne des pays retenus. Ce critère est respecté dans la mesure où la grandeur résiduelle s'élève à 2 points de pourcentage seulement pour la moyenne des quatre pays étudiés. Hormis 2 points de pourcentage, les différences observées au niveau des facteurs de coût sont dans l'ensemble identiques aux différences des prix à la consommation.

En résumé, on constate que le commerce de détail des pays voisins que sont l'Allemagne, la France, l'Autriche et l'Italie possède un avantage de coût de 16% par rapport au commerce de détail suisse. Etant donné que la TVA renchérit d'environ 7% les prix relatifs à la consommation dans ces pays, la différence restante des prix à la consommation est de 9%. Il subsiste en outre un résidu inexpliqué de 2 points de pourcentage; les prix du commerce de détail en moyenne UE4 sont donc 11% moins élevés qu'en Suisse.

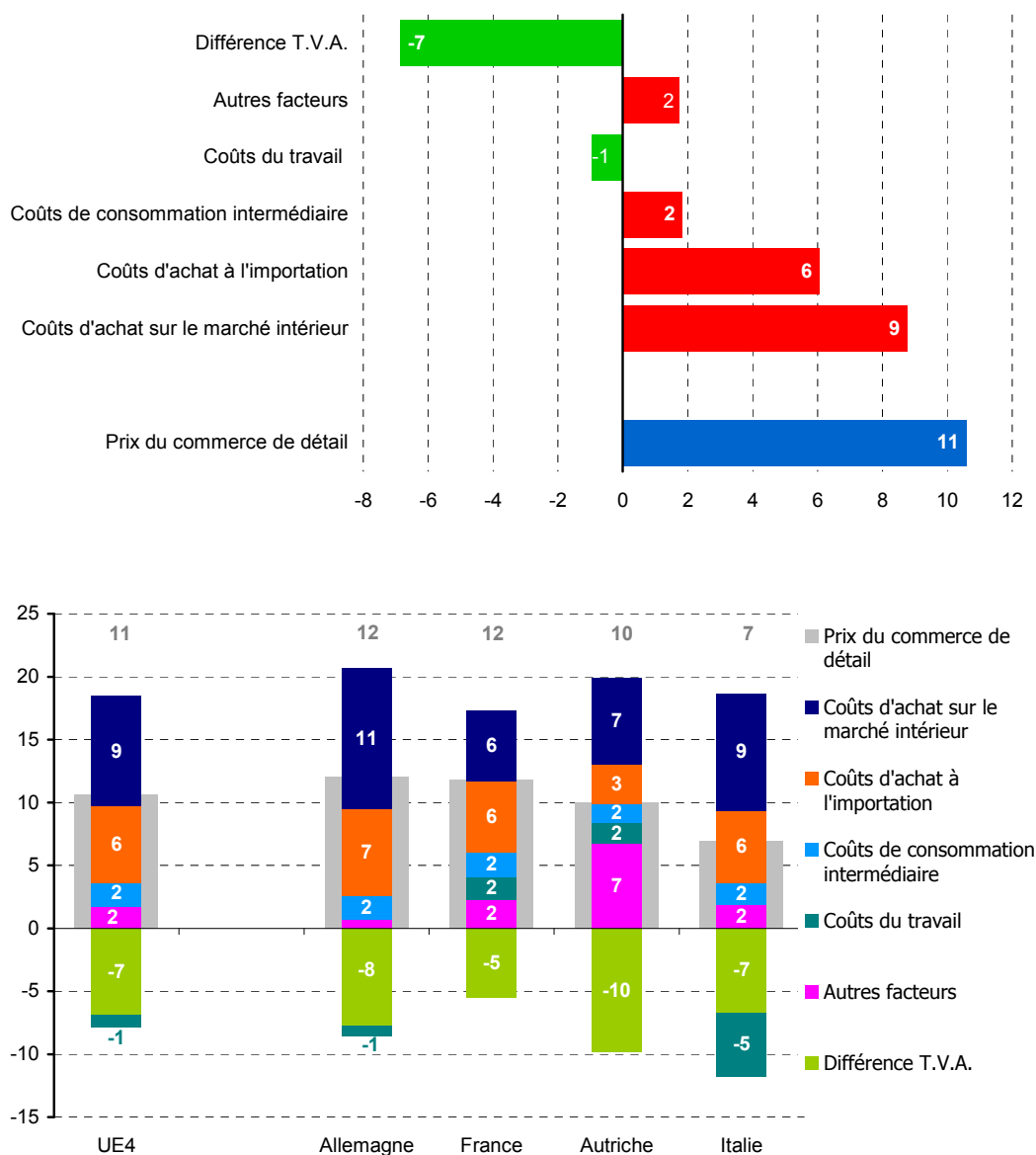
4.10 Conclusion: décomposition de l'îlot de cherté

L'analyse détaillée de la composition de l'écart des prix à la consommation permet d'identifier la contribution des différents facteurs de coût à «l'îlot de cherté suisse». Les graphiques suivants indiquent la baisse hypothétique des prix suisses à la consommation en cas de réduction d'un facteur de coût au niveau du pays de comparaison, toutes choses égales par ailleurs.

La décomposition de l'îlot de cherté suisse indique que par rapport à la Suisse, les prix à la consommation du commerce de détail des pays voisins que sont l'Allemagne, la France, l'Autriche et l'Italie sont en moyenne:

- inférieurs de 9% en raison de moindres coûts d'approvisionnement sur le marché intérieur;
- inférieurs de 6% en raison de moindres coûts d'approvisionnement à l'importation;
- inférieurs de 2% en raison de moindres coûts de consommation intermédiaire;
- supérieurs de 1% en raison de coûts salariaux unitaires plus élevés;
- supérieurs de 7% en raison de taux plus élevés de taxe sur la valeur ajoutée.

Cette déduction d'effets sur les prix ne constitue pas une prévision de futures baisses des prix en fonction de modifications partielles des conditions cadres. Le changement d'une composante des conditions cadres entraînerait probablement la modification de l'ensemble de la structure de coût.

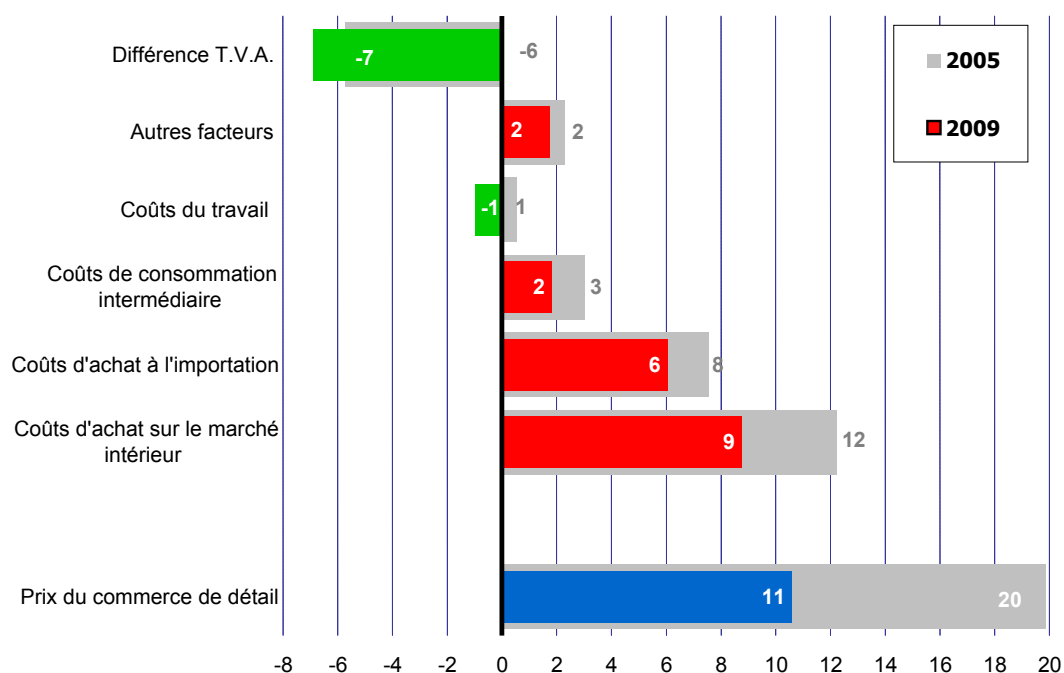
Fig. 4-30 Décomposition de l'îlot de cherté

Lecture: La valeur inscrite sur les tronçons des colonnes indique en points de pourcentage la contribution du facteur de coût en question à la différence des prix à la consommation entre la Suisse et le pays retenu. Une valeur positive indique que le facteur considéré contribue à un renchérissement relatif des produits suisses. 11 points de pourcentage de la différence de prix entre l'Allemagne et la Suisse se rapportent ainsi à l'écart de coût d'approvisionnement sur le marché intérieur.

Source: BAKBASEL

La comparaison avec les valeurs actualisées de 2005 montre que le différentiel des prix à la consommation du commerce de détail entre les pays de l'UE4 et la Suisse a baissé d'environ 9 points de pourcentage. La contribution la plus importante à ce recul (3.4 points de pourcentage) est due à une réduction des coûts d'approvisionnement sur le marché intérieur, dont l'importance pèse fortement. Les effets liés aux avantages relatifs quant à la consommation intermédiaire et au coût de la main-d'œuvre équivalent chacun environ à la moitié du poids de la composante principale mentionnée ci-dessus. Par ailleurs le relèvement des taux de taxe sur la valeur ajoutée dans certains pays voisins a produit une réduction supplémentaire de la différence de prix à hauteur de 1.2 points de pourcentage.

Fig. 4-31 Contribution à l'îlot de cherté 2005 et 2009



Contribution moyenne des différentes composantes et facteurs de coûts à la différence des prix à la consommation du commerce de détail suisse par rapport aux pays voisins que sont l'Allemagne, la France, l'Autriche et l'Italie.

Source: BAKBASEL

ée

5 Comparaison internationale de performance

Si le commerce de détail remplit une fonction de ravitaillement décisive pour la société, il joue aussi un rôle important pour le développement économique de la Suisse. Sur le plan du nombre des actifs occupés ou de la valeur ajoutée, le commerce de détail est l'une des principales branches économiques de Suisse. Ces dernières années, le commerce de détail a connu une remarquable accélération de la croissance de sa valeur ajoutée. Pendant la crise financière et économique, ce secteur a notablement soutenu la conjoncture. Nous présentons ici les résultats d'une analyse internationale qui fait apparaître le positionnement du commerce de détail suisse à l'échelle internationale quant aux indicateurs de performance significatifs pour l'économie nationale.

5.1 Données et méthodes

5.1.1 International Benchmarking Database (IBD) de BAKBASEL

La principale source de l'analyse de performance est la banque de données «International Benchmark Database» (IBD) établie par BAKBASEL. La banque de données IBD comprend des indicateurs économiques pour l'ensemble des pays retenus dans le cadre de cette étude, couvrant la période 1980-2009 (pays d'Europe de l'Est: à partir de 1990). Sont issus de cette source les chiffres clés concernant la valeur ajoutée, les personnes actives occupées, la durée du travail et la productivité. Les données sur la valeur ajoutée ont été converties en francs suisses à l'aide de parités de pouvoir d'achat spécifiques aux branches («cours de change par branche»).

Les valeurs par pays ont permis de déterminer des valeurs moyennes pour l'Europe occidentale et l'Europe de l'Est. L'agrégation des données pour l'Europe occidentale comprend, sauf indication contraire, les pays suivants: Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni (UK) et Suède.

Il se dessine des schémas pour certains pays, étroitement liés à leur situation géographique et aux conditions structurelles qui en découlent. Nous faisons donc régulièrement référence à ces grappes («clusters») de pays. Pour l'Europe occidentale, sont retenus les agrégats suivants:

ANG	Pays anglo-saxons	comprenant	UK, IR, US
CEU	Europe continentale		DE, FK, NL, BE, AT, LUX
MEU	Pays méditerranéens		IT, ES, PT, GR
NEU	Europe du Nord		DK, FI, NO, SE
Autres agrégats utilisés:			
WE17	Europe occidentale	comprenant	ANG, CEU, MEU, NEU
EU4	Pays voisins de la Suisse		DE, FK, AT, IT
OEU	Europe de l'Est		PL, CZ, HU

Pour de plus amples informations sur la méthodologie de la banque de données IBD de BAKBASEL, voir la partie II, «Sources and Methodology», de l'IB Report 2010 de BAKBASEL.

5.1.2 Modèle BAK de prévision des chiffres d'affaires / Office fédéral de la statistique (OFS)

Les chiffres d'affaires du commerce de détail suisse en termes réels et nominaux sont régulièrement estimés à l'aide du modèle de prévision des chiffres d'affaires du commerce de détail de BAKBASEL, et diffusés dans le cadre de la publication CH-Konsum. Ces estimations se basent d'une part sur les taux de croissance des chiffres d'affaires du commerce de détail en termes réels et nominaux, publiés mensuellement par l'OFS. D'autre part, les pronostics incluent également des informations concernant le volume des chiffres d'affaires, établies par un groupe de travail composé de représentants de l'Office fédéral de la statistique, de Coop, de Manor, de Migros, de BAKBASEL et d'autres spécialistes du commerce de détail suisse.

5.1.3 Eurostat, OCDE, offices nationaux de la statistique

Eurostat dispose de données sur les chiffres d'affaires du commerce de détail, en termes nominaux et réels, pour presque tous les pays membres. Eurostat publie aussi un indice des chiffres d'affaires, qui couvre une période plus longue. Pour l'instant, Eurostat n'a pas encore publié les chiffres d'affaires en termes absolus pour 2009. C'est pourquoi la présente étude extrapole les chiffres d'affaires nominaux et réels pour 2009 à l'aide des indices mentionnés. Les séries d'indices ont en outre servi à combler des lacunes sur le plan des chiffres absolus. Le calcul des taux de croissance réels des chiffres d'affaires du commerce de détail par pays se base directement sur l'indice. Pour l'Irlande, la Norvège et les USA, l'analyse se fonde sur les données de l'OCDE ou des offices de la statistique des différents pays.

5.1.4 La valeur ajoutée comme indicateur de performance économique

Définition

La valeur ajoutée brute mesure la «plus-value» générée au cours du processus de production. Cette plus-value résulte de la différence entre la valeur de la production et les consommations intermédiaires nécessaires à la production. Autrement dit, la valeur ajoutée brute mesure le montant disponible pour la rémunération des facteurs de production que sont le travail (salaires et traitements) et le capital (bénéfices, intérêts sur les fonds empruntés et amortissements). Pour le commerce de détail, la valeur ajoutée brute représente le chiffre d'affaires après déduction de l'approvisionnement et de la consommation intermédiaire (par ex. énergie, services de transports). Si l'on déduit de la valeur ajoutée brute les amortissements, on obtient la valeur ajoutée nette. Ci-après, le terme de valeur ajoutée désigne toujours la valeur ajoutée brute.

La valeur ajoutée en tant qu'indicateur de performance

La «performance» économique effective d'une branche ne se mesure pas par le chiffre d'affaires, mais par la valeur ajoutée. Du point de vue de l'économie nationale, la valeur ajoutée est une donnée plus significative que le chiffre d'affaires. En effet, le chiffre d'affaires comprend encore l'approvisionnement et la consommation intermédiaire, tandis que la valeur ajoutée représente la plus-value réellement générée par l'entreprise, plus-value qui servira à rémunérer les facteurs de production que sont le travail et le capital.

A chiffre d'affaires égal, deux entreprises pourront néanmoins enregistrer des niveaux différents de valeur ajoutée, par exemple en cas de gestion plus efficace du processus de production par l'une des entreprises, qui nécessitera moins d'intrants par unité de chiffre d'affaires. Les différents niveaux de consommation de ressources apparaissent dans le cadre du compte de valeur ajoutée, mais non dans le cadre d'une simple comparaison des chiffres d'affaires. C'est pourquoi, du point de vue de l'économie nationale, la comparaison de la performance s'opère toujours à l'aide des données concernant la valeur ajoutée.

La valeur ajoutée du commerce de détail

Entre la production des biens et leur vente, le processus de création de valeur englobe également l'adaptation des propriétés des produits aux préférences des consommateurs. L'ajout d'un système permettant d'ouvrir et de refermer les emballages de boissons constitue par exemple une composante supplémentaire de qualité pour un produit du commerce de détail.

La comparaison entre le produit original et le produit proposé au consommateur, et entre les prix respectifs, devient ainsi malaisée car le produit final renferme des composantes de qualité supplémentaires qui se reflètent dans le prix payé par le consommateur. Un autre exemple d'amélioration («upgrading») au cours de la chaîne de production du commerce de détail est la garantie de la traçabilité, qui exige un effort important en matière de contrôle et de coordination. Le compte de valeur ajoutée comptabilise ce type de dépenses au titre de consommations intermédiaires, comme les autres coûts occasionnés par des étapes complémentaires de transformation au cours de la chaîne de valorisation, qui réduisent d'autant le niveau de valeur ajoutée brute.

Analyse de croissance en valeurs corrigées de la variation des prix

La comparaison internationale de croissance de la valeur ajoutée se base sur des valeurs corrigées de la variation des prix. Cette démarche vise à éviter que l'interprétation de la performance de croissance en comparaison internationale soit biaisée par les différents niveaux de renchérissement.

Les hausses nominales de la valeur ajoutée ou de la productivité découlant uniquement de la montée des prix sont ainsi exclues de l'analyse de croissance. La présente étude retient donc les taux de croissance de la valeur ajoutée ou de la productivité en termes réels, qui reflètent une croissance réelle se traduisant par un niveau supérieur en «volume» ou en «qualité» de la prestation du commerce de détail.

5.1.5 La productivité comme indicateur de capacité productive

La productivité du travail exprime la performance économique d'une branche par unité de l'intrant qu'est le travail, et constitue un indicateur primordial pour l'appréciation de la capacité productive d'une branche.

Définition

La productivité du travail est définie comme le rapport entre la valeur ajoutée et l'apport de main-d'œuvre. Il existe deux manières de calculer la productivité du travail: sur la base de la valeur ajoutée par personne active occupée (productivité par actif occupé) ou sur la base de la valeur ajoutée par heure travaillée (productivité horaire).

Deux indicateurs

La principale différence entre ces deux concepts réside dans le fait que le calcul de la productivité par personne active occupée ne tient pas compte du taux de travail à temps partiel. D'autres disparités résultent d'un traitement différent des heures supplémentaires, de la durée hebdomadaire de travail, des jours de congé ou de maladie.

Tous ces aspects sont pris en compte par le concept de la productivité horaire. Or la proportion de travail à temps partiel ou les différents types d'accords avec les syndicats influent sur la comparaison internationale de la productivité du commerce de détail; c'est pourquoi les comparaisons effectuées dans le cadre de cette étude s'appuient principalement sur la productivité horaire. La productivité par personne active occupée n'est que brièvement traitée.

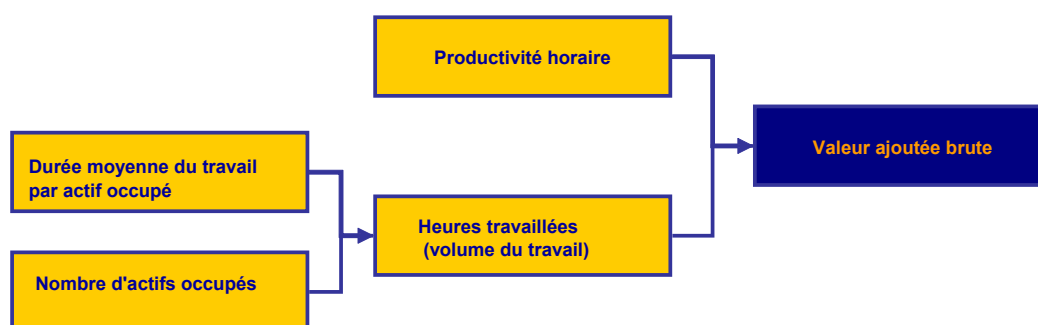
Conversion des monnaies

Il est évident que les prix relatifs entre les différents pays entrent également en considération lors de la comparaison de performance en termes de productivité. Une productivité nominale plus élevée, mais uniquement due à un niveau de prix généralement plus élevé, ne doit pas être interprétée comme capacité de rendement supérieure. La banque de données IBD de BAKBASEL n'ignore pas cet aspect puisqu'elle tient compte des niveaux relatifs des prix entre les différents pays, éliminant donc ce simple effet de prix de ses données concernant la valeur ajoutée.

5.1.6 Décomposition de la croissance

L'identification des différentes composantes de la valeur ajoutée sert à préciser l'analyse de l'évolution de la valeur ajoutée par pays. L'étude des composantes permet ensuite de déterminer les «sources» de croissance décisives pour le développement de la valeur ajoutée dans le pays donné. Le graphique ci-dessous montre que, dans un premier temps, la valeur ajoutée brute peut s'exprimer sous la forme du produit de la productivité horaire par le nombre total d'heures travaillées. L'augmentation de la valeur ajoutée peut donc résulter soit de l'accroissement des heures travaillées, soit de la croissance de la productivité horaire. Dans un deuxième temps, les heures travaillées se divisent en deux composantes, celle des «personnes actives occupées» et celle de la «durée annuelle moyenne du travail par personne active occupée».

Fig. 5-1 Décomposition de la valeur ajoutée en composantes

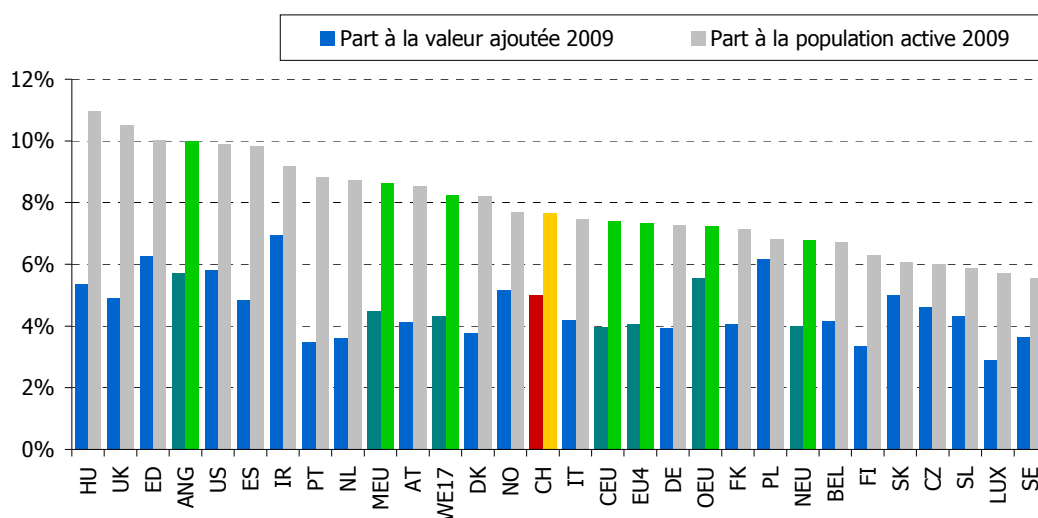


Source: BAKBASEL

5.2 Importance économique du commerce de détail

Dans tous les pays retenus, le commerce de détail joue un rôle important pour le marché du travail et fournit une contribution importante à la valeur ajoutée de l'ensemble de l'économie. Le graphique Fig. 5-2 fait apparaître la part des personnes actives occupées dans le commerce de détail par rapport au nombre total des actifs occupés en 2009. En Suisse, cette part est de 7,7%, valeur située un demi-point de pourcentage au-dessous de la moyenne d'Europe occidentale (8.2%). Dans les pays anglo-saxons surtout, l'importance du secteur est supérieure à la moyenne en comparaison internationale. Les pays scandinaves présentent par contre un secteur du commerce de détail moins important. Pour la Suède, la part correspondante se réduit même à 5.5%, la valeur la plus basse de l'ensemble des pays considérés.

Fig. 5-2 Part du commerce de détail à l'ensemble de l'économie 2009



Sources: EUROSTAT, OFS, BAKBASEL

S'agissant de la part de valeur ajoutée réalisée dans le commerce de détail par rapport à la valeur ajoutée de l'ensemble de l'économie, le paysage est nettement plus homogène. L'Irlande se classe en tête en affichant une valeur de 7%. En Suisse, le commerce de détail génère 5% de la valeur ajoutée de l'économie nationale, valeur située légèrement au-dessus de la moyenne d'Europe occidentale qui s'élève à 4,3%.

On peut dire en résumé que le commerce de détail suisse se situe dans la moyenne des pays étudiés quant à son importance pour l'économie nationale. Dans les pays anglo-saxons, l'importance du commerce de détail est primordiale tant du point de vue de l'emploi que de la valeur ajoutée. Dans les pays d'Europe du Nord, la part des actifs occupés et celle la valeur ajoutée sont comparativement basses.

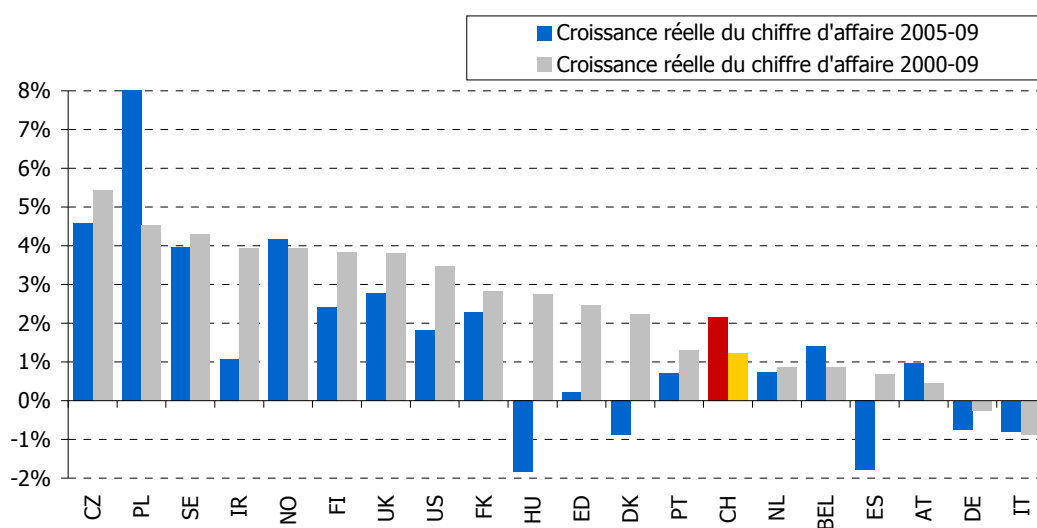
5.3 Chiffre d'affaires

Un premier indicateur du développement économique du commerce de détail réside dans la croissance des chiffres d'affaires. Pour la période 2000-2009, le commerce de détail suisse se place dans la partie inférieure du classement, majoritairement occupée par les pays d'Europe continentale. Ce sont surtout les pays d'Europe de l'Est qui obtiennent des taux de croissance supérieurs à la moyenne; il faut cependant noter que leurs niveaux initiaux de chiffre d'affaires pour l'année de base 2000 étaient encore comparativement bas. Les pays d'Europe du Nord et anglo-saxons connaissent également un taux de croissance supérieur à la moyenne pour la période considérée.

Du point de vue de la Suisse, le paysage change cependant si l'on ne retient que les 4 dernières années. Entre 2005 et 2009, les chiffres d'affaires réels du commerce de détail suisse progressent d'environ 2.2% par année. Le secteur suisse parvient donc à renforcer son dynamisme malgré une situation parfois difficile en temps de crise économique. Cet exploit ne se vérifie dans pratiquement aucun pays de comparaison. Les pays anglo-saxons, en particulier, présentent de nets signes de ralentissement en termes de développement des chiffres d'affaires.

Cette accélération suisse de la croissance du chiffre d'affaires est certainement due en partie à la forte croissance démographique, qui a stimulé le commerce de détail suisse ces dernières années. Entre 2006 et 2009, la population a augmenté de 287'000 personnes, surtout en raison de la forte immigration suite à l'introduction de la libre circulation des personnes. Ceci a sensiblement renforcé la demande de biens du commerce de détail ces dernières années.

Fig. 5-3 Croissance réelle des chiffres d'affaire du commerce de détail

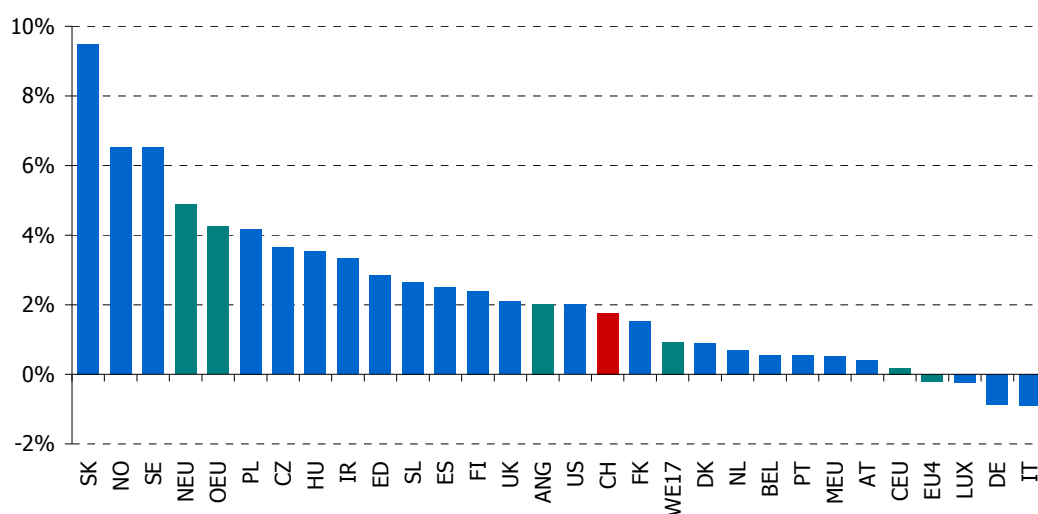


Sources: EUROSTAT, OFS, BAKBASEL

5.4 Valeur ajoutée brute

Le principal indicateur pour apprécier la performance économique est la valeur ajoutée brute en termes réels. Dans ce domaine, ce sont les pays scandinaves et d'Europe de l'Est qui présentent les plus forts taux de croissance entre 2000 et 2009. En queue du classement se trouve le commerce de détail allemand et italien, enregistrant un recul de la valeur ajoutée réelle. La Suisse réalise une croissance moyenne de sa valeur ajoutée réelle à hauteur de 1.8% et se place nettement au-dessus de la moyenne d'Europe occidentale.

Fig. 5-4 Croissance annuelle de la valeur ajoutée réelle 2000-2009

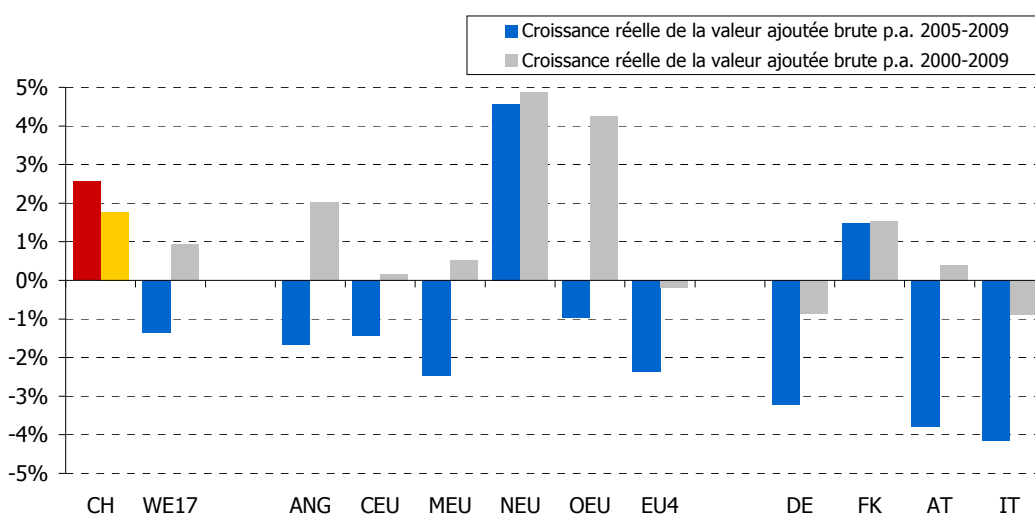


Sources: EUROSTAT, OFS, BAKBASEL

C'est surtout ces dernières années que le commerce de détail suisse a construit son avantage de croissance par rapport à la moyenne d'Europe occidentale. Cette situation est illustrée par le graphique suivant, qui présente la croissance réelle pour les agrégats de pays et les quatre pays voisins de la Suisse dans les deux périodes 2000-2009 et 2005-2009.

A l'exception des pays d'Europe du Nord, la période 2005-2009 est généralement marquée par un net ralentissement de la croissance, voire par un recul de la valeur ajoutée réalisée. En Europe occidentale, la valeur ajoutée brute réelle a chuté de 1.4% entre 2005 et 2009. L'Allemagne, l'Autriche et l'Italie, pays voisins de la Suisse, connaissent des baisses encore plus fortes. Par contraste, le commerce de détail suisse parvient même à augmenter sa croissance de la valeur ajoutée. Dans la période 2005-2009, sa croissance corrigée de la variation des prix s'élève à 2.6%.

Fig. 5-5 Croissance annuelle de la valeur ajoutée brute réelle 2000-2009 et 2005-2009



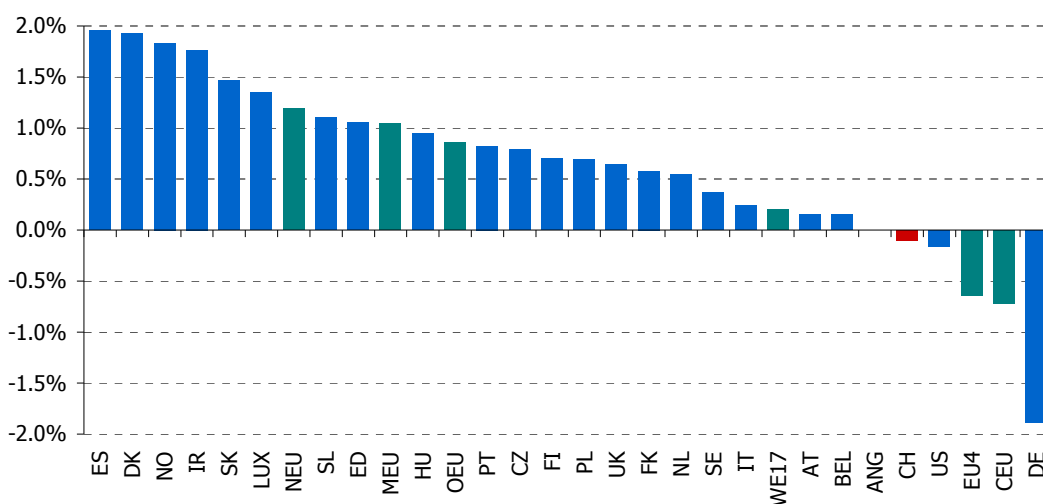
Sources: EUROSTAT, OFS, BAKBASEL

5.5 Emploi

Le graphique ci-dessous illustre l'évolution du nombre de personnes actives occupées dans le commerce de détail entre 2000 et 2009. Dans cette période, la Suisse connaît un recul, comme les USA et l'Allemagne. En Suisse, ce recul intervenu dans la dernière décennie est principalement dû à des mutations structurelles et à des mesures d'optimisation. La baisse du nombre de personnes actives occupées dans le commerce de détail suisse s'est faite à partir d'un niveau comparativement élevé, comme il sera exposé plus loin (voir encadré au point 5.6.1)

Le paysage des pays d'Europe occidentale est très hétérogène. D'un côté, les pays comme l'Espagne, le Danemark, la Norvège et l'Irlande ont connu une croissance annuelle moyenne de plus de 1.5% quant au nombre des actifs occupés du commerce de détail. De l'autre côté, l'Allemagne enregistre une baisse de près de 2%. Ce constat ne s'explique que partiellement par la situation conjoncturelle des marchés des différents pays. Comme en Suisse, la tendance à la baisse du nombre des actifs occupés pourrait résulter des mutations structurelles et des réorganisations menées par les grandes entreprises du commerce de détail.

Fig. 5-6 Croissance annuelle de l'emploi 2000-2009



Source: EUROSTAT, OFS

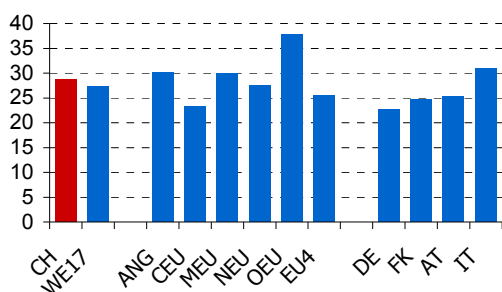
5.6 Heures travaillées par personne active occupée

Le nombre moyen d'heures travaillées par personne active occupée constitue la seconde composante de l'intrant qu'est le travail. La durée moyenne du travail subit l'influence des réglementations institutionnelles, des conditions sociodémographiques et d'autres facteurs exogènes. Il existe parfois des différences notables pour ces facteurs entre les pays. La tendance au développement du temps partiel, qui entraîne une baisse de la durée du travail par actif occupé, s'impose ainsi de manière différenciée selon les pays. En Suisse, le commerce de détail présente un taux de travail à temps partiel fortement supérieur à la moyenne (BAKBASEL 2009).

Comme l'indique le graphique ci-dessous, la durée moyenne du travail hebdomadaire par personne active occupée dans le commerce de détail suisse correspond à peu près à la moyenne d'Europe occidentale. Pour l'Allemagne, la France et l'Autriche, voisins immédiats de la Suisse, la valeur correspondante se situe cependant au-dessous du niveau suisse. Outre l'aspect du travail à temps partiel, la différence s'explique probablement largement par les réglementations légales en vigueur sur le marché du travail (par ex. la semaine de 35 heures en France).

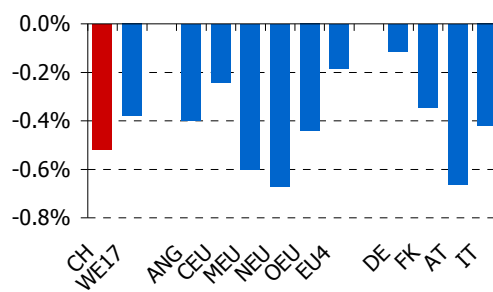
Le niveau élevé des pays d'Europe du Sud et de l'Est quant à la durée hebdomadaire moyenne du travail est frappant. L'Espagne et le Portugal sont, avec l'Europe de l'Est, les pays où l'on travaille le plus. La Grèce et l'Italie se placent également au-dessus de la moyenne des pays d'Europe occidentale. Cette situation pourrait s'expliquer par la structure du commerce de détail de ces «pays méditerranéens». Leur proportion de petits commerces est supérieure à la moyenne et ceux-ci sont souvent gérés par des indépendants, ce qui donne lieu à une durée du travail nettement plus élevée que pour les personnes salariées. Une durée hebdomadaire du travail supérieure à la moyenne s'observe également au Royaume-Uni et aux USA.

Fig. 5-7 Durée moyenne du travail hebdomadaire 2009



La durée du travail hebdomadaire tient compte des jours de congé.
Source: BAKBASEL

Fig. 5-8 Variation moyenne de la durée du travail hebdomadaire 2000-2009



Source: BAKBASEL

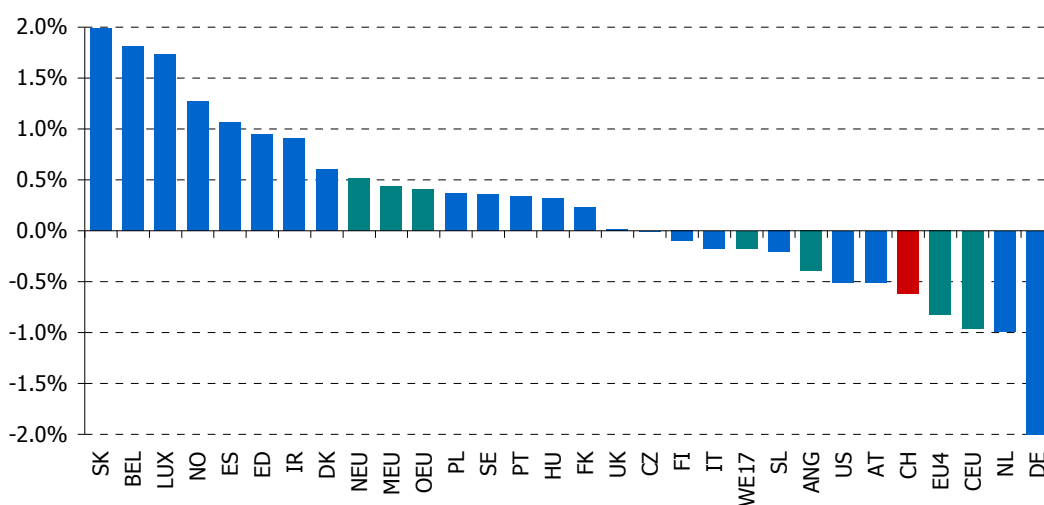
L'analyse de l'évolution de la durée du travail hebdomadaire par personne active occupée montre que la plupart des pays connaissent une réduction du temps de travail, phénomène probablement dû à la tendance générale à l'accroissement du travail à temps partiel. Pour la période 2000-2009, la Suisse présente un recul légèrement supérieur à la moyenne quant à la durée du travail par actif occupé. En Allemagne, la durée moyenne du travail reste pratiquement identique, ce qui s'explique vraisemblablement par le fait que le taux de temps partiel était déjà très élevé en 2000.

5.6.1 Heures travaillées

La combinaison de la durée moyenne du travail par actif occupé et du nombre de personnes actives occupées permet de définir la variable déterminante pour la mesure de l'intrant qu'est le facteur du travail dans le processus de production, c'est-à-dire le nombre des heures travaillées (volume du travail).

L'accroissement le plus net du volume du travail entre 2000 et 2009 concerne la Slovaquie, la Belgique et le Luxembourg, pays qui ont connu une progression des heures travaillées de plus de 1.5% par année. La croissance des heures travaillées est aussi nettement supérieure à la moyenne en Norvège, Espagne, Grèce et Irlande, où l'augmentation enregistrée est de plus de 1%. Le volume de travail du commerce de détail baisse en revanche aux USA (-0.5%) et pour la moyenne d'Europe occidentale (-0.2%). La Suisse fait partie des pays dont l'apport de main-d'œuvre dans le commerce de détail est en baisse (-0.6%).

Fig. 5-9 Croissance annuelle des heures travaillées 2000-2009



Sources: EUROSTAT, OFS

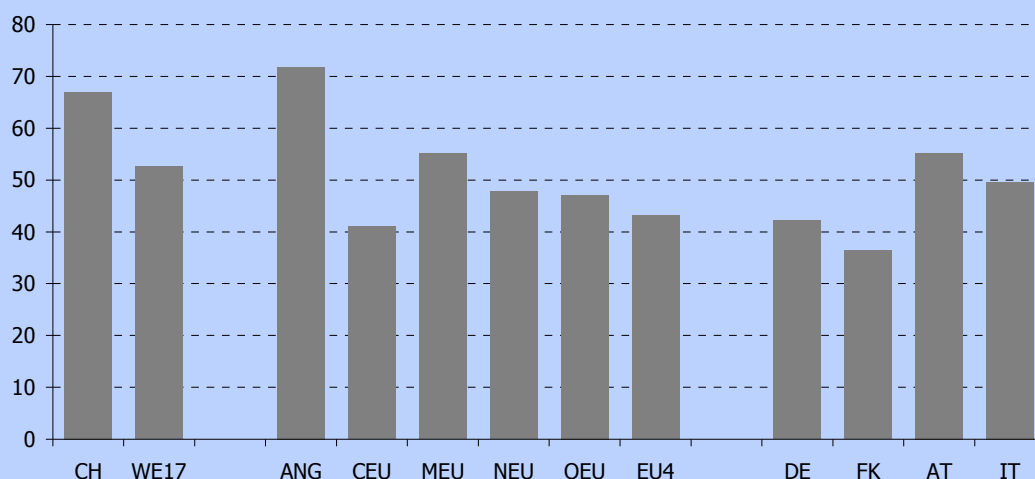
Quelle appréciation du recul de l'apport de main-d'œuvre dans le commerce de détail? Signe d'une dotation insuffisante ou «recul partant d'un haut niveau»?

Étant donné la baisse supérieure à la moyenne quant à l'emploi et au volume de travail dans le commerce de détail suisse, la question se pose de savoir si cela indique une baisse substantielle de l'intensité du service, ou plutôt un recul à partir d'un niveau très élevé.

Pour répondre à cette question, il est possible de comparer le nombre d'heures travaillées dans le commerce de détail par habitant. Une telle comparaison donne une indication sommaire de la densité des prestations de services en comparaison internationale.

Le graphique ci-dessous illustre qu'en fonction des heures travaillées dans le commerce de détail suisse par habitant, la densité de l'offre de services reste supérieure à la moyenne des pays d'Europe occidentale. Dans le commerce de détail suisse, on comptabilise environ 67 heures travaillées par habitant, tandis que la moyenne d'Europe occidentale se monte à environ 53 heures.

Fig. 5-10 Heures travaillées dans le commerce de détail par habitant 2009



Sources: EUROSTAT, OFS, BAKBASEL

La baisse de l'apport de main-d'œuvre dans le commerce de détail suisse ces dernières années constitue donc un recul partant d'un niveau élevé; l'offre quantitative de services du commerce de détail reste supérieure à la moyenne.

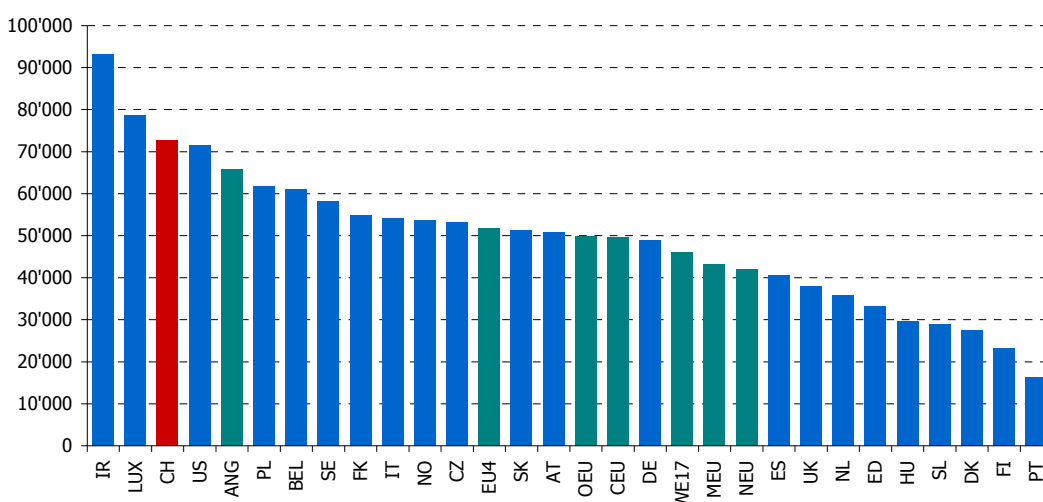
Comme il sera exposé plus loin, la productivité du travail du commerce de détail suisse est nettement supérieure à la moyenne d'Europe occidentale; ce qui porte à croire que le commerce de détail suisse surpasse la moyenne d'Europe occidentale non seulement quant à la quantité des heures travaillées, mais aussi quant à la prestation réelle par personne.

5.7 Productivité du travail

5.7.1 Productivité par actif occupé

Sur le plan de la productivité par actif occupé, le commerce de détail suisse se classe parmi les meilleurs pays. En 2009, il a réalisé une valeur ajoutée brute d'environ 73'000 francs suisses par personne active occupée. Seuls l'Irlande et le Luxembourg présentent une performance économique par actif occupé supérieure au niveau suisse. Le commerce de détail suisse rejoint ainsi le niveau des USA quant à la productivité par actif occupé.

Fig. 5-11 Productivité nominale par actif occupé 2009



Valeurs converties en CHF aux PPP courantes
Sources: EUROSTAT, OFS, BAKBASEL

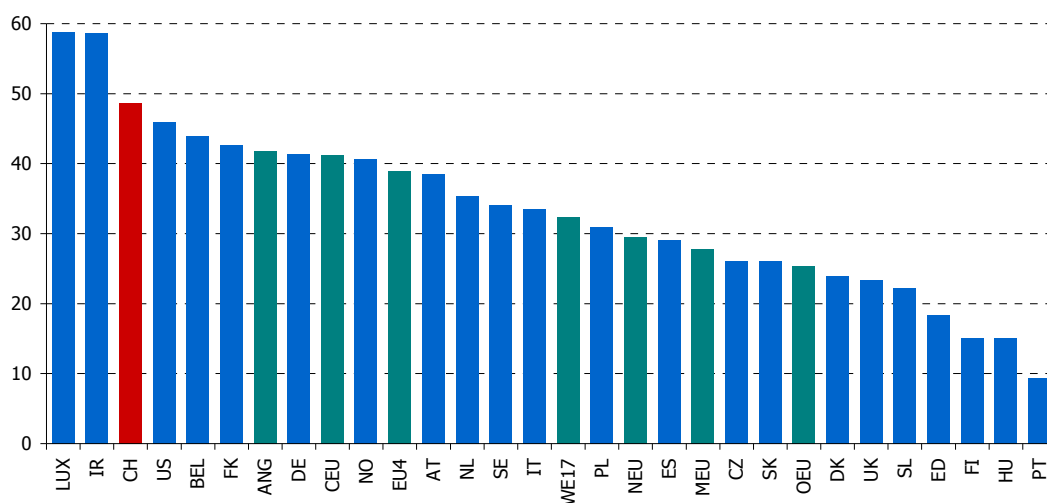
Dans la plupart des pays d'Europe occidentale, le commerce de détail présente une productivité par actif occupé située entre 40'000 et 60'000 francs suisses. Il est surprenant de voir que le commerce de détail britannique se place dans le groupe de queue en affichant une productivité par actif occupé de moins de 40'000 CHF. Les données proviennent certes de l'Office britannique de la statistique, mais il n'est pas exclu que l'on se trouve face à un artefact statistique.

5.7.2 Productivité horaire

Analyse de niveau

La productivité horaire nominale du commerce de détail suisse s'élève en 2009 à 49 francs suisses. Le commerce de détail suisse se place nettement au-dessus de la moyenne d'Europe occidentale (32 CHF/h) et se classe au troisième rang des pays retenus dans cette étude. Réalisant des valeurs d'environ 60 francs suisses par heure travaillée, c'est le commerce de détail luxembourgeois et irlandais qui prend la tête du classement. En queue du classement, on retrouve le commerce de détail portugais, hongrois et finlandais.

Fig. 5-12 Productivité horaire nominale 2009



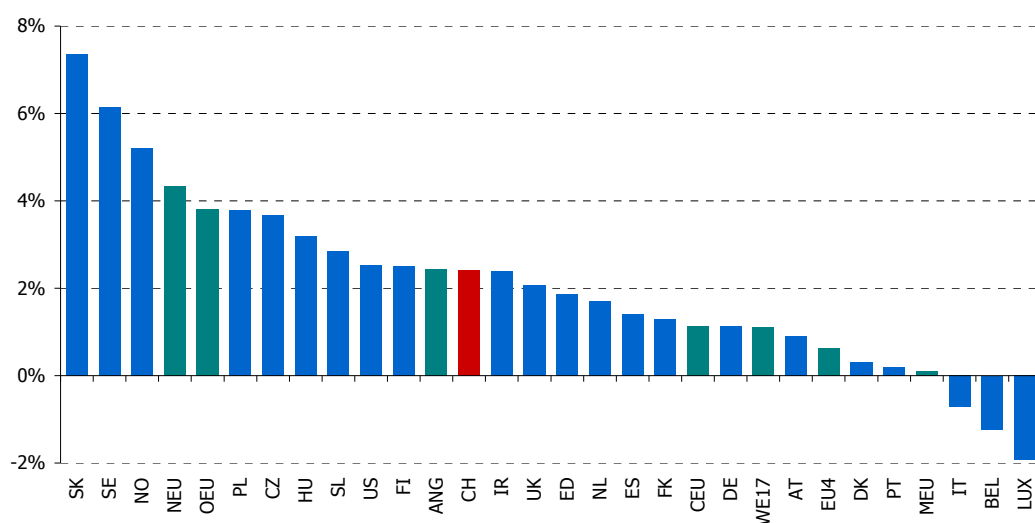
Valeurs converties en CHF aux PPP courantes
Sources: EUROSTAT, OFS, BAKBASEL

Analyse de croissance

Outre la comparaison des niveaux de productivité horaire, il est intéressant d'identifier les pays ayant réalisé les meilleurs gains de productivité dans le commerce de détail. Comme pour l'analyse de croissance de la valeur ajoutée, nous retenons ici les taux de croissance en termes réels.

Concernant la croissance de la productivité, les pays d'Europe de l'Est et du Nord se classent à la pointe. Dans ces pays, la performance économique par heure travaillée s'est chaque année accrue de 4% et plus – mais cette croissance part d'un niveau initial nettement plus bas que celui de la Suisse. La Suisse forme, avec les pays anglo-saxons, un deuxième groupe de pays qui présentent une croissance réelle de la productivité d'un peu plus de 2%. Les pays d'Europe continentale et les pays méditerranéens enregistrent une évolution inférieure à la moyenne ou même négative.

Fig. 5-13 Croissance annuelle de la productivité horaire réelle 2000-2009



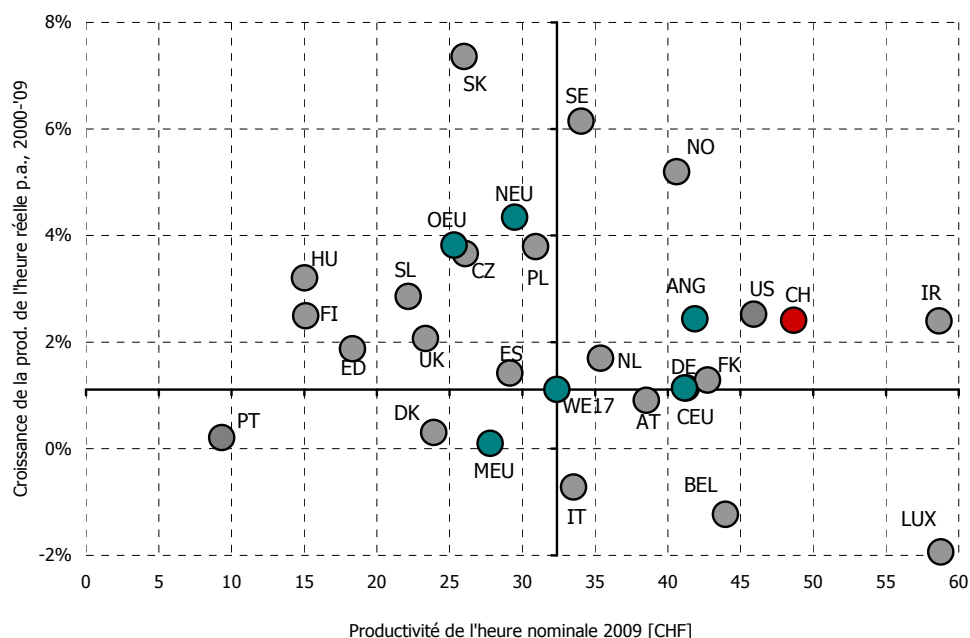
Sources: EUROSTAT, OFS, BAKBASEL

Niveau et croissance

Le graphique ci-dessous combine les données concernant le niveau et celles concernant la croissance. Il met en regard le niveau nominal de productivité horaire en 2009 (axe x) et le développement en termes réels pour la période de 2000-2009 (axe y). Une telle présentation permet de déterminer rapidement si une forte croissance est principalement le fruit d'un processus de rattrapage, ou plutôt le reflet d'un accroissement supplémentaire réalisé à partir d'un haut niveau initial.

Un effet de rattrapage, c'est-à-dire un bas niveau initial assorti de très forts taux de croissance les années suivantes, se vérifie nettement pour les pays d'Europe de l'Est. La Scandinavie connaît également une forte croissance de productivité partant d'un niveau comparativement bas. Le quadrant situé en haut à droite regroupe les pays qui, malgré un niveau initial supérieur à la moyenne, ont réalisé une croissance supérieure à la moyenne. Ce groupe de pays comprend notamment la Suisse ou les USA.

Fig. 5-14 Productivité horaire nominale 2009 et croissance réelle de la productivité horaire 2000-2009



Sources: EUROSTAT, OFS, BAKBASEL

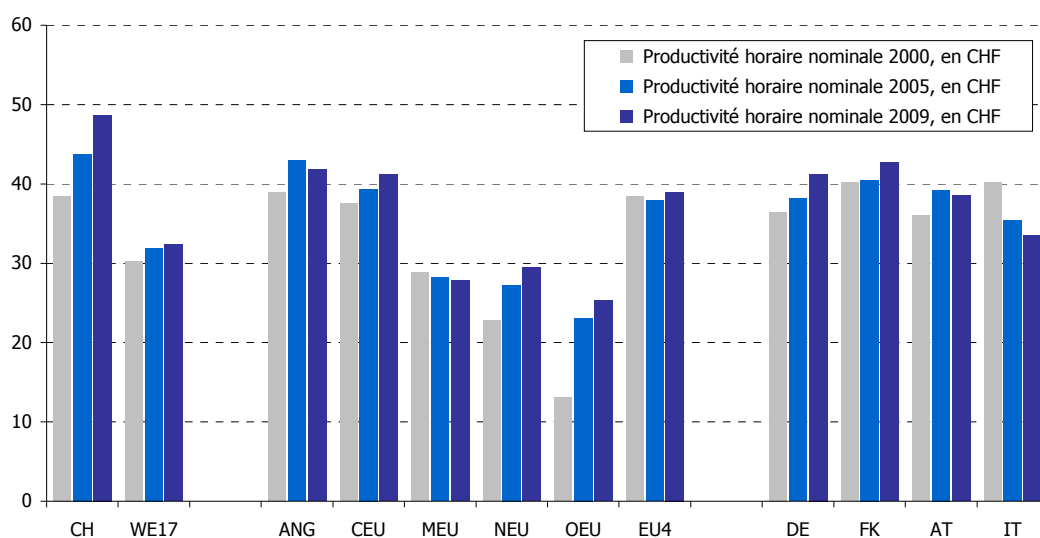
En dehors de l'effet de convergence, il est possible d'identifier des schémas pour certains groupes de pays. L'étude de ces schémas permet à nouveau d'identifier le phénomène des pays anglo-saxons présentant des taux de croissance supérieurs à la moyenne (USA, Irlande). D'autres pays partant d'un niveau similaire (Autriche, Italie) enregistrent par contre une croissance de productivité nettement plus faible. Un même schéma se vérifie pour les pays scandinaves dont les gains de productivité sont très élevés. Le constat de la performance inférieure à la moyenne réalisée par le commerce de détail des pays du Sud de l'Europe se confirme également, le Portugal et l'Espagne présentant des chiffres de productivité en stagnation ou même en baisse. Selon la thèse de la convergence, le commerce de détail de ces pays devrait en principe connaître un effet positif de convergence du fait de son bas niveau initial.

Le commerce de détail suisse en amélioration constante

Pour le commerce de détail suisse, la croissance réelle de la productivité horaire entre 2000 et 2009 s'élève en moyenne à 2.4% par année. Cette croissance est nettement supérieure à la moyenne d'Europe occidentale (1.1%). Si l'on divise la période sous revue en deux phases, on constate que le commerce de détail suisse a encore su développer son avantage ces quatre dernières années. Depuis 2005, la productivité horaire réelle s'est accrue de 3.1% par année.

Cette croissance réelle accélérée apparaît également quant aux niveaux: le graphique suivant indique que le commerce de détail suisse a connu une amélioration permanente de sa productivité horaire. La plupart des pays ont au contraire enregistré un ralentissement sensible, et parfois même un recul de la productivité horaire nominale.

Fig. 5-15 Productivité horaire nominale 2000, 2005 et 2009



Valeurs converties en CHF aux PPP courantes

Source: EUROSTAT, OFS, BAKBASEL

5.8 Synthèse de l'analyse de productivité et de prix

Les gains d'efficience et de productivité permettent en principe aux entreprises d'améliorer leur compétitivité en termes de prix. Les analyses conduites jusqu'ici montrent que la productivité du commerce de détail suisse a connu une croissance nettement supérieure à celle des pays d'Europe occidentale. Parallèlement, le niveau des prix du commerce de détail suisse a sensiblement baissé par rapport à l'étranger. On peut en déduire que les exceptionnels gains d'efficience et de productivité réalisés par le commerce de détail suisse ont été, au moins partiellement, transmis aux consommateurs, contribuant ainsi à l'érosion de l'îlot de cherté.

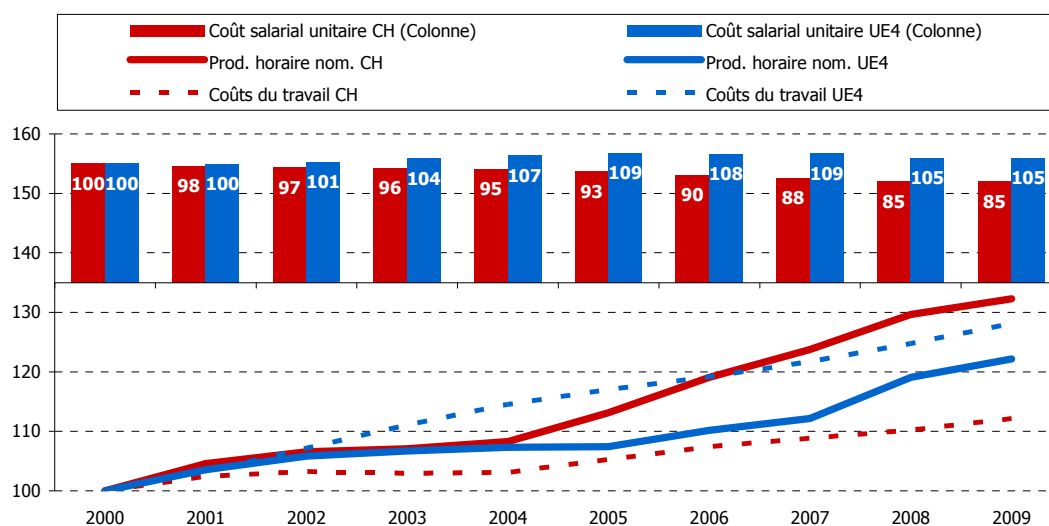
Qui profite des gains de productivité?

Toutes choses égales par ailleurs, une plus forte productivité horaire donne lieu à des coûts salariaux unitaires plus bas. Ces économies de coûts peuvent bénéficier à divers acteurs; premièrement aux consommateurs, pour autant que le moindre niveau de coût leur soit directement transmis sous la forme de baisses des prix. Or il faut s'attendre à ce que l'évolution du coût du travail reste (sur le long terme) étroitement liée à l'évolution de la productivité. Selon l'état du marché et la situation en termes de concurrence, les gains de productivité ne seront pas uniquement reversés sous forme de baisses de prix, mais se traduiront également par une augmentation du coût de la main-d'œuvre. Dans ce cas, ce sont les employés du secteur qui en profitent. Troisièmement, les gains de productivité peuvent également être absorbés par un plus fort rendement du capital. Ce sont donc les entreprises qui en profiteront sous la forme de bénéfices plus élevés.

Evolution de la productivité et du coût de la main-d'œuvre

Le graphique ci-dessous montre l'évolution de la productivité et des salaires horaires pour la Suisse et l'UE4. Sur le fond, les données étayent la corrélation positive entre les deux variables.

Fig. 5-16 Productivité horaire, salaires horaires et coûts salariaux unitaires du commerce de détail, indice, 2000=100



Valeurs de base en monnaie nationale
Sources: EUROSTAT, OFS, BAKBASEL

Le commerce de détail suisse a connu une augmentation de la productivité horaire nominale de 32% entre 2000 et 2009. Les salaires ont crû de 17% dans cette même période. Les pays voisins de la Suisse (UE4) présentent un phénomène surprenant: leurs salaires horaires ont connu une progression nettement plus marquée que leur productivité horaire. Tandis que la productivité horaire nominale pour 2009 était supérieure d'environ 22% au niveau de 2000, les salaires ont augmenté de 28% dans le même laps de temps. Ce sont donc soit les détenteurs de capitaux, soit les consommateurs qui ont partiellement financé cette hausse des salaires en UE4. C'est en Italie que cet effet s'observe le plus nettement. Et c'est aussi ce pays qui a connu les plus fortes augmentations de prix par rapport à la Suisse.

Conclusion

Une partie des gains de productivité du commerce de détail suisse se traduit par une meilleure rémunération du facteur du travail. En Suisse, les gains de productivité sont plus élevés que les augmentations de salaire, tandis que les pays UE4 connaissent la situation inverse; le commerce de détail suisse dispose ainsi d'un potentiel supplémentaire d'amélioration de sa situation comparative en termes de prix. Théoriquement, ce potentiel peut servir soit à la hausse des bénéfices, soit être transmis aux consommateurs sous la forme de baisses (relatives) des prix.

Or dans le cadre de l'analyse comparative des coûts et des prix, l'augmentation de la marge bénéficiaire se traduirait par une hausse des «autres facteurs». En réalité, ce poste a même légèrement diminué. La prudence s'impose évidemment quant à l'interprétation de l'évolution des «autres facteurs», qui sont calculés sous la forme d'une grandeur résiduelle. Cependant, il est plausible d'expliquer une plus faible contribution de ces «autres facteurs» à l'écart de prix entre la Suisse et les pays UE4 par une intensité concurrentielle qui se serait davantage accrue en Suisse que dans le commerce de détail UE4, donnant lieu à une baisse tendancielle relative des marges bénéficiaires. Malheureusement, il n'existe pas de données détaillées concernant l'évolution des marges bénéficiaires en comparaison internationale.

Dans l'ensemble, les données indiquent que les gains de productivité de ces dernières années ont été transmis en partie aux employés, mais aussi dans une proportion significative aux consommateurs.

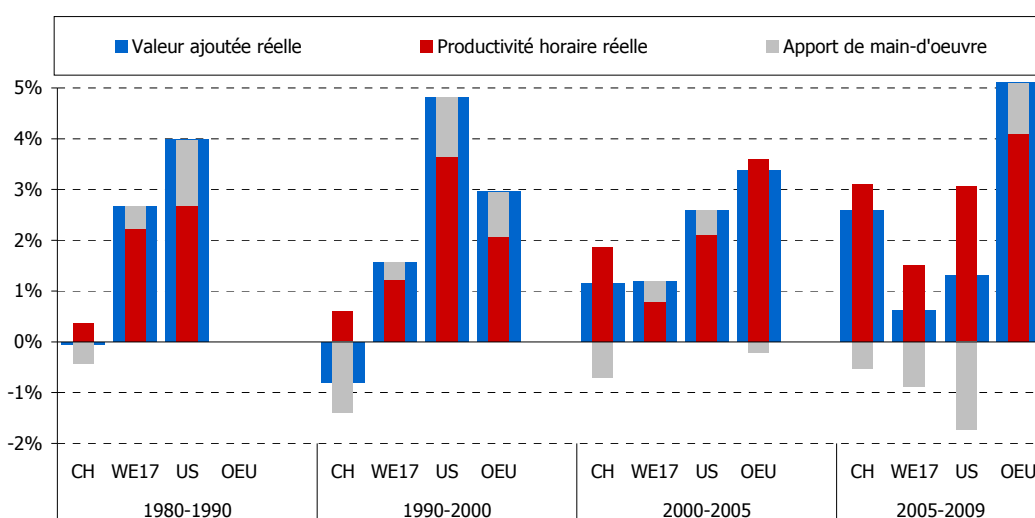
Exercice de simulation

Un exercice de simulation permet de définir la situation que connaîtrait le commerce de détail suisse en termes de prix pour diverses évolutions de la productivité, et dans l'hypothèse que le coût du travail aurait été adapté en conséquence. Les autres facteurs de coût restent inchangés pour cet exercice de simulation. En postulant pour la période 2000-2009 un coût du travail tel qu'il est en réalité, et une croissance de la productivité qui aurait simplement suivi l'évolution du coût de la main-d'œuvre au lieu de croître dans une proportion supérieure – ou au contraire si le coût du travail avait augmenté en fonction de la productivité (ce qui signifie que les coûts salariaux unitaires resteraient inchangés) – l'écart de prix par rapport aux pays voisins pour 2009 ne serait pas de 11%, mais de 14%. Du point de vue de la Suisse, ceci signifierait une augmentation du niveau des prix à hauteur de 3.6%.

5.9 Conclusion

En termes de croissance de la valeur ajoutée, la performance du commerce de détail suisse a été très inférieure à la moyenne ces 30 dernières années. Il s'avère en particulier pour les pays les plus performants que la croissance de la productivité est le principal moteur de croissance. Seuls quatre sur les 20 pays étudiés ont connu une croissance plus forte du volume du travail que de la productivité entre 2000 et 2009. Deux de ces pays (Portugal, Espagne) ont même enregistré un recul de la productivité, lié à une forte augmentation des employés à bas niveau de qualification. Les pays anglo-saxons que sont les USA et l'Irlande ont en revanche vécu un véritable «miracle de productivité», absent dans la plupart des pays d'Europe occidentale, notamment dans les pays du Sud de l'Europe et d'Europe centrale.

Fig. 5-17 Conclusion de l'analyse de performance



Sources: EUROSTAT, OFS, BAKBASEL

Dans les années 1980 et 1990, le taux de croissance moyen de la valeur ajoutée brute en termes réels de la Suisse était inférieur à zéro, tandis que la moyenne d'Europe occidentale s'élevait à 2-3%. Le commerce de détail des USA est même parvenu à augmenter sa valeur ajoutée d'environ 4% par an. Les pays d'Europe de l'Est ont connu, à partir de 1990, un effet de convergence se traduisant par une forte croissance de la valeur ajoutée à hauteur d'environ 3%.

Les années 1980 ne font pas encore apparaître de schémas de pays, puisque les taux de croissance les plus élevés concernaient à la fois le Royaume-Uni, l'Irlande, la France, la Finlande et le Portugal. Mais dès la deuxième moitié des années 1990 au plus tard, il est possible d'identifier certaines grappes («clusters») de pays. Ces schémas ressemblent de près aux grappes apparaissant dans le cadre de la comparaison de la performance de l'ensemble de l'économie: les meilleures performances sont réalisées par les pays anglo-saxons et scandinaves, tandis que les pays du Sud de l'Europe et d'Europe centrale se retrouvent au-dessous de la moyenne. Il semble donc que le commerce de détail soit effectivement soumis à des effets de pays. Outre les conditions cadres de l'économie dans son ensemble (conjoncturelle générale), il existe d'autres facteurs du côté de l'offre qui font apparaître des grappes: les pays anglo-saxons, scandinaves, les pays d'Europe centrale et du Sud de l'Europe. Ces facteurs sont traités au chapitre 8.

Pour la période 2000-2009, l'Europe occidentale a globalement connu un recul de sa dynamique de croissance, donnant lieu à une croissance moyenne de la valeur ajoutée de 0.9%. La disparité observée au sein de l'Europe occidentale s'est toutefois renforcée: tandis que le commerce de détail des pays anglo-saxons et scandinaves est, dans un premier temps, parvenu à maintenir un haut niveau de croissance, les pays d'Europe centrale et du Sud de l'Europe ont au contraire connu une stagnation ou une baisse de leur valeur ajoutée. Ces dernières années, la crise financière et économique a cependant provoqué un recul en termes de valeur ajoutée y compris dans le commerce de détail anglo-saxon.

Les années 2000-2009 étaient clairement marquées par une tendance ascendante pour le commerce de détail suisse, qui devance nettement la moyenne d'Europe occidentale quant à la croissance de la valeur ajoutée. Le principal moteur de ce développement positif du commerce de détail suisse réside dans une croissance supérieure à la moyenne dans le domaine de la productivité horaire par rapport à l'Europe occidentale. La forte croissance de la productivité profite également aux consommateurs, car les gains de productivité constituent un potentiel supplémentaire de baisse des prix par rapport à l'étranger. Les calculs indiquent que l'écart de prix serait supérieur de 3.2% en 2009 si la productivité avait suivi l'évolution du coût de la main-d'œuvre au lieu de croître dans une proportion supérieure entre 2000 et 2009.

Sur le plan de l'évolution de la productivité, le commerce de détail suisse a pratiquement comblé son retard de croissance par rapport aux pays anglo-saxons. Il faut cependant relever que le commerce de détail suisse a vécu un «choc» positif ces dernières années, alors que les pays anglo-saxons ont subi un choc négatif. Par comparaison avec d'autres pays, la Suisse s'est tirée à peu de frais de la crise financière et économique, et le commerce de détail a en outre bénéficié d'une impulsion démographique suite à la croissance de l'immigration. Par contre la crise économique entraîne des adaptations de la consommation privée douloureuses en particulier pour le commerce de détail des pays anglo-saxons. L'évolution ou la normalisation des conditions cadres devrait à nouveau permettre au commerce de détail anglo-saxon de tirer meilleur profit de ses avantages structurels par rapport à la Suisse.

6 Conditions politiques et économiques en comparaison internationale

Ce chapitre approfondit les résultats obtenus jusqu'ici. Il porte sur l'identification des facteurs déterminants pour les analyses des coûts, des prix et de la performance. Ces facteurs sous-jacents («underlying factors») sont d'une part l'influence des conditions générales édictées par les autorités, qui concernent surtout les coûts du commerce de détail, et d'autre part les conditions économiques et sociodémographiques qui influent sur le succès économique de la branche.

6.1 Impact des conditions fixées par l'Etat sur le commerce de détail

La synthèse des analyses de coûts et de prix conduites au chapitre 5 montre que les coûts d'approvisionnement contribuent encore fortement aux disparités de prix entre la Suisse et l'UE. Outre les avantages liés à la taille du marché des grands pays voisins en termes d'approvisionnement à l'importation, le désavantage de la Suisse est aussi dû aux réglementations étatiques.

L'Etat influence les coûts du commerce de détail et les relations internationales de coût à travers une série de conditions cadres relevant de la réglementation. Par le passé, les relations de coût quant à l'approvisionnement à l'importation étaient régies de manière décisive par les coûts de douane, les coûts de transaction liés aux dispositions douanières, les entraves techniques au commerce et les règles du droit des brevets.

Outre les coûts d'approvisionnement, les autorités interviennent sur le niveau relatif des prix à travers la taxe sur la valeur ajoutée. Un autre facteur d'influence de l'Etat sur le commerce de détail réside dans les réglementations étatiques qui touchent l'activité économique du commerce de détail. Ceci concerne par exemple les régimes d'ouverture des magasins ou les restrictions étatiques lors de l'octroi d'autorisations de construire.

Ce chapitre présente la situation actuelle quant à ces thématiques. Pour la question des procédures d'octroi de permis de construire, il est toutefois difficile de mener une comparaison internationale pertinente. En effet, les statistiques officielles comme celles de l'OCDE fixent le début de la durée des procédures d'autorisation de construire au moment où toutes les questions préalables sont éclaircies. Or la phase préalable peut durer des années, par exemple en cas d'opposition de la part de particuliers ou d'organisations environnementales. S'y ajoutent des réglementations cantonales dont la comparaison internationale ne tient pas compte, ce qui entraîne une sous-estimation du fait que les restrictions peuvent être nettement plus dures sur le plan cantonal.

6.1.1 L'importance des droits de douane

La question des disparités de coûts pour l'approvisionnement à l'étranger évoque immédiatement la thématique des droits de douane. Ceux-ci jouent encore un rôle dans le secteur alimentaire. Selon les chiffres de la Direction générale des douanes, les recettes douanières pour les denrées alimentaires, boissons et tabacs se montent à environ 7% de la valeur des marchandises en 2009.

Or pour la comparaison internationale des coûts d'approvisionnement, seul importe l'écart en termes de droits de douane entre la Suisse et les pays européens retenus. Les différences de droits de douane sont négligeables quant aux importations provenant de pays extracommunautaires. En effet, il est bien connu

que les droits à l'importation de denrées alimentaires jouent un rôle important y compris en Union européenne, et les écarts quant à l'importation en provenance de pays tiers sont très réduits.

Environ 80% des importations suisses de denrées alimentaires proviennent des pays de l'Union européenne. Or ces importations sont largement touchées par les droits à l'importation, tandis que le commerce interne à l'UE ne connaît pas de droits de douane. Pour 2009, les statistiques de l'Administration fédérale des douanes établissent des recettes douanières d'environ 494 millions de francs suisses pour les produits de consommation finis du domaine alimentaire, la valeur des marchandises étant de 7.6 milliards de francs suisses. Pour les seules importations en provenance de l'UE, le volume des recettes douanières s'élève à près de 410 millions de francs suisses pour des marchandises d'une valeur de 6.2 milliards de francs suisses.

Ces données permettent d'identifier une majoration implicite des droits de douane à hauteur de 5.4% par rapport à l'UE pour les produits alimentaires importés en Suisse. Or l'importation des denrées alimentaires représente une part plutôt réduite au coût total d'approvisionnement (du fait du niveau élevé des droits de douane et d'autres restrictions légales). Ces coûts directement liés aux droits de douane n'expliquent donc qu'une petite partie des différences des prix à la consommation.

Mais il faut tenir compte du fait que les droits de douane induisent, outre les coûts directs, de forts coûts indirects qui, en définitive, se répercutent de manière significative sur les prix à la consommation. L'encadré qui suit présente la question des effets indirects des droits à l'importation.

Pour les produits non alimentaires, les droits de douane n'entrent pratiquement plus en considération. L'analyse de la statistique douanière montre que les recettes douanières du domaine non alimentaire représentent moins de 1% de la valeur des marchandises. Dans l'ensemble, l'effet des droits de douane pour le secteur non alimentaire entre la Suisse et l'UE n'est que de 0.3%. Pour l'ensemble de l'approvisionnement à l'étranger, l'avantage des pays UE quant aux droits de douane s'élève à 1.1%.

Coûts indirects et effets des droits de douane sur les prix

Outre les coûts directs, les droits de douane induisent également des coûts supplémentaires indirects. Le niveau élevé des droits de douane sur les produits agricoles de base entraîne un niveau plus élevé des prix à la production pour l'industrie de transformation des produits agricoles, qui au final se répercute également sur les prix à la consommation¹¹. Mais le niveau général plus élevé des prix (du domaine agricole) sur le marché intérieur, dû à l'existence des droits à l'importation, exerce lui aussi un effet de hausse des prix à travers le mécanisme décrit.

D'autres coûts indirects découlent du fait qu'au sein du processus international de production, l'économie nationale abandonne certains avantages comparatifs, ou plutôt s'accommode de certains désavantages comparatifs: du fait du niveau élevé des droits de douane, la part des produits agricoles de base et finis produits en Suisse est nettement plus grande que ce ne serait le cas dans des conditions de libre-échange. Dans la mesure où les ressources productives allouées à cette production pourraient, du moins à long terme, trouver un usage plus productif dans d'autres branches, le maintien artificiel de cette production à l'interne entraîne des pertes économiques en termes d'efficacité et de prospérité.

Par le passé, des «coûts structurels» supplémentaires étaient générés dans l'industrie alimentaire par la combinaison des droits à l'importation et des contributions à l'exportation («loi chocolat»). De ce fait, l'industrie alimentaire était soumise à une pression d'adaptation moindre que dans des conditions de libre concurrence internationale.

6.1.2 Coûts de transaction

Outre les droits de douane, il existe une série d'autres explications du fait que les importateurs suisses paient davantage que les importateurs des pays voisins lors de l'importation directe. Une raison possible réside dans le haut niveau des coûts de transaction, par exemple en raison des différentes marges de transport lors de l'approvisionnement à l'étranger. La catégorie des «coûts plus élevés de transaction» concerne également les formalités douanières plus lourdes, les heures plus réduites d'ouverture des douanes ou encore les longues périodes d'attente à la frontière, selon les observations d'une étude d'Avenir Suisse (Avenir Suisse (2006)). Ainsi les périodes plus longues d'attente à la frontière entraînent, selon cette étude, une majoration de 8% pour les coûts de transport. Les attentes à la frontière génèrent en outre une forte insécurité en matière de planification, occasionnant des coûts supérieurs de logistique. Les coûts de transaction au sens large englobent les coûts liés à la gestion des contingents, donc d'une part les frais liés à l'achat aux enchères et d'autre part les coûts administratifs.

¹¹ Le niveau des droits à l'importation connaît une tendance décroissante au fil des étapes de transformation des produits. Par principe, la valeur ajoutée industrielle contenue dans les produits de consommation finis n'est pas soumise aux droits de douane.

6.1.3 Entraves techniques au commerce

Les effets indirects qui peuvent induire une augmentation du coût d'approvisionnement en comparaison internationale découlent parfois de lois et de dispositions concernant les caractéristiques des produits (entraves techniques au commerce). Par le passé, ces exigences techniques obligeaient les producteurs étrangers à procéder à des fabrications spéciales pour un marché suisse de taille relativement réduite. Les quantités produites, comparativement petites, entraînaient une augmentation des coûts unitaires et donc aussi des prix à l'unité pour l'importateur suisse. Autre exemple de surcoût, le réétiquetage ou le réemballage qui s'imposent parfois du fait des prescriptions en matière d'indications sur les emballages.

Introduction du principe «Cassis de Dijon» en Suisse

Dans le domaine des entraves techniques au commerce, la situation politique s'est partiellement améliorée ces dernières années. La révision de 2009 de la loi fédérale sur les entraves techniques au commerce (LETC) vise à éviter, éliminer ou démanteler les obstacles techniques au commerce. Un pilier de la révision de la LETC consiste en l'application autonome du principe «Cassis de Dijon» (voir encadré ci-dessous), décidée en juin 2009 par le Parlement. L'introduction du principe Cassis de Dijon dans le cadre de la révision de la LETC est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2010. Dorénavant, les produits légalement en circulation dans l'espace UE ou EEE peuvent circuler en Suisse sans contrôle préalable. Les exceptions ne sont possibles qu'en cas d'intérêts publics prépondérants, et sont répertoriées sur une liste négative.

Contrairement aux autres produits, les denrées alimentaires nécessitent une autorisation de l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) avant leur première mise sur le marché. Cette autorisation est octroyée sous la forme d'une décision de portée générale s'appliquant aux denrées alimentaires similaires. Le requérant ou la requérante doit prouver que la denrée alimentaire satisfait aux prescriptions techniques de l'UE ou d'un Etat membre de l'UE ou de l'EEE, et établir de manière crédible que la denrée circule légalement sur le marché en question. Les denrées alimentaires sont en outre soumises à la déclaration obligatoire du pays d'origine. Par ailleurs, aucun intérêt public prépondérant au sens de l'art. 4, al. 4, let. a à e, LETC (p. ex. la protection de la vie et de la santé des êtres humains, des animaux et des végétaux) ne doit être menacé.

Qu'est-ce que le principe «Cassis de Dijon»?

Ce principe signifie que les marchandises qui sont fabriquées de manière licite dans un pays membre de l'Union européenne (UE) doivent pouvoir être vendues dans tous les autres pays de l'UE (et dorénavant en Suisse également). Les restrictions ne sont admissibles que si elles sont requises par des intérêts publics prépondérants comme la protection de la santé ou de l'environnement.

Ce principe se fonde sur une décision de la Cour de justice européenne (CJC) en date du 20 février 1979. L'Administration fédérale allemande du monopole des alcools avait interdit à REWE, une entreprise allemande de l'industrie alimentaire, d'importer la liqueur «Cassis de Dijon» (teneur en alcool: 20% Vol.), la législation allemande prescrivant une teneur minimum en alcool de 32% Vol. REWE avait porté l'affaire devant la Cour, qui a décidé que cette interdiction à l'importation était contraire au traité CE. Cet arrêt de la CJC s'est révélé fondamental pour la réalisation de la libre circulation des marchandises au sein du marché intérieur européen.

6.1.4 Dispositions en matière de brevets

La question de l'épuisement des droits de brevets est un des facteurs qui intervenaient, surtout par le passé, lors de l'importation de marchandises. Dans ce domaine également, le contexte de politique économique a connu une évolution positive ces dernières années. Jusqu'à 2009, la Suisse connaissait le système de l'épuisement national des brevets (voir encadré ci-dessous). Cette réglementation empêchait les importations parallèles de produits qui contournent les structures de distribution contractuelles.

Qu'entend-on par «importations parallèles»?

Les importations parallèles désignent le fait d'acheter de la marchandise dans un pays (à bas prix) afin de l'importer dans un autre pays (à prix élevés) pour l'écouler en faisant concurrence aux marchandises directement commercialisées par le producteur.

Le commerce international des marchandises peut être restreint au nom de droits sur les biens immatériels (marques, droits d'auteur, modèles ou brevets). Pour savoir si une restriction est possible, et dans quelle mesure, il faut déterminer si la marchandise est (encore) protégée par des droits de propriété immatérielle; et si le droit national autorise le détenteur de ces droits (détenteur d'un droit protégé) à s'opposer à ce genre d'importations du fait de ses droits de propriété immatérielle (= principe de l'épuisement national), ou non (principe de l'épuisement international).

Introduction de l'épuisement régional dans le droit des brevets

La modification de la loi sur les brevets est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2009. Le Parlement avait adopté le 19 décembre 2008 le régime unilatéral de l'épuisement régional (c'est-à-dire sans convenir d'aucune réciprocité) avec les Etats membres de l'Espace économique européen.

Suite à l'entrée en vigueur de la modification de loi, les produits protégés par un brevet qui ont été mis en circulation dans l'EEE avec l'accord du titulaire du brevet peuvent être importés en Suisse sans l'accord du détenteur du brevet. Il est également permis d'importer des produits que le titulaire du brevet commercialise en dehors de l'EEE, si la protection conférée par le brevet revêt une importance secondaire quant aux caractéristiques fonctionnelles des produits.

Concernant les biens dont les prix sont fixés par l'Etat en Suisse ou à l'étranger – notamment les médicaments – l'importation continue d'être soumise à l'accord du titulaire du brevet. Dans ce cas de figure, c'est le principe de l'épuisement national qui prévaut. Enfin, l'art. 27b de la loi sur l'agriculture (RS 910.1) reste inchangé. L'épuisement international demeure donc applicable aux moyens de production et aux biens d'investissement agricoles.

Conséquences

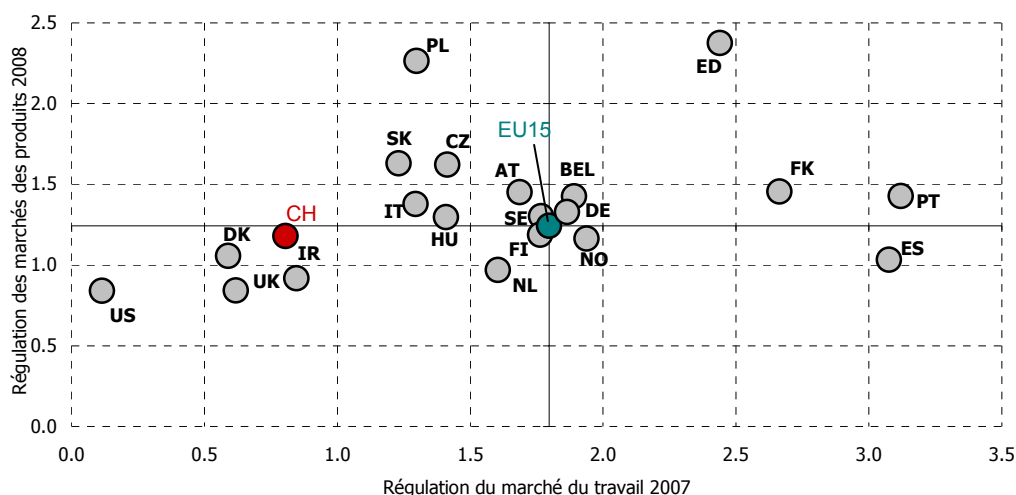
Pour le domaine non alimentaire, cette modification du régime d'épuisement des brevets donnera probablement lieu à certaines baisses de coût à l'approvisionnement. Toutefois, même sous le nouveau régime, les importations parallèles ne seront pas rentables pour tous les détaillants (et notamment les plus petits). Car les économies réalisées à l'approvisionnement s'accompagnent de nouveaux coûts. L'absence de transparence, le surcoût lié au contrôle de qualité, le manque de temps ou les défaillances de l'organisation de l'achat font que les importations parallèles ne sont toujours pas avantageuses pour ces entreprises¹².

¹² Voir Balastèr/Elias (2006), p.7.

6.1.5 Réglementation du secteur intérieur

La réglementation des branches économiques du secteur intérieur intervenant comme fournisseurs de biens ou de consommations intermédiaires dans le processus de production du commerce de détail influe de manière indirecte sur les coûts du commerce de détail. En règle générale, un niveau de réglementation supérieur à la moyenne pour les branches de l'économie intérieure (agriculture, énergie, télécommunication, etc.) entraîne pour le commerce de détail des coûts plus élevés quant à la consommation intermédiaire et l'approvisionnement sur le marché intérieur.

Fig. 6-1 Niveau général de réglementation du marché du travail et des marchés de produits



Le graphique s'applique à l'économie dans son ensemble.

Indices: 0 = réglementation très libérale, 6 = réglementation très restrictive

Sources: OCDE International Regulation Database, calcul BAKBASEL

Comme l'indiquent les données de l'OCDE, la Suisse présente un niveau similaire à la moyenne UE15 en matière de réglementation des marchés de produits. Les données traduisent clairement les efforts politiques déployés ces dernières années en Suisse en faveur d'une plus grande libéralisation des marchés.

Certaines branches présentent cependant encore de nettes différences en termes de réglementation des marchés de produits. Concernant la protection de la production agricole, les statistiques OCDE dénotent pour la Suisse un niveau très supérieur à la moyenne quant aux interventions de l'Etat sur les marchés. Le commerce de détail et les entreprises d'autres branches de la chaîne de valorisation du secteur alimentaire subissent de ce fait un impact négatif en termes de coût.

Concernant la réglementation du marché du travail, la Suisse possède traditionnellement un régime exceptionnellement libéral. Il se trouve que la flexibilité du marché du travail est une condition cadre importante pour le développement économique de branches dont la structure de qualification est inférieure à la moyenne, comme c'est le cas du commerce de détail. Le commerce de détail suisse dispose ainsi d'un avantage dans ce domaine.

6.1.6 Régimes d'ouverture des magasins

Les régimes d'ouverture des magasins influent par divers canaux sur l'évolution économique du commerce de détail. Des études internationales aboutissent au constat que les restrictions en matière d'heures d'ouverture des magasins constituent une entrave aux mutations structurelles de la branche. Après une étape de libéralisation, la plupart des pays observent une tendance au développement d'unités plus grandes, plus efficaces et plus productives. Du côté de la demande, la libéralisation des heures d'ouverture améliore le bénéfice pour la clientèle, en permettant une disponibilité temporelle plus longue de la marchandise, qui s'intègre mieux dans la structure horaire du travail et des loisirs des clients.

Un troisième facteur d'influence porte sur l'aspect de la concurrence. Le commerce de détail suisse est concerné par les heures d'ouverture des pays voisins, en particulier en zone frontalière, car la prolongation des ouvertures pendant les heures creuses pourrait favoriser le tourisme d'achat. C'est pourquoi la question des heures d'ouverture des pays voisins que sont l'Allemagne, la France, l'Autriche et l'Italie est ici traitée de plus près et comparée à la législation suisse.

La situation actuelle en matière d'heures d'ouverture des magasins en Suisse et dans les régions frontalières des pays voisins est abordée ci-dessous. Pour une présentation détaillée de l'impact économique en termes de valeur ajoutée et de productivité du commerce de détail, voir BAKBASEL (2007a).

Heures d'ouverture des magasins en Suisse

En Suisse, les régimes d'ouverture des magasins relèvent de la compétence des cantons. Il existe donc de nettes différences selon les cantons. La réglementation «maximale»¹³, en l'absence de loi cantonale sur les heures d'ouverture des magasins, permet aux détaillants d'ouvrir leurs commerces selon la loi sur le travail, c'est-à-dire de 6 à 23h les jours ouvrables. Mais nombre de cantons¹⁴ connaissent la variante «minimale» qui prévoit des heures d'ouverture de 6 à 18h30 (lundi à vendredi) et de 6 à 17 le samedi. Le dimanche, la Suisse connaît une interdiction générale d'ouverture des magasins pour tous les cantons. Les exceptions concernent les gares et les principales destinations touristiques, ainsi que jusqu'à 4 dimanches par année selon les cantons.

La situation des cantons en zone frontalière est contrastée: Bâle-Ville, Bâle-Campagne, l'Argovie ou la Thurgovie connaissent des régimes relativement libéraux, tandis que les cantons frontaliers de Vaud, Valais et Tessin présentent des écarts marqués quant aux heures d'ouverture par rapport aux pays limitrophes.

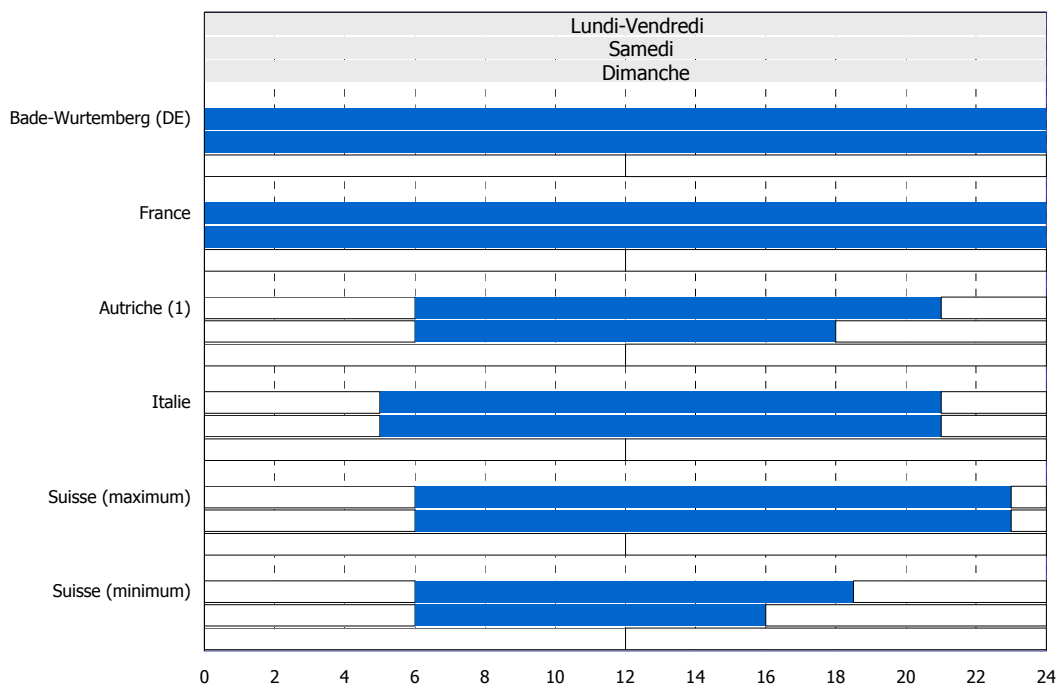
Etat de libéralisation des ouvertures de magasins des pays voisins

Du point de vue du commerce de détail suisse, c'est surtout la situation de Bade-Wurtemberg qui importe. Depuis le milieu de l'année 2007, cette région connaît le régime des 6x24 heures. Les détaillants peuvent donc ouvrir leurs points de vente 24 heures sur 24 les jours ouvrables. Les expériences faites sur la base des nouvelles heures d'ouverture varient selon la situation géographique du magasin et le segment concerné. Une enquête de la fédération du commerce de détail de Bade-Wurtemberg (Einzelhandelsverband Baden-Württemberg) indique que ce sont surtout les détaillants du secteur alimentaire qui profitent de la prolongation des ouvertures, tandis que les autres n'ont pratiquement pas adapté leurs ouvertures. On constate néanmoins une fréquence plus élevée des événements spéciaux en faveur de la clientèle, comme les nuits d'achats. Les principaux problèmes sont la confusion de la clientèle face à la diversité des heures d'ouverture, les mauvaises affluences de clientèle en soirée et la motivation du personnel¹⁵.

¹³ En vigueur en Argovie, Appenzell Rhodes-Intérieures, Bâle-Campagne, Glaris, Nidwald, Obwald, Schwytz et Zurich.

¹⁴ Les cantons à régime très restrictif d'ouverture des magasins sont: Appenzell Rhodes-Extérieures, Lucerne, Jura, Neuchâtel, Saint-Gall, Tessin, Zoug, Vaud, Valais, Soleure, Uri, Fribourg, Genève.

¹⁵ HDE (2008)

Fig. 6-2 Régimes d'ouverture des magasins du commerce de détail

Les réglementations d'exception ne sont pas retenues.

(1) La durée totale d'ouverture par semaine ne doit pas dépasser 72 heures.

Sources: Handelskammer Hamburg (2010), Hauptverband des Deutschen Einzelhandels, Swiss Retail Federation (2010)

La France connaît également un régime comparativement libéral des heures d'ouverture des magasins. Comme en Bade-Wurtemberg, la règle des 6x24 heures est en vigueur sur tout le territoire national. Mais le dimanche reste pour le commerce de détail un jour de repos garanti par la loi. Des tentatives de libéralisation des ouvertures le dimanche ont certes eu lieu, mais n'ont pas rencontré un soutien suffisant sur l'ensemble de l'échiquier politique. Les ouvertures du dimanche dans les grandes métropoles sont en revanche prévues, et parfois déjà mises en œuvre, mais cette disposition ne touche pas les régions voisines de la Suisse.

En Italie, les détaillants ont la permission d'ouvrir les magasins de 5 à 21h les jours ouvrables. Une interdiction de vente est cependant en vigueur pour le dimanche, comme en France et en Allemagne. En Autriche, une loi plus libérale a été introduite au début de l'année 2008 quant aux ouvertures des magasins. Du lundi au vendredi, il est désormais permis d'ouvrir les magasins de 6 à 21h et le samedi de 6 à 18h. Le dimanche est un jour de repos avec interdiction d'ouverture des magasins.

Conclusion

L'analyse des régimes d'ouverture des magasins dans les quatre pays limitrophes de la Suisse montre que les autres régions d'Europe connaissent des systèmes nettement plus libéraux. Les régions frontalières suisses subissent donc un désavantage économique du fait des restrictions en termes d'ouverture des magasins face notamment aux concurrents allemands, français et italiens.

Outre l'impact positif sur la compétitivité internationale, les études internationales disent que la libéralisation entraîne généralement d'autres effets économiques favorables. Il s'agit, du côté de l'offre, de la promotion des mutations structurelles. Du côté de la demande, c'est l'adaptation aux nouveaux comportements des consommateurs sur le plan du travail et des loisirs, et la prise en compte des besoins de la clientèle en matière d'heures d'ouverture des magasins.

6.1.7 Taxe sur la valeur ajoutée

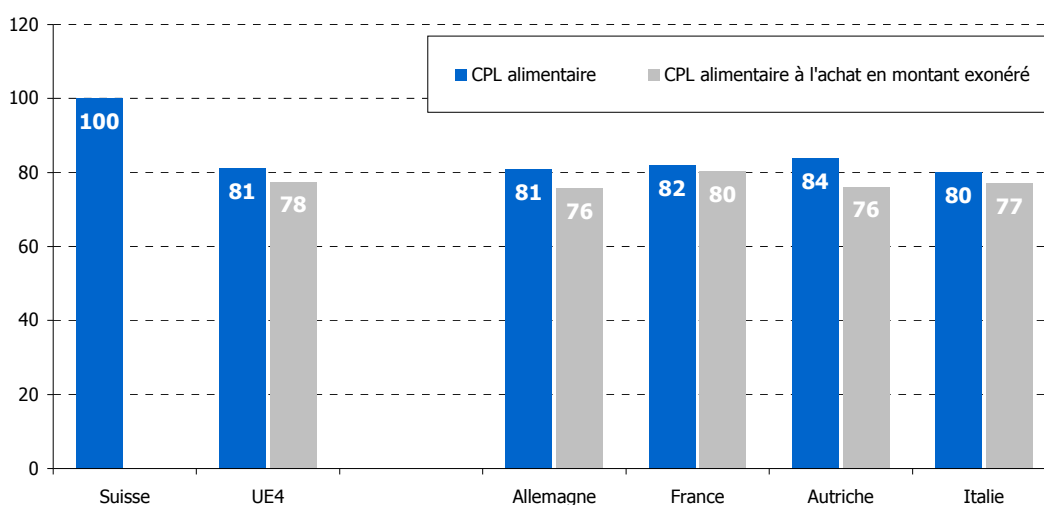
Parmi les facteurs déterminant les prix à l'avantage de la Suisse, il faut relever le taux de taxe sur la valeur ajoutée, nettement plus bas que dans les autres pays. Sans cet avantage, le différentiel de prix par rapport aux pays voisins augmenterait encore de 7%. La TVA joue un rôle particulier concernant les achats à l'étranger en zone frontalière. Les éléments qui entrent en ligne de compte sont ici la hauteur du taux suisse et le montant franc d'impôt.

En région frontalière, la TVA exerce une influence sur l'évasion du pouvoir d'achat par le tourisme d'achat et donc sur les pertes de chiffre d'affaires subies par le commerce de détail. Jusqu'à concurrence d'un montant de 300.- CHF, les achats effectués dans un pays étranger membre de l'UE sont en effet exonérés. Plus le taux de TVA suisse est élevé, et plus le gain de pouvoir d'achat du consommateur à l'achat de l'autre côté de la frontière est élevé par rapport à l'achat en Suisse. Pour l'année 2009, un sondage effectué par COOP (2009) permet d'estimer la valeur des marchandises acquises à l'étranger à 1.8 milliard de francs suisses. La hausse du franc devrait cependant entraîner une augmentation de l'évasion de pouvoir d'achat dans l'année en cours.

Selon COOP (2009), les produits achetés à l'étranger sont surtout les denrées alimentaires (viande, produits laitiers, fruits, légumes). Etant donné que le taux réduit de TVA appliqué aux denrées alimentaires est également comparativement faible en Italie (4.0%) et en France (2.1%), l'achat de ces produits à l'étranger (et donc la restitution de la TVA) est un peu moins avantageux pour ce type de produit. L'Allemagne, principal pays concerné par le tourisme d'achat, présente par contre un taux réduit de TVA de 7%, et l'Autriche un taux de 10%.

Pour le consommateur suisse qui fait ses courses dans ces pays, le prix effectif d'achat est encore nettement plus bas. Pour l'achat transfrontalier en Allemagne, l'écart effectif de prix pour les denrées alimentaires par rapport au niveau suisse n'est pas de 19% (valeur établie par calcul au chapitre 3), mais de 24%, pour autant que l'on reste dans les limites du montant exonéré. Pour l'Autriche, l'écart de prix passe également de 16 à 24%. Le graphique ci-dessous fait apparaître les niveaux de prix à l'étranger pour un panier moyen de denrées alimentaires du point de vue du consommateur frontalier suisse dont les achats se limitent au montant exonéré.

Fig. 6-3 Niveau des prix alimentaires à l'étranger du point de vue du consommateur transfrontalier 2009



Achat de denrées alimentaires à l'étranger dans les limites du montant franc de TVA.
Source: BAKBASEL

6.2 Facteurs de succès économique du commerce de détail

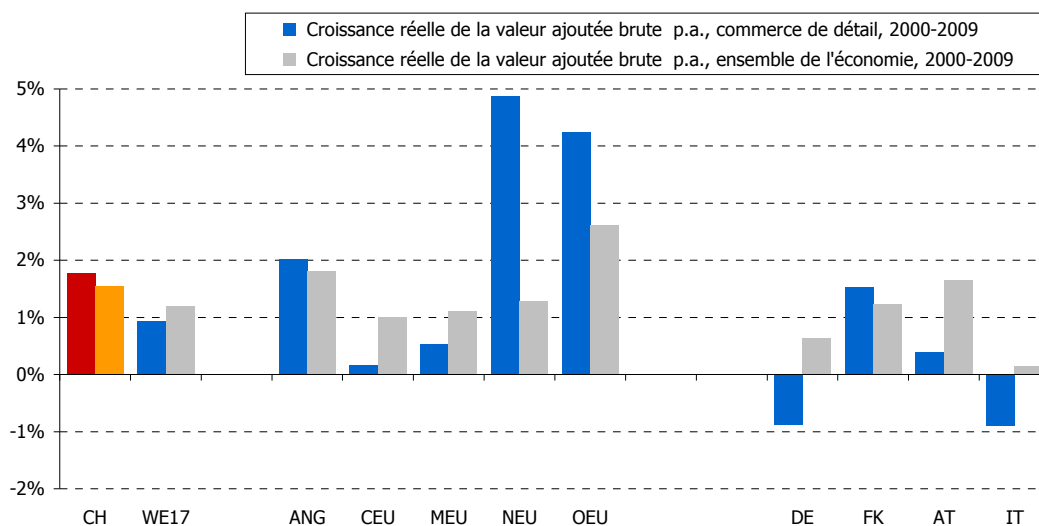
A court ou à moyen terme, la performance du commerce de détail dépend fortement des facteurs liés à la demande. L'évolution générale des dépenses de consommation privée, la croissance démographique et le développement des revenus constituent des conditions importantes pour l'évolution de la valeur ajoutée du commerce de détail. Sur le long terme, ce sont surtout les facteurs structurels et ceux qui concernent l'offre qui déterminent la dynamique de productivité d'une branche. Du côté de l'offre, les facteurs importants sont la taille du marché, la structure de la concurrence, le progrès technologique et les mutations organisationnelles. Le point suivant traite l'état de ces grandeurs pour le commerce de détail suisse en comparaison internationale.

6.2.1 Conditions économiques générales

Evolution conjoncturelle générale

Ces dix dernières années, l'économie suisse a enregistré une croissance réelle du PIB exceptionnelle par rapport à beaucoup de pays européens. Parmi les quatre pays voisins, seule l'Autriche a connu une évolution du PIB de 1.7%, légèrement supérieure à la Suisse (+1.5%). En moyenne d'Europe occidentale (WE17) la croissance annuelle du PIB est en moyenne de 1.2% entre 2000 et 2009. Les pays anglo-saxons (+1.8%) et d'Europe de l'Est (+2.6%) sont les seuls à réaliser une évolution plus dynamique que la Suisse. Du point de vue de l'économie nationale, le commerce de détail suisse a donc bénéficié d'une situation plus avantageuse que dans les pays voisins.

Fig. 6-4 Croissance réelle du PIB par rapport à la valeur ajoutée du commerce de détail

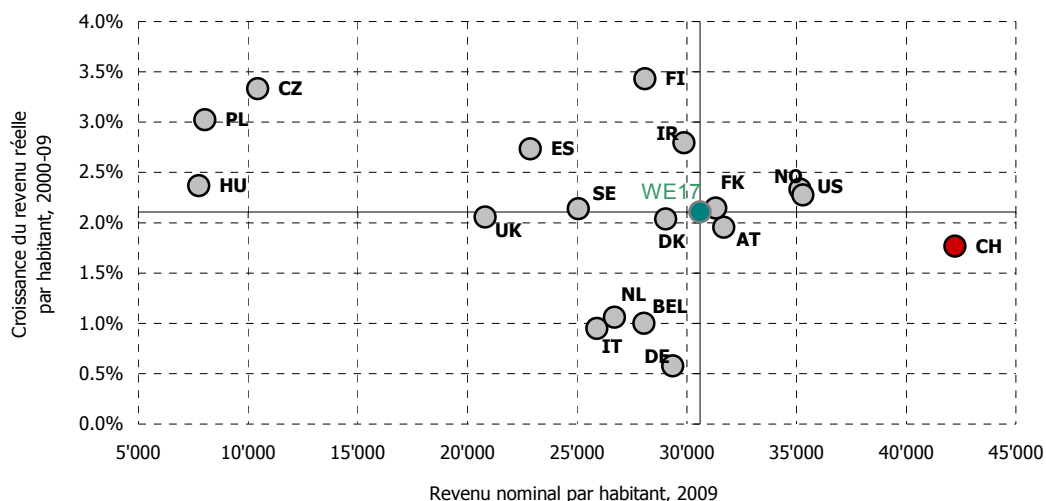


Source: OFS, BAKBASEL

Evolution des revenus

S'agissant de l'évolution des dépenses de consommation (par habitant), la croissance des revenus par habitant joue un rôle déterminant. En Suisse, le revenu moyen par habitant se monte à un peu plus de 42'000 CHF par année en 2009. Parmi les pays retenus, aucun autre ne présente un revenu de hauteur comparable par habitant. Le deuxième et troisième rang est occupé par les USA (35'300) et la Norvège (35'100). Concernant la croissance du revenu par habitant ces neuf dernières années, la Suisse est par contre devancée par un grand nombre de pays. Affichant une croissance annuelle moyenne à hauteur de 1.8%, la Suisse se situe en dessous de la moyenne d'Europe occidentale (+2.1%). Outre les pays du Nord, l'Irlande et l'Espagne, une très forte croissance des revenus s'observe en particulier dans les pays d'Europe de l'Est ces dernières années. Il faut toutefois à nouveau rappeler que le niveau de pays comme la Pologne, la République tchèque ou la Hongrie reste très bas. En Suisse, les revenus par habitant sont environ quatre fois supérieurs aux ceux des pays mentionnés pour 2009.

Fig. 6-5 Revenu par habitant 2009 et croissance 2000-2009



Sources: Oxford Economics, calcul BAKBASEL

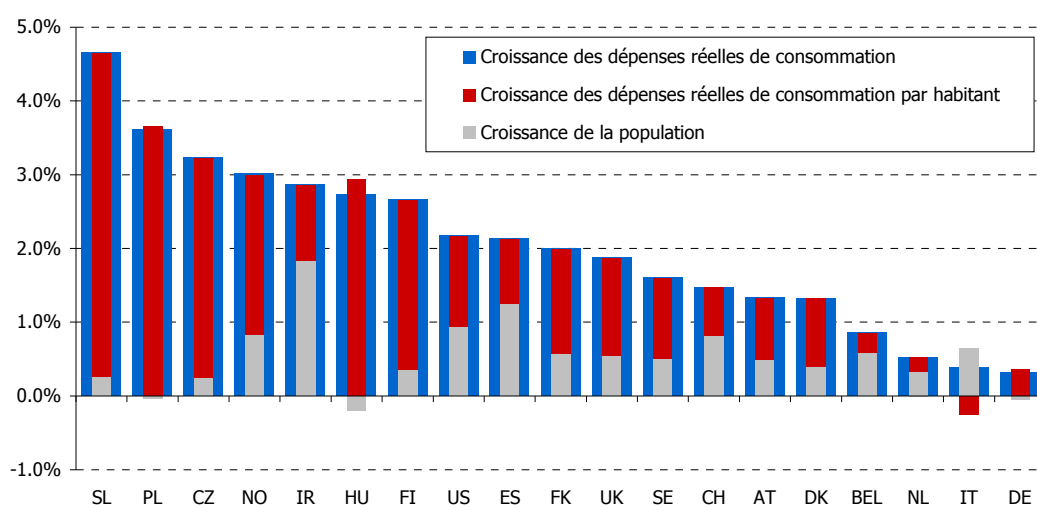
Démographie

Outre la croissance du revenu disponible, l'évolution démographique représente une variable majeure pour le commerce de détail. La croissance comparativement forte de la valeur ajoutée et des chiffres d'affaire du commerce de détail ces dernières années est notamment due à une croissance démographique élevée. La population résidant de manière permanente en Suisse s'est accrue de 0.8% par année entre 2000 et 2009; dans le contexte européen, la Suisse forme ainsi le groupe de pointe, avec l'Irlande (+1.8%) et l'Espagne (+1.3%). Ce sont surtout les grandes économies d'Europe centrale comme l'Allemagne ou l'Italie qui accusent un net retard par rapport à la Suisse sur le plan de la croissance démographique.

Dépenses de consommation

Le graphique suivant illustre la subdivision de la croissance des dépenses de consommation privée en deux composantes: la croissance des dépenses par habitant et la croissance démographique. Les pays d'Europe de l'Est que sont la République slovaque, la République tchèque et la Pologne présentent le plus fort taux de croissance réel des dépenses de consommation parmi les pays retenus. Ces nouveaux membres de l'UE enregistrent une croissance moyenne de la consommation privée située entre 3.2 et 4.7% par année. A noter toutefois que le niveau initial de ces pays est très bas et qu'il s'agit principalement d'un effet de convergence. La croissance annuelle moyenne des dépenses de consommation en termes réels pour 2000-2009 s'élève en Suisse à 1.5%, valeur située au-dessus de la croissance des pays voisins que sont l'Allemagne (+0.3%), l'Italie (+0.4%) et l'Autriche (+1.3%), à l'exception de la France (+2.0%).

Fig. 6-6 Consommation par habitant et croissance démographique 2000-2009



Source: Oxford Economics, calcul BAKBASEL

Perspectives

En ce qui concerne l'évolution économique générale, les perspectives de revenus et de consommation, il est permis de tirer une conclusion positive pour l'avenir de la Suisse. L'économie d'exportation suisse se classe à un très bon rang au sein de la concurrence internationale, donnant lieu à des perspectives avantageuses pour la croissance économique générale, mais aussi pour l'évolution de l'emploi et des salaires. On peut donc s'attendre au maintien d'une croissance stable des dépenses de consommation privée, qui profitera au commerce de détail.

6.2.2 Taille et dynamique du marché

Un marché du commerce de détail qui couvrirait l'Europe occidentale dans son ensemble serait nettement plus grand que le marché des Etats-Unis. Or l'Europe occidentale connaît un marché qui reste fortement fragmenté. Les disparités linguistiques et culturelles ne permettent pas de parler d'un marché intérieur en tant que tel. Par ailleurs, les comportements et les préférences des consommateurs continuent de différer nettement entre les pays UE.

Mais il existe des similitudes entre certains pays, par exemple entre l'Allemagne et l'Autriche, ou entre les pays scandinaves (Norvège, Suède, Finlande, Danemark). Ceci se traduit par une offre similaire, mais surtout par des enseignes identiques dans le commerce de détail. La Suisse se place au 10^e rang des pays. Son chiffre d'affaires d'un peu plus de 96 milliards CHF en fait un marché de petite taille en comparaison internationale.

Fig. 6-1 Taille du marché en comparaison internationale

Pays/région	Taille du marché [mio. CHF]
Europe occidentale	3'340'191
USA	2'743'403
Europe de l'Est	257'176
UK	612'314
Allemagne	602'829
France	568'380
Italie	480'835
Espagne	340'868
Pologne	162'511
Pays-Bas	144'074
Belgique	121'151
Suisse	96'339
Suède	92'806
Autriche	80'648
Norvège	72'289
Portugal	68'430
Danemark	61'904
République tchèque	53'439
Finlande	51'963
Irlande	41'702
Hongrie	41'226

Sources: Eurostat, OFS, offices nationaux de la statistique, calcul BAKBASEL

Europe occidentale: UK, Allemagne, France, Italie, Espagne, Pays-Bas, Belgique, Suède, Autriche, Norvège, Portugal, Danemark, Finlande, Irlande

6.2.3 Intensité de la concurrence

Structure du marché

En 2009, la Société coopérative Migros¹⁶ se classe à la pointe en réalisant un chiffre d'affaires de 15 milliards de francs suisses, suivie par Coop¹⁷ dont le chiffre d'affaires est de 13.8 milliards. Le troisième et quatrième rang est occupé par Denner et Manor, qui comptabilisent un chiffre d'affaires d'environ 3 milliards de francs suisses. Ensuite, on trouve les enseignes du secteur non alimentaire que sont IKEA, Media Markt, H&M et C&A; leurs chiffres d'affaires sont inférieurs à 1 milliard de francs suisses.

Intensité de la concurrence

La concentration du marché est généralement mesurée à l'aide du nombre d'entreprises possédant une certaine part au volume total du marché. Le calcul de ce chiffre clé du commerce de détail suisse aboutit au constat que la concentration du marché est supérieure à la moyenne, du moins dans le secteur alimentaire. Une forte concentration du marché indique en règle générale un bas niveau d'intensité concurrentielle, de faibles incitations à l'innovation et des gains de productivité inférieurs à la moyenne. Toutefois, la concurrence peut être très intense y compris au sein d'un oligopole, donc sur un marché dominé par un petit nombre d'entreprises qui exercent les unes sur les autres une influence stratégique.

Mesurer de manière adéquate l'intensité de la concurrence est donc une tâche malaisée. Les résultats des mesures dépendent fortement du choix des indicateurs et de la méthode d'analyse. Du point de vue des autorités de surveillance de la concurrence, le critère décisif en pratique est de savoir si une entreprise est en mesure de tirer profit de sa position dominante sur le marché en exerçant un pouvoir de fixation des prix. Tant qu'on ne constate pas de barrières d'une hauteur prohibitive à l'entrée sur le marché, ce type de pouvoir de fixation des prix n'existe pas. L'élément déterminant ne sera donc pas forcément le nombre des concurrents présents, mais plutôt la possibilité théorique de l'arrivée de nouveaux acteurs sur le marché. En Suisse, la commission de la concurrence s'est plusieurs fois penchée sur les fusions ou acquisitions dans le commerce de détail ces dernières années (Denner, Carrefour, Fust, Waro). Dans tous ces cas, la fusion a été autorisée et la commission a constaté que la concurrence fonctionnait.

Après l'enseigne Aldi, arrivée en Suisse en 2005, c'est Lidl, autre représentant du «hard discount», qui s'implante dans le commerce de détail suisse en mars 2009. En juin 2010, Aldi exploitait 121 et Lidl plus de 40 points de vente en Suisse¹⁸. Les marchés d'approvisionnement étant moins protégés que dans le secteur alimentaire, certains segments du domaine non alimentaire (meubles ou électronique, notamment) ont vu l'arrivée de grandes entreprises du commerce de détail sur le marché suisse il y a déjà plusieurs années.

Impact de l'accès d'Aldi et Lidl au marché

L'amélioration des relations de prix dans le domaine alimentaire, présentée au chapitre 3, ne s'explique cependant pas par l'accès au marché de ces deux enseignes allemandes de discount. En premier lieu, il faut relever qu'Aldi et Lidl pratiquent des prix nettement plus élevés en Suisse qu'en Allemagne. Ensuite, leur part au chiffre d'affaires total est encore trop petite pour exercer une influence notable sur la tendance générale. Toutefois, l'entrée d'Aldi et de Lidl sur le marché suisse a certainement renforcé la concurrence sur le marché suisse. Les entreprises traditionnellement présentes ont réagi dès avant l'arrivée des nouveaux concurrents en renforçant leurs efforts en termes de gains de productivité et d'efficacité. Ces efforts ont déployé des effets positifs y compris sur le niveau des prix (voir chapitre 5.8).

¹⁶ Marché intérieur seulement; sans Denner et d'autres filiales; sans Migrol.

¹⁷ Sans Interdiscount, Christ Montres & Bijoux, TopTip/Lumimart, Import Parfumerie et Ing. Dipl. Fust.

¹⁸ Handelszeitung Online (2010a/2010c)).

Perspectives

L'intensité de la concurrence restera forte dans le commerce de détail ces prochaines années. Il faut s'attendre à une nouvelle montée de la concentration et à une compétition renforcée visant à évincer les concurrents.

6.2.4 Progrès technologique

Une analyse des facteurs de succès du commerce de détail (BAKBASEL (2007)) établit que le facteur clé du tournant réalisé par le commerce de détail suisse quant à la croissance se fonde sur une poussée de productivité intervenue depuis une dizaine d'années. Le principal moteur du progrès technologique réside dans les nouvelles technologies de l'information et de la communication (TIC), qui ont fait passer le commerce de détail du statut de branche «à basse technologie» à celui d'une industrie moderne de l'information.

Les technologies de l'information et de la communication ont ouvert au commerce de détail de nouvelles possibilités de collecte et de traitement de l'information (voir ci-dessous l'encadré concernant l'utilisation des TIC dans la distribution).

De forts gains d'efficacité dans le domaine de l'approvisionnement et de la logistique se sont ainsi réalisés, à travers l'interconnexion d'informations récentes concernant:

- l'évolution de la demande (informations disponibles depuis l'introduction du scanner seulement);
- les stocks disponibles en magasin;
- et les stocks disponibles dans les centres de distribution («inventaire en temps réel»).

C'est l'introduction des TIC qui a permis le développement du concept de la «vente allégée» («lean retailing»). L'interconnexion de l'information a permis:

- de gagner du temps (en prévoyant à temps les difficultés de livraison);
- d'améliorer l'efficacité de l'allocation des ressources («le bon produit, au bon moment, au bon endroit»);
- et de diminuer les frais de stockage.

La commercialisation et le contrôle de gestion ont également profité de la quantité et de la rapidité de collecte de l'information. Le contrôle des chiffres de vente récents par marchandise permet en outre:

- une adaptation rapide de l'assortiment à l'évolution de la demande;
- une publicité individualisée à travers le dépouillement des données-clients;
- et de nouvelles actions publicitaires à travers un support médiatique d'un type entièrement nouveau, l'Internet.

Perspectives

Nous estimons que le potentiel en termes de gains d'efficacité dans le commerce de détail n'est pas encore épuisé. La poursuite du développement technologique et la réalisation de gains d'efficacité resteront des axes clés du succès du commerce de détail ces prochaines années.

La révolution des TIC dans le secteur de la distribution: du code-barre au «self-scanning»

Les technologies d'information et de communication (TIC) ont entamé leur irrésistible ascension au milieu des années 1970, par l'introduction du code-barre et du scanner dans le commerce états-unien. L'enregistrement des marchandises à la réception et à la caisse s'est ainsi considérablement simplifié.

Dans un premier temps, pour des raisons de coût, les nouvelles possibilités techniques ont surtout été introduites par les grandes chaînes commerciales. Au fil du temps, les possibilités d'automatisation par l'innovation technique, l'amélioration du matériel informatique et des logiciels se sont multipliées. L'exploitation des TIC dans le commerce de détail a joué un rôle de premier plan pour le développement de la productivité de la branche. Parallèlement, les coûts d'investissement ont notablement baissé, stimulant l'introduction des systèmes de ce type par les entreprises plus petites.

A l'heure actuelle, les TIC interviennent dans tous les domaines du commerce de détail: fidélisation des fournisseurs à travers l'échange de données informatisées (EDI), Extranet ou encore un portail réservé aux fournisseurs; automatisation plus poussée du traitement de la réception des marchandises et de la gestion des stocks; généralisation du système de scanner à la caisse; remplacement progressif du clavier par l'écran tactile, facilitant le travail du personnel. Et Internet devient une plateforme de publicité et d'information d'importance croissante, dépassant le simple rôle de complément aux imprimés publicitaires.

Les TIC ont profondément rationalisé les opérations du domaine de la logistique. Les systèmes électroniques ont permis d'optimiser le transport des marchandises entre les centres de distribution et les points de vente. Les frais de stockage ont probablement considérablement baissé. Les entreprises du commerce de détail connaissent nettement mieux l'évolution de la demande et l'état des stocks, car elles disposent d'informations plus nombreuses et mieux ciblées. La livraison «à flux tendus» («just-in-time») est devenue la norme.

Les différents domaines ont été progressivement interconnectés (Intranet) et peuvent être pilotés et contrôlés de manière centralisée. Collectées et exploitées en permanence, les informations «en temps réel» permettent une gestion plus efficace des ressources disponibles, en réduisant les périodes de stockage et en orientant l'approvisionnement en fonction de la consommation et de la demande. Au sein de l'organisation d'ensemble, de nouvelles possibilités se créent ainsi pour le segment des «biens de consommation à rotation rapide» («fast moving consumer goods»), donnant lieu à des gains de productivité importants sur le plan du personnel concerné.

Une nouvelle étape de l'exploitation des TIC réside dans l'interconnexion de l'ensemble des filiales d'une entreprise du commerce de détail. Toutes les caisses, tous les postes et terminaux de travail peuvent donc être gérés de manière centralisée. La centrale fournit les logiciels les plus récents à chaque poste de travail et les prix du jour à chaque caisse.

L'affichage électronique des prix sur les rayons n'est pas encore très répandu. Cette option permettrait d'uniformiser les prix affichés de toutes les filiales d'une même entreprise, et donc de flexibiliser au maximum la gestion des prix. Les fondements techniques d'une telle application existent d'ores et déjà. Les technologies de réseau local sans fil («wireless lan» ou WLAN) et d'identification par radiofréquence (RFID) constituent la base d'une nouvelle étape d'interconnexion électronique des activités quotidiennes du commerce de détail. Le code produit électronique (EPC) lié à la technologie d'identification par radiofréquence (RFID) permet d'éviter les ruptures de stock dans les entrepôts ou les points de vente, ou encore de procéder à un inventaire électronique.

La mise en œuvre de la technologie RFID et la pose d'une puce («radio-étiquettes» ou «RFID-tag») sur chaque produit ouvre un large éventail d'usages possibles, par exemple en termes de prestations complémentaires ou de dispositif antivol. Dans certains cas, il existe déjà des «rayons intelligents» qui émettent un message lorsque le nombre d'articles disponibles tombe au-dessous d'une certaine limite, ou lorsqu'un produit s'approche de sa date de péremption.

Enfin, le «self-scanning» par les consommateurs introduira une profonde modification du secteur du commerce de détail. Tandis que les USA connaissent déjà largement ces systèmes de «self-checkout», l'Europe reste réservée pour l'instant. Les projets pilotes en cours sont néanmoins destinés à tester la praticabilité et l'utilité de ces systèmes de vente «sans caisse».

Des informations complémentaires sur les évolutions récentes en matière de TIC dans la distribution sont disponibles dans KPMG (2006).

6.3 Conclusion

Sur la base de la situation actuelle et de l'évolution des conditions politiques générales, on constate qu'une amélioration s'amorce dans certains domaines. Aujourd'hui il s'agit de réellement mettre en œuvre les modifications décidées, par exemple dans le cas du principe «Cassis de Dijon». Les réformes entamées notamment dans le secteur de l'agriculture doivent se concrétiser. Le commerce de détail pourrait aussi profiter d'une flexibilisation des régimes d'ouverture des magasins.

En ce qui concerne les conditions économiques générales, il est permis de tirer une conclusion largement positive pour l'avenir. L'économie d'exportation suisse se classe à un très bon rang au sein de la concurrence internationale, donnant lieu à des perspectives avantageuses pour la croissance économique générale, mais aussi pour l'évolution de l'emploi et des salaires. On peut donc s'attendre au maintien d'une croissance stable des dépenses de consommation privée, qui profitera au commerce de détail. En comparaison avec les conditions économiques des pays voisins, le commerce de détail suisse devrait donc également conserver ses avantages ces prochaines années.

Du côté de l'offre, l'intensité concurrentielle devrait rester vive. De plus, la branche se trouve encore dans une phase de mutation technologique, poursuivie avec détermination par les entreprises. Ces deux éléments donnent à penser que les efforts déployés pour tirer profit des potentiels d'efficience et pour augmenter la productivité ne faibliront pas.

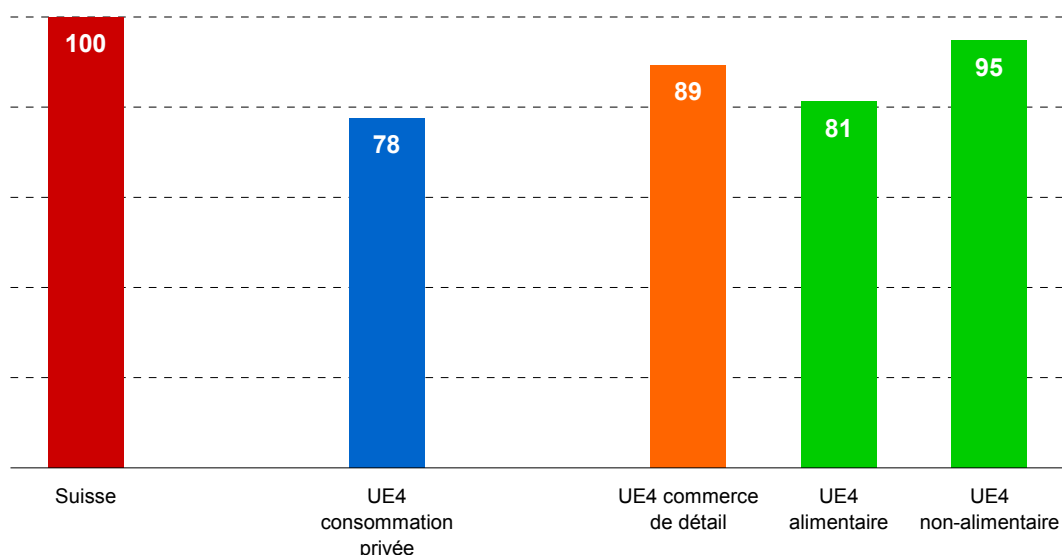
7 Résumé

Pour certains biens de consommations, la Suisse passe toujours pour un «îlot de cherté». Les publications régulières de comparaisons internationales des prix, portant souvent sur un ou plusieurs produits précis, mettent en évidence leur cherté en Suisse. Mais ces comparaisons sont rarement effectuées de manière systématique pour un panier-type représentatif. Dans la présente étude, après les analyses publiées en 2001 et 2006, BAKBASEL effectue pour la troisième fois une comparaison internationale systématique des prix des biens du commerce de détail.

Diminution des différences de prix à large échelle

Les résultats de l'analyse des prix établissent que le niveau suisse des prix reste nettement supérieur à celui des pays voisins. En 2009, le niveau des prix du commerce de détail allemand, français, autrichien et italien était en moyenne inférieur de 11% au niveau suisse. De nettes différences apparaissent entre les segments. Le secteur alimentaire dénote une différence de prix de près de 19%, qui n'est que de 5% dans le secteur non alimentaire. Pour certaines catégories de produits, les prix suisses se retrouvent même à un niveau plus bas qu'à l'étranger.

Fig. 7-1 Comparaison internationale des prix 2009



Indice du niveau des prix en moyenne pondérée de consommation pour l'Allemagne, la France, l'Autriche, l'Italie en comparaison avec la Suisse (CH=100)

Source: BAKBASEL, OFS, Eurostat

Par rapport à 2005, le commerce de détail suisse est parvenu à réduire le différentiel de prix par rapport à l'étranger pour presque toutes les catégories de produits. Dans l'ensemble la différence de prix par rapport aux pays voisins a diminué de 9 points de pourcentages, se réduisant donc pratiquement de moitié. Corrigée de l'effet des taux de change, cette évolution apparaît encore plus clairement. Dans l'hypothèse d'un taux de change fixe, la réduction de la différence de prix entre 2000 et 2009 serait même de 12 points de pourcentage.

Décomposition de «l'îlot de cherté»

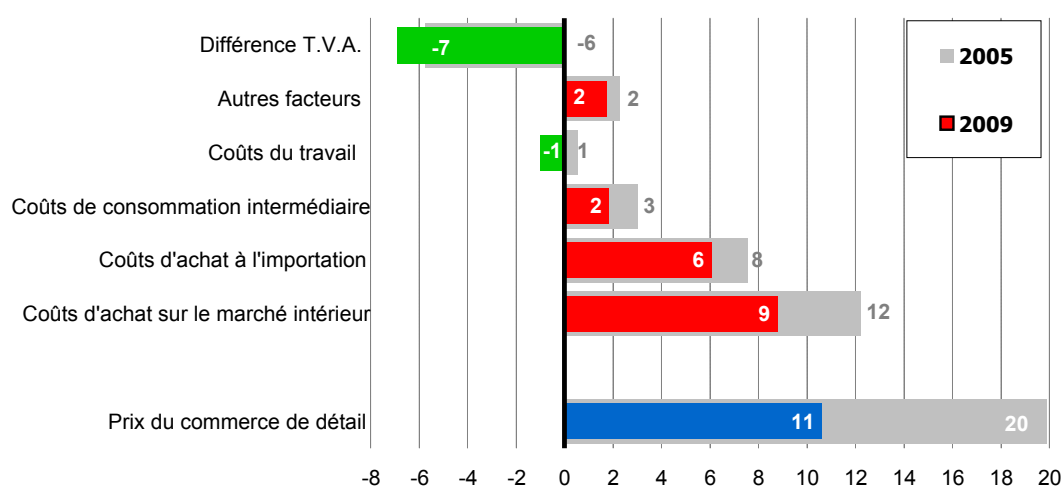
Dans un autre module, le «processus de production» du commerce de détail est étudié en fonction des coûts expliquant les différences de niveaux de prix à l'échelle internationale. Les différences de prix et de coûts sont ensuite synthétisées. Cette opération permet de mettre en évidence la contribution des différents facteurs de coûts au différentiel de prix par rapport à l'étranger.

Le principal constat établi par cette analyse est que l'essentiel de la différence de prix s'explique aujourd'hui encore par les désavantages de coûts imposés au commerce de détail suisse dans le domaine de l'approvisionnement. Ceci concerne en particulier le secteur des denrées alimentaires, marqué par un haut niveau de protection de la production agricole en comparaison internationale, qui donne lieu à des prix plus élevés. Les coûts salariaux unitaires jouent un rôle secondaire, le commerce de détail suisse possède même un léger avantage à cet égard, constat qui vaut aussi pour le taux suisse moins élevé de taxe sur la valeur ajoutée.

La décomposition de l'îlot de cherté suisse indique que par rapport à la Suisse, les prix à la consommation du commerce de détail des pays voisins que sont l'Allemagne, la France, l'Autriche et l'Italie sont en moyenne:

- inférieurs de 9% en raison de moindres coûts d'approvisionnement sur le marché intérieur;
- inférieurs de 6% en raison de moindres coûts d'approvisionnement à l'importation;
- inférieurs de 2% en raison de moindres coûts de consommation intermédiaire;
- supérieurs de 1% en raison de coûts salariaux unitaires plus élevés;
- supérieurs de 7% en raison de taux plus élevés de taxe sur la valeur ajoutée.

Fig. 7-2 Décomposition de l'îlot de cherté 2005 et 2009



Contribution moyenne des différentes composantes et facteurs de coûts à la différence des prix à la consommation du commerce de détail suisse par rapport aux pays voisins que sont l'Allemagne, la France, l'Autriche et l'Italie.

Source: BAKBASEL

La comparaison avec les valeurs actualisées de 2005 montre que le différentiel des prix à la consommation du commerce de détail entre les pays de l'UE4 et la Suisse a baissé d'environ 9 points de pourcentage. La contribution la plus importante à ce recul (3.4 points de pourcentage) est due à une réduction des coûts d'approvisionnement sur le marché intérieur, dont le poids joue un rôle majeur. Les effets liés aux avantages relatifs quant à la consommation intermédiaire et au coût de la main-d'œuvre équivalent chacun environ à la moitié du poids de la composante principale mentionnée ci-dessus. Par ailleurs le relèvement des taux de taxe sur la valeur ajoutée dans certains pays voisins a produit une réduction supplémentaire de la différence de prix à hauteur de 1.2 points de pourcentage.

Les gains de productivité permettent des réductions de prix

La deuxième partie de l'étude examine dans quelle mesure les gains de productivité, supérieurs à ceux des pays voisins, ont permis que les prix gagnent en attractivité par rapport à l'étranger ces trois dernières années. Dans l'ensemble, les données indiquent que l'évolution de la productivité de ces dernières années a partiellement profité aux salariés, mais aussi de manière significative aux consommateurs. Les gains d'efficacité et de productivité des dernières années ont ainsi permis l'érosion de l'îlot de cherté. Si la productivité du commerce de détail suisse avait simplement suivi l'évolution des coûts de la main-d'œuvre, les prix du commerce de détail seraient – en supposant par ailleurs des conditions cadres inchangées – majorés de 3.6%.

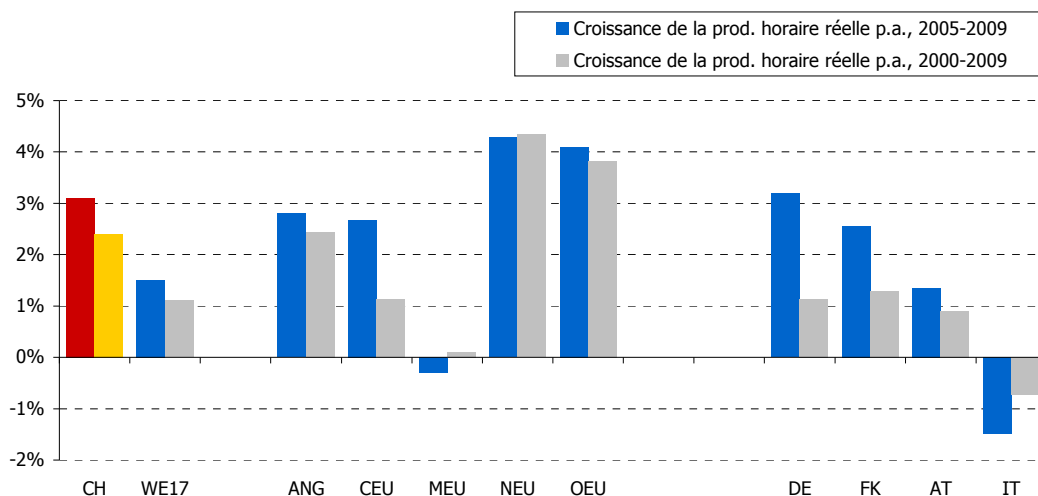
Le commerce de détail suisse maintient son avantage de productivité par rapport à l'Europe occidentale

Une première grande comparaison internationale de la performance économique du commerce de détail suisse a été conduite en 2007. Le principal constat issu de cette étude est que le commerce de détail suisse avait réussi à combler son retard de croissance, par rapport à la moyenne d'Europe occidentale, grâce à un développement exceptionnel de la productivité entre 2000 et 2005.

Les données actuelles montrent que la Suisse a réussi à agrandir son avantage en termes de productivité ces dernières années. La productivité horaire nominale du commerce de détail suisse s'élève à 49 francs suisses par heure travaillée en 2009. Le commerce de détail suisse se place ainsi nettement au-dessus de la moyenne d'Europe occidentale (32 CHF/h.). Les quatre pays voisins de la Suisse présentent un niveau de productivité moyen de 39 CHF/h. Le commerce de détail suisse a donc encore développé son avantage de productivité depuis 2005.

Concernant la croissance de la productivité, les pays d'Europe de l'Est et du Nord se classent à la pointe. Dans ces pays, la performance économique par heure travaillée s'est chaque année accrue de 4% et plus – mais cette croissance part d'un niveau initial nettement plus bas que celui de la Suisse. Par rapport à la plupart des pays d'Europe occidentale, le commerce de détail suisse fait preuve d'un développement de la productivité supérieur à la moyenne: 2.4% entre 2000 et 2009. Pour les quatre pays voisins, le taux de croissance était en moyenne inférieur de 1.8 points de pourcentage dans la période considérée.

L'évolution de la productivité restant supérieure à la moyenne, le commerce de détail suisse surpasse aujourd'hui nettement l'Europe occidentale en termes de croissance de la valeur ajoutée. Ces dernières années, la Suisse a même rejoint le niveau des pays anglo-saxons, certes beaucoup plus durement touchés par les conséquences de la crise financière et économique. La normalisation de l'évolution conjoncturelle permettra au commerce de détail anglo-saxon de tirer meilleur profit de ses avantages structurels.

Fig. 7-3 Croissance annuelle de la productivité horaire réelle du commerce de détail 2000-2009

Source: BAKBASEL

Conditions cadres politiques et économiques

Concernant les conditions politiques générales, une amélioration s'amorce dans certains domaines depuis quelques années. Aujourd'hui il s'agit de réellement mettre en œuvre les modifications décidées, comme l'introduction autonome du principe «Cassis de Dijon». Les réformes entamées notamment dans le secteur de l'agriculture ou les mesures de libéralisation prévues pour d'autres secteurs du marché intérieur doivent se concrétiser. Les réformes de politique économique peuvent favoriser la poursuite de la réduction des prix.

Si ce type de réforme peut contribuer à réduire les prix, il ne faut cependant pas s'attendre à une adaptation intégrale des prix au niveau des pays voisins, même en cas de modifications d'ampleur. Les facteurs fondamentaux que sont la topographie ou les préférences de la société suisse restent déterminants. Les petites dimensions de la Suisse impliquent en particulier que le sol est rare, ce qui entraîne des prix à la construction et des loyers élevés pour le commerce de détail. Ce facteur ne va pas disparaître.

Outre les mesures de politique économique visant à réduire les prix relatifs, les réformes de politique économique (par ex. heures d'ouverture des magasins) peuvent également développer un impact positif sur la dynamique économique du secteur.

En ce qui concerne les conditions économiques générales, le commerce de détail suisse profite du bon positionnement de l'économie dans son ensemble. L'économie d'exportation suisse se classe également à un très bon rang au sein de la concurrence internationale, donnant lieu à des perspectives positives pour la croissance économique générale, mais aussi pour l'évolution de l'emploi et des salaires. On peut donc s'attendre au maintien d'une croissance stable des dépenses de consommation privée. En comparaison avec les conditions économiques des pays voisins, le commerce de détail suisse devrait donc également conserver ses avantages ces prochaines années.

Du côté de l'offre, l'intensité concurrentielle devrait rester vive. De plus, la branche se trouve encore dans une phase de mutation technologique, poursuivie avec détermination par les entreprises. Ces deux éléments donnent à penser que les efforts déployés pour tirer profit des potentiels d'efficacité et pour augmenter la productivité ne faibliront pas.

8 Bibliographie

- Avenir Suisse (2006)
«*Teure Grenzen*», März 2006.
- Badische Zeitung (2009)
«Das goldene Zeitalter ist vorbei», 20.10.2009.
<http://www.badische-zeitung.de/st-louis/das-goldene-zeitalter-ist-vorbei--21215122.html>
Consulté le 23.09.2010
- BAKBASEL (2002)
«*Internationaler Vergleich des Schweizerischen Detailhandels*», Studie im Auftrag der Swiss Retail Federation, Basel, April 2002.
- BAKBASEL (2006)
«*L'importance du commerce de détail pour l'économie suisse*», Etude sur mandat de la Communauté d'intérêt du commerce de détail suisse CI CDS, Bâle, mai 2006.
- BAKBASEL (2006)
«*Comparaison internationale des facteurs déterminant les prix et les coûts dans le commerce de détail*», Etude sur mandat de la Communauté d'intérêt du commerce de détail suisse CI CDS, Bâle, septembre 2006.
- BAKBASEL (2007)
«*La performance du commerce de détail suisse en comparaison internationale*», Etude sur mandat de la Communauté d'intérêt du commerce de détail suisse CI CDS, Bâle, juin 2007.
- BAKBASEL (2010)
«*International Benchmarking Report 2010*», Basel, 2010.
- Balastèr, P. et Elias, J. (2006)
«*L'évolution de la concurrence dans le commerce de détail suisse*», La Vie économique 6-2006, p.4-9.
- COOP (2009)
«*Etude 2009 sur le tourisme d'achat*», Bâle, 2009.
- Département fédéral de l'économie DFE
Dossier «*Importations parallèles*», <http://www.evd.admin.ch/themen/00129/00183/index.html?lang=fr>
- Deutsch-Finnische Handelskammer (2009)
«*Weitere Liberalisierung der Ladenöffnungszeiten in Finnland*», August 2009.
<http://www.dfhk.fi/index.php?id=1043> Consulté le 04.08.2010.
- Eichler, M. et al. (2002)
«*Preisunterschiede zwischen der Schweiz und der EU – eine empirische Untersuchung zum Ausmass, zu Erklärungsansätzen und zu volkswirtschaftlichen Konsequenzen*», seco Strukturberichterstattung Nr. 21.
- Euro-Info-Verbraucher (2008)
«*Grenzüberschreitende Preisvergleichsstudie Baden-Württemberg-Elsass*», Kehl, 2008.
- Eurostat/OECD (2010)
«*EUROSTAT-OECD Methodological manual on purchasing power parities (PPPs)*»,
http://www.oecd.org/document/3/0,3343,en_2649_34347_37961859_1_1_1_1,00.html
- Eurostat (2010)
«*Price levels for food, beverages and tobacco across the European market differ significantly*»
Eurstat, Statistics in Focus 30/2010. Luxembourg, Juni 2010

Handelskammer Hamburg (2010)

«*Ladenschluss in Nachbarländern*», 2010.

http://www.hk24.de/servicemarken/branchen/handelsplatz_hamburg/handelsbranchen/einzelhandel/ladenschluss_nachbarlaender.jsp Consulté le 04.08.2010.

Handelszeitung Online (2010a)

«*CH/Aldi bereits Nummer 5 des Detailhandels*», 29.06.2010.

http://www.handelszeitung.ch/artikel/Finanz-AWP_CH_Aldi-bereits-Nummer-5-des-Detailhandels-AF-749819.html Consulté le 04.08.2010.

Handelszeitung Online (2010b)

«*Die Gier nach Fläche wächst dramatisch*», 30.06.2010.

http://www.handelszeitung.ch/artikel/Unternehmen-Die-Gier-nach-Flaeche-waechst-dramatisch_749619.html Consulté le 04.08.2010.

Handelszeitung Online (2010c)

«*Aldi-Offensive geht in die nächste Runde*», 14.07.2010

http://www.handelszeitung.ch/artikel/Unternehmen-Aldi-Offensive-geht-in-die-naechste-Runde_756102.html Consulté le 04.08.2010.

Handelsverband Deutschland (HDE) (2008)

«*Ein Jahr Ladenöffnungsgesetz: Eine Zwischenbilanz*», 06.03.2008.

<http://www.einzelhandel.de/pb/site/hde/node/2113/Lde/index.html> Consulté le 04.08.2010.

Lebensmittel Praxis (2006)

«*Hot Spot Weil am Rhein*», 27.09.2006,

http://www.lebensmittelpraxis.de/index.php?option=com_content&task=view&id=209&Itemid=201;
Consulté le 23.09.2010.

Nathani, C. et. al. (2009)

«*Revision der IOT 2001 und Schätzung einer IOT 2005 für die Schweiz*», Schlussbericht im Auftrag des Bundesamtes für Statistik, Zürich, Januar 2009.

OCDE (2010)

«*OECD Tax Database*», 2010.

http://www.oecd.org/topic/0,2686,en_2649_37427_1_1_1_1_37427,00.html Consulté le 04.08.2010.

OCDE (2008)

«*OECD International Regulation Database*», 2008.

<http://www.oecd.org/dataoecd/25/16/42220539.xls> Consulté le 04.08.2010.

Office fédéral de la statistique (2006)

«*Le nouvel indice suisse des prix à la consommation: décembre 2005=100. Aperçu des méthodes et pondération 2006*». Neuchâtel, février 2006.

Office fédéral de la statistique (2007)

«*Indice des prix à la consommation (décembre 2005=100). Bases méthodologiques*». Neuchâtel, 2007.

Swiss Retail Federation (2010)

«*Kantonale Ladenöffnungszeiten*», Mai 2010.

<http://www.swiss-retail.ch/de/downloads/deutsch/kantonale-ladenoeffnungszeiten/download.html>
Consulté le 04.08.2010.